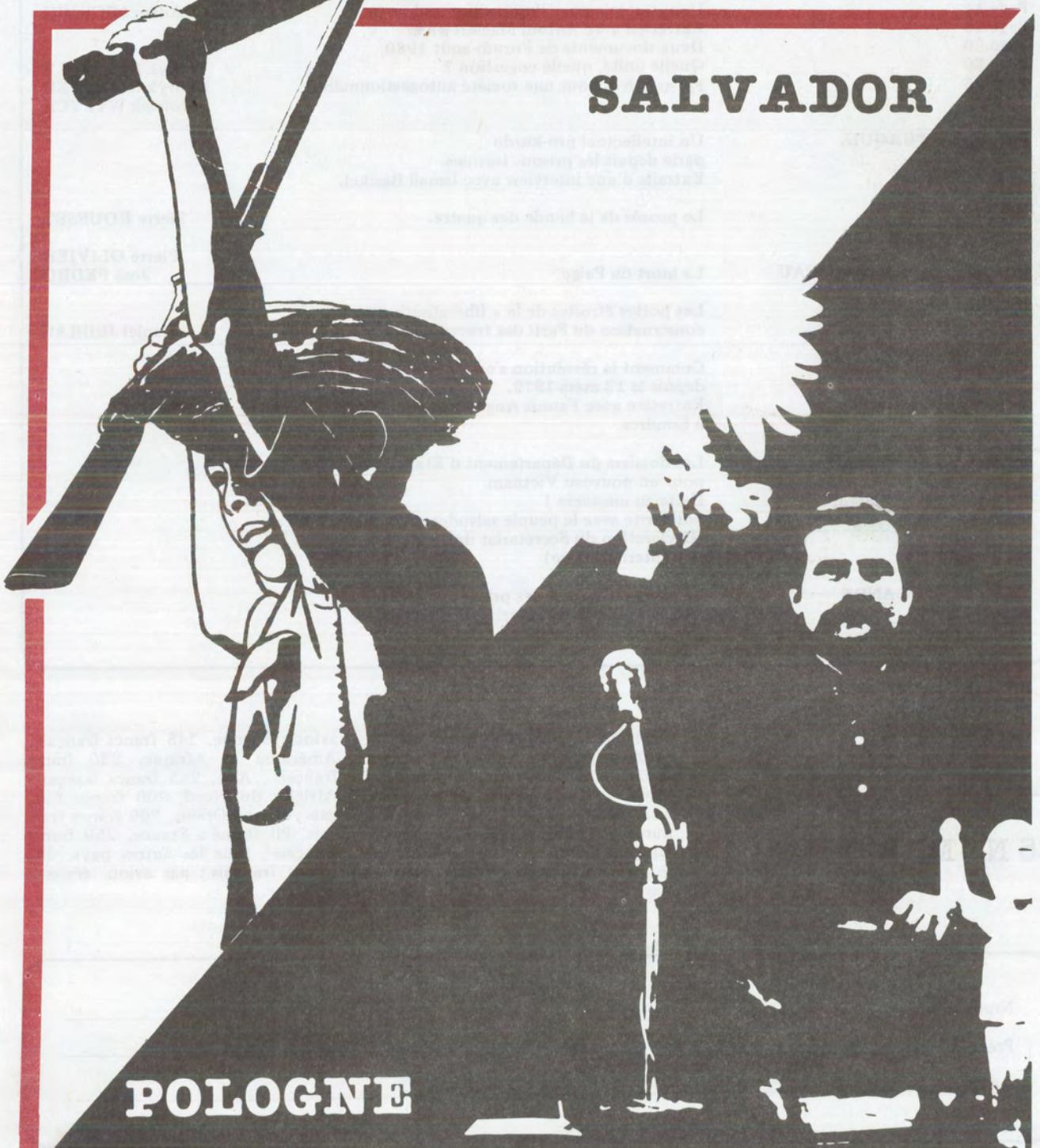




INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

SALVADOR



POLOGNE

DEUX RÉVOLUTIONS MENACÉES ...

Sommaire du numéro 91 du 15 décembre 1980

Page 3	EDITORIAL : POLOGNE	La crise sociale débouche sur une crise politique ouverte.	
Page 6	DOSSIER : POLOGNE	Le débat dans le mouvement ouvrier polonais. Comment continuer ?	Jacek KURON
Page 12		Une conversation avec Karol Modzelewski	
Page 14		Une stratégie pour l'opposition polonaise.	Adam MICHNIK
Page 15		Entretien avec Antoni Macierewicz.	
Page 20		Deux documents de Forum-août 1980.	
Page 20		Quelle unité, quelle cogestion ?	Henryk SZLAJFER
Page 25		Perspectives pour une société autogestionnaire.	Henryk SZLAJFER Wojciek WYPYCH
Page 28	TURQUIE	Un intellectuel pro-kurde parle depuis les prisons turques. Extraits d'une interview avec Ismail Besikci.	
Page 30	CHINE	Le procès de la bande des quatre.	Pierre ROUSSET
Page 33	GUINEE-BISSAU	La mort du Paigc.	Pierre OLIVIER José PEDRO
Page 36	BRESIL	Les portes étroites de la « libéralisation » et la construction du Parti des travailleurs.	Daniel JEBRAC
Page 44	GRENADE	Comment la révolution s'est développée depuis le 13 mars 1979. Entretien avec Fennis Augustine, Haut Commissaire à Londres.	
Page 46	SALVADOR	Les dossiers du Département d'Etat pour un nouveau Vietnam.	
Page 47		Halte au massacre ! Solidarité avec le peuple salvadorien en lutte ! (Déclaration du Secrétariat unifié de la IV Internationale)	
Page 48	IRLANDE	La grève de la faim des prisonniers irlandais. (Déclaration du Secrétariat unifié de la IV Internationale)	

ABONNEMENTS

25 NUMEROS PAR AN

Versement : chèques postaux ou bancaires à l'ordre de PEC (Presse-Edition-Communication). Virement à PEC — BNP Agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93100 — compte numéro : 230 179/90. PEC : 2, rue Richard Lenoir — 93100 — Montreuil — France. *Inprecor* pour tous les pays : 180 francs français ; par

avion : Europe, 245 francs français ; Amérique et Afrique, 230 francs français ; Asie, 245 francs français ; Afrique du Nord, 200 francs français ; Moyen-Orient, 200 francs français. Pli fermé : France, 250 francs français ; tous les autres pays, 280 francs français ; par avion, écrire à *Inprecor*.

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____ Pays _____

Pologne

La crise sociale débouche sur une crise politique ouverte

Ces dernières semaines, les heurts entre la classe ouvrière polonaise et le pouvoir bureaucratique se sont multipliés. Ils ont pris un caractère ouvertement politique. Bien que ces conflits soient déjà inscrits dans les grèves de juillet-août 1980, et surtout dans les protocoles d'accords qui y mirent fin, leur développement au grand jour, leur approfondissement et leur succession à un rythme de plus en plus rapide, modifient considérablement la situation.

— I —

Les travailleurs ont remporté une série de nouvelles victoires, sous la menace de grève et de nouvelles grèves générales, voire sous la pression de débuts de grèves. Ils ont obtenu que les ajouts arbitraires aux statuts de *Solidarnosc* par le Tribunal de Varsovie soient annulés par la Cour suprême. Ils ont arraché, à Czestechowa, la démission du chef local du parti, qui avait ouvertement préparé l'état de siège et la répression contre les ouvriers de cette ville. Ils ont obtenu une dizaine de machines d'imprimerie, jusque-là bloquées en douane, machines qui doivent servir à la publication d'une presse syndicale gérée par les syndiqués eux-mêmes. Ils ont obtenu la libération de deux de leurs camarades qui avaient eu l'audace de faire parvenir au syndicat — et de publier — un document du procureur de la République donnant des instructions sur l'emploi illégal du Code pénal et de la répression contre les oppositionnels. Ils ont obtenu l'autorisation d'inaugurer le 16 décembre 1980 à Gdansk un monument à la mémoire des centaines de grévistes et de travailleurs massacrés par les forces de répression de la bureaucratie lors des grèves de 1970. Ils ont fait démettre de leur fonction des directeurs qui faisaient de l'obstruction systématique et provocatrice à l'application des accords de Gdansk dans plusieurs dizaines d'entreprises. En ce moment même, plusieurs entreprises de Radom sont en grève pour obtenir la libération de trois syndicalistes arrêtés par les autorités.

Par toutes ces victoires, la nature réelle de *Solidarnosc* se précise toujours plus, non comme un « syndicat » traditionnel, mais comme un organe de contre-pouvoir ouvrier, comme un organe de contestation politique de la bureaucratie, comme l'embryon d'un pouvoir ouvrier.

La bureaucratie polonaise, soviétique, est-européenne, le comprend bien. Elle est de plus en plus inquiète, voire paniquée, au fur et à mesure que la nature du conflit socio-politique qui secoue la Pologne se précise. Elle commence à organiser une résistance plus systématique devant l'immense vague de fond ouvrière qui menace son pouvoir. Mais cette résistance se durcit dans des rapports de forces qui lui sont encore largement défavorables. C'est pourquoi sa ligne fondamentale reste celle de louvoyer, de gagner du temps, de chercher à diviser la classe ouvrière, d'attaquer les « éléments anti-socialistes », de chercher à remettre l'échéance d'une épreuve de force à un moment plus favorable.

Malgré tous les efforts des conciliateurs des deux camps, cette épreuve de force est pourtant inscrite dans la logique interne du conflit qui oppose la classe ouvrière à la bureaucratie. Celle-ci ne peut conserver ses privilèges que si elle conserve les bases de son monopole de pouvoir : monopole d'accès aux informations ; monopole de centralisation politique ; monopole de représentation de la classe ouvrière (bien que celle-ci se soit déjà prononcée à 80 % contre elle !) ; monopole sur les *mass media* ; utilisation partisane de la justice et des forces de répression, non pas contre l'impérialisme ou l'ennemi de classe, mais contre les secteurs de la classe ouvrière qui contestent ce monopole. Sans ces instruments-là, le contrôle bureaucratique du surproduit social est mis en question et les privilèges de la bureaucratie sont directement menacés. D'autant plus que les travailleurs polonais ont fait quelques découvertes et révélations retentissantes à ce sujet.

Or, avec une rapidité déconcertante, les travailleurs eux-mêmes mettent de plus en plus au centre de leurs revendications la mise en question de deux piliers de ce

monopole de pouvoir politique de la bureaucratie : la censure et le rôle des forces de répression. Il est impossible d'organiser un syndicat indépendant et autogéré — *Solidarnosc* a déjà obtenu l'adhésion de 8 à 9 millions de travailleurs, c'est-à-dire l'immense majorité de la classe ouvrière polonaise — si on est constamment en butte à l'arbitraire et aux persécutions des forces de répression. Il ne peut y avoir de presse syndicale libre si les structures de la censure — d'ailleurs contraire à la Constitution — demeurent intactes.

Il n'est pas exclu que, vu l'immense force de millions de travailleurs prêts à passer et à repasser à l'action, la bureaucratie soit obligée de faire quelques concessions, même en ce qui concerne ces questions vitales. Mais ce ne seront que des concessions temporaires, qu'elle cherchera à reprendre au plus tôt. Elles seront de toute façon le signal pour la bureaucratie polonaise, et pour ses « partis-frères », que la dernière tranchée de défense a été atteinte. A partir de là, il ne faudra plus rien céder, quel que soit le prix à payer.

— II —

Le rapport que Stanislaw Kania, premier secrétaire du POUP, a prononcé le 1er décembre devant le plénum du Comité central indique clairement que la marge de manœuvres et de concessions s'est réduite à l'extrême. Lorsqu'il reprend, à l'instar du Kremlin et de ses porte-parole dans les autres Etats ouvriers bureaucratisés, la formule des « forces anti-socialistes qui opèrent sous le couvert de *Solidarnosc* », et contre lesquelles il faudrait prétendument défendre « les conquêtes socialistes des trente-cinq dernières années », il ne s'agit, quant au contenu littéral de la formule, que d'un mensonge cynique.

Les travailleurs polonais ne remettent en question ni la propriété sociale des moyens de production, ni la planification, ni le monopole du commerce extérieur. Comme l'a affirmé avec clarté et bon sens le Comité inter-entreprises de Szczecin le 1er octobre 1980 : « Nous sommes — comme tout le mouvement des syndicats indépendants autogérés *Solidarnosc* —, pour un socialisme progressiste, ouvrier, pour un développement équilibré et harmonieux de la Pologne, décidé collectivement par l'ensemble du monde du travail. Nous ne voulons pas changer le système, mais nous tendons vers la réalisation d'un ordre social authentiquement ouvrier et socialiste. »

Ce que les millions de travailleurs polonais remettent en question, ce ne sont pas les « conquêtes socialistes des trente-cinq dernières années ». Ce qu'ils remettent en question, c'est le monopole de pouvoir de la bureaucratie sur l'économie et sur l'Etat, qui vide de nombreuses conquêtes de leur contenu progressiste, qui a transformé la planification en anarchie, qui a transformé la gestion des moyens de production collectivisés en une immense source de corruption et de privilèges pour les gestionnaires. Ils clament haut et clair : nous voulons gérer nous-mêmes l'économie socialisée. Nous voulons que les travailleurs, tous ensemble, prennent les décisions-clés et non une petite *camarilla* de bureaucrates corrompus, soustraits au contrôle public. Est-ce « anti-socialiste » que de réclamer cela ? Il faudrait dire alors que Marx et Lénine étaient les pires « anti-socialistes ».

Les déclarations de Stanislaw Kania, après celles de l'agence *Tass* et de *Novosti*, après celles de *Rude Pravo* et du *Neues Deutschland*, ne sont pas seulement mensongères, elles sont encore frappées d'une insurmontable contradiction interne.

Le POUP ne cesse d'invoquer le nécessaire « rôle dirigeant du parti » (le parti des bureaucrates, s'entend). Mais la légitimité de ce « rôle dirigeant » provient de sa prétention à représenter la classe ouvrière qui, elle, est proclamée, tant dans la Constitution que dans le Pro-

gramme et les statuts du POUP, comme « force dirigeante de la société ». Or, cette force dirigeante de la société ne se reconnaît pas dans la direction du POUP, elle n'admet pas « le rôle dirigeant » de ces bureaucrates corrompus et incapables, qui ont conduit le pays au bord de la ruine et de la famine. Huit à neuf millions de travailleurs, sur les douze millions que compte le pays, ont porté un coup mortel à la fiction de leur représentation par le POUP. Ils affirment à la face du monde : c'est *Solidarnosc* qui nous représente. Stanislaw Kania lui-même a dû reconnaître que « le parti était largement coupé de la classe ouvrière ». La bureaucratie doit donc admettre qu'elle affirme son « rôle dirigeant » au besoin contre la majorité de la classe ouvrière, contre la volonté clairement exprimée par les trois quarts du prolétariat.

Si, du point de vue de leur contenu « idéologique », les « analyses » de Kania et de ses acolytes ne valent pas un zloty — même en monnaie inflationniste —, du point de vue politique elles sont au contraire lourdes de sens. C'est une double menace qu'elles font peser sur le prolétariat polonais : la menace d'une accentuation délibérée, d'une organisation systématique du désordre économique ; la menace de l'intervention militaire soviétique. Puisque la classe ouvrière est de moins en moins prête à écouter la « raison » bureaucratique, même lorsque celle-ci se drape dans les frusques de la « raison d'Etat » nationaliste, elle doit s'attendre à être écrasée par la famine, voire par les blindés.

Ces menaces ne sont pas vaines. La situation économique est désastreuse. Elle empire de jour en jour. On s'attend à un déficit de 8 millions de tonnes de céréales (et de centaines de milliers de tonnes de viande), avant la soudure de 1981. Les pommes de terre et les betteraves sucrières ont subi des chutes de production vertigineuses, la récolte de pommes de terre serait la plus basse depuis vingt ans ! Une partie importante de ces produits alimentaires de base continue à être détournée pour les besoins industriels ainsi que vers l'exportation. Les dockers des ports de la Baltique ont cherché, par leur action directe, à arrêter ces détournements aussi longtemps que les besoins élémentaires de la population ne seront pas satisfaits. Mais on ne peut résoudre par l'action d'un seul groupe de travailleurs les problèmes d'ensemble de l'économie polonaise. Réclamer un contrôle ouvrier généralisé sur la production et la distribution, exercé par *Solidarnosc*, exiger qu'un inventaire national des capacités de production et des besoins de la nation soit dressé au plus tôt et soit centralisé dans une Assemblée nationale, un Congrès national, public et contradictoire, c'est le premier pas indispensable pour remettre de l'ordre dans la maison, pour aller vers une politique économique de redressement et de rechange.

Mais cela, la bureaucratie au pouvoir s'efforce par tous les moyens de l'empêcher et de le retarder, prolongeant ainsi le chaos économique. Elle avait invoqué le chaos pour s'opposer aux grèves. Aujourd'hui, par un nouveau mensonge éhonté, elle veut le mettre sur le compte des grèves elles-mêmes. Elle s'en sert de plus en plus pour ses intérêts politiques immédiats. Son calcul est clair : des travailleurs affamés iront à la recherche de vivres au lieu de participer à des réunions, des divisions surgiront en leur sein. Des travailleurs tenaillés par la faim feront moins de politique, ou alors une politique moins lucide, moins rationnelle que celle que la classe ouvrière polonaise a suivie de manière si admirable depuis les grèves de juillet 1980.

Quant à la menace d'intervention soviétique, elle est non moins réelle, même si sa réalisation reste difficile, car débouchant sur des difficultés politiques et sociales immenses, surtout en URSS même, où la sympathie avec les travailleurs polonais commence à se développer, avant tout dans les Républiques baltes, où le mécontentement de la classe ouvrière commence à se manifester.

ter devant la détérioration de l'approvisionnement en vivres.

Face à ce double chantage, la seule riposte des travailleurs polonais ne peut être que l'*extension du principe de la solidarité de classe à l'échelle internationale*. C'est notre devoir à nous, révolutionnaires, communistes, socialistes, syndicalistes du reste de l'Europe et du monde, de dresser un mur de protection autour du prolétariat polonais. Ce dernier est en train de mettre en œuvre la plus formidable entreprise d'avancée vers le socialisme, de réhabilitation du socialisme, qu'on ait connue depuis mai 1968. Aide matérielle et politique à *Solidarnosc* de la part de tous les syndicats du monde ! **Moratoire immédiat pour toutes les dettes et pour tout le service de la dette de la Pologne ! Bas les pattes devant les travailleurs polonais ! Laissez-les construire le socialisme comme ils l'entendent !** Tels sont les mots d'ordre qui s'imposent. Gageons qu'ils ne plaisent pas plus à la bourgeoisie impérialiste et à ses agents, qui craignent comme la peste la contagion que risque de dégager une expérience réussie de démocratie socialiste en Pologne. L'impact d'une telle expérience serait bien plus fort que celui du Printemps de Prague parce qu'elle part d'en bas et non d'en haut, parce qu'elle est portée par l'action directe de millions de travailleurs. Lech Walesa lui-même n'affirme-t-il pas : « *Les ouvriers français pourraient gouverner la France, comme les ouvriers polonais en Pologne* » (1) ?

— III —

Ce qui retarde jusqu'ici l'épreuve de force en Pologne, ce sont moins les manœuvres de la bureaucratie que les divisions croissantes au sein du POUP et le manque de direction politique claire au sein de *Solidarnosc*.

Il était inévitable qu'un parti de deux millions de membres (fussent-ils souvent des membres sur le papier) ne puisse pas résister à la formidable pression exercée par l'entrée en action de millions et de millions de travailleurs. En fait, d'après les premières estimations, environ 60 % des membres du POUP seraient membres de *Solidarnosc* ! En tant que membres du POUP, ils sont censés défendre « le rôle dirigeant du parti » contre les « *éléments anti-socialistes qui agissent sous le couvert de Solidarnosc* ». En tant que membres de *Solidarnosc*, ils proclament leur volonté de construire une société socialiste où le pouvoir de décision soit dans les mains de la classe ouvrière tout entière, et non d'un parti unique qui n'est en réalité que le parti de la bureaucratie.

Cette contradiction flagrante — insoluble — commence à s'exprimer dans les structures mêmes du parti. De plus en plus, des discussions se déclenchent réclamant une démocratisation profonde de ses structures. Des groupes informels — horreur : des « tendances », voire des « fractions » ! — se concertent pour engager la bataille dans ce sens. L'exemple de la concertation et de la coordination horizontale, inter-entreprises, locale, régionale, s'est transplanté dans une vingtaine de villes. Tout un groupe d'adhérents de POUP à Thorun vient d'être exclu pour s'être organisé dans ce sens. Les cellules d'entreprises de Lodz réclament un retour aux vieilles traditions du PC et du PS. Cette pression de la base se reflète jusque dans les sommets, où les « libéraux » plaident pour des « réformes profondes », alors que les « durs » (regroupés autour du sinistre général Moczar, qui vient de retrouver sa place au Bureau politique), préparent la répression. Mais est-ce que l'armée, est-ce que la milice obéiront ? Le groupe Kania s'efforce de faire l'équilibre entre les uns et les autres.

Les candidats « normalisateurs » énumèrent d'ailleurs déjà (à Moscou, à Prague, mais aussi à Varsovie), les « forces sociales saines » sur lesquelles ils pourraient s'appuyer : la bureaucratie des anciens syndicats verticaux et ce qui leur reste comme adhérents, surtout

parmi les fonctionnaires ; l'Association des anciens combattants *Zbowid* (organisation manipulée par le général Moczar), et celle des vétérans polonais de l'Armée rouge soviétique.

La crise du parti retarde pour le moment la contre-offensive de la bureaucratie et facilite de nouvelles conquêtes ouvrières. Mais elle accentue les risques de l'intervention soviétique. Si la « normalisation » ne peut plus provenir de l'intérieur, elle devra, coûte que coûte, être imposée de l'extérieur.

Du côté de *Solidarnosc*, une direction politique résolue, qui s'oriente et oriente les travailleurs clairement vers le pouvoir ouvrier, fait cruellement défaut. Les principaux courants en présence sont des forces qui cherchent à réformer la dictature bureaucratique, non à la remplacer par le pouvoir démocratique des travailleurs, dans le cadre de l'économie socialisée. La propagande des staliniens déchaînée contre Kuron et les dirigeants du KOR — pas contre l'épiscopat catholique, qui est le meilleur allié de la bureaucratie pour maintenir « l'ordre et la tranquillité » ! — fait cependant semblant d'ignorer ce que le Conseil des ministres a dû reconnaître dans les faits, dans la nuit du 27 au 28 août 1980 : les dirigeants du KOR préconisent aux travailleurs de *Solidarnosc* la modération et la nécessité du compromis avec le pouvoir. Ils risquent cependant d'être débordés, comme risque de l'être Lech Walesa lui-même.

Ce qui est en jeu ici, ce n'est pas un jugement sur la tactique la plus appropriée à suivre par *Solidarnosc*. Nous n'avons pas à critiquer de manière sectaire et irresponsable cette tactique. Il nous semble évident que la priorité des priorités reste de gagner du temps pour parfaire l'*organisation réelle* de 8 ou 9 millions de travailleurs dans les entreprises, les localités, les régions, et souder autour de cette masse *invincible lorsqu'elle réellement organisée* une alliance avec la petite paysannerie et la fraction la plus radicale de l'*intelligentsia*.

Mais au-delà des problèmes de tactique immédiate, il y a l'implacable logique de l'affrontement de forces sociales immenses, qu'on ne peut commander comme on manie des marionnettes. La tactique la plus rationnelle, la plus savante, risque d'échouer lorsqu'elle se heurte aux sentiments, aux aspirations, à l'indignation, à la soif de justice de millions de gens qui exigent des réponses immédiates à un nombre croissant de problèmes.

La radicalisation et la politisation de la classe ouvrière, avant tout de la jeunesse ouvrière, a été la principale force motrice de la situation prérévolutionnaire qui se développe en Pologne. Elle doit s'organiser à deux niveaux : celui de l'auto-organisation de l'ensemble des travailleurs, dans le cadre de *Solidarnosc*, et celui d'une nouvelle avant-garde qui commence à se délimiter.

Celle-ci ne doit pas se contenter de diriger les luttes au jour le jour. Elle doit engager un processus de clarification théorique, idéologique et politique nécessaire sur le modèle du socialisme qu'elle veut, sur la stratégie à poursuivre pour y arriver. Pour nous, il n'y a qu'une seule réponse possible à cette question stratégique : l'exercice du pouvoir par des conseils ouvriers et populaires démocratiquement élus, avec pluralité de tendances et d'organisations politiques, permettant à la classe ouvrière dans son ensemble de choisir entre diverses variantes (et diverses priorités cohérentes) de développement économique, social et culturel. Car la construction du socialisme, c'est cela et pas autre chose : la construction d'une société dans laquelle les travailleurs sont devenus les maîtres de leur propre sort. ■

3 décembre 1980.

INPRECOR

(1) Interview publiée dans *France-Soir* du 2 décembre 1980.

Le débat dans le mouvement ouvrier polonais

AU cours des deux premiers mois de leur existence, les syndicats indépendants « Solidarité » n'ont cessé de se heurter aux coups de force et aux tracasseries que leur opposait la bureaucratie. Toutes les énergies se sont donc concentrées sur la question de l'enregistrement, ce qui explique pour une grande partie le retard pris dans la discussion collective concernant l'élaboration programmatique. En ce sens, les textes publiés ici — tous antérieurs au 10 novembre — ne sont qu'une ébauche de réflexion, un début de formulation de la stratégie du mouvement.

Sur la question du pouvoir et de l'affrontement avec la bureaucratie, Karol Modzelewski, qui dit regretter les positions marxistes qui étaient les siennes il y a quinze ans, se place dans une perspective délibérément réformiste. Pour lui, le mouvement actuel s'inscrit « dans le cadre de la dictature du parti ». Son insistance sur la nécessité d'un « pacte de non-agression » avec le pouvoir fait écho aux positions défendues par Adam Michnik, l'un des animateurs du KOR avec lequel il dit d'ailleurs être en accord. Ce dernier affirmait récemment lors d'un meeting à l'Université : « Il serait illusoire et dangereux de rêver d'un renversement du pouvoir. On peut ne pas être satisfait de ce pouvoir — et personnellement je ne le suis pas — mais il est de notre intérêt vital qu'il se maintienne en place. » Ce qui frappe en revanche chez Jacek Kuron, ce sont les contradictions qui ressortent de ses propos. D'une part, il semble penser que l'affrontement est inévitable, parle de la « désintégration du pouvoir » et affirme que « se radicaliser signifie se tourner contre les autorités et contre les structures politiques ». Mais, en même temps, il insiste sur la nécessité de fixer des limites à la dynamique du mouvement et pense que c'est possible sur la base d'un programme de conquêtes partielles et progressives. Ses propos expriment à la fois une très grande lucidité sur la manière dont la conscience des masses progresse au travers de l'action, et un refus de fixer d'emblée des tâches politiques au mouvement, dans la crainte que le fait même d'en parler n'engendre une confrontation qu'il s'agit à tout prix d'éviter.

Pour notre part, nous ne sommes pas partisans du tout ou rien. Nous pensons que les compromis passés jusqu'ici par la direction du mouvement étaient rendus nécessaires par la jeunesse et par la fragilité de ce dernier, par la nécessité de gagner du temps pour pouvoir construire une véritable organisation de masse. La preuve que ces compromis n'étaient pas une trahison des intérêts et des aspirations des travailleurs, c'est que — loin d'affaiblir le mouvement — ils lui ont permis de se renforcer et d'affronter à chaque fois de nouvelles échéances. Mais nous pensons qu'il est erroné de prétendre limiter les tâches du syndicat à l'élaboration d'un « programme minimal » comme le répétait Kuron dans une récente interview au quotidien *le Matin*. Les faits sont d'ailleurs là pour montrer que les travailleurs ne se limitent pas à avancer des revendications économiques immédiates : l'éviction de multiples dirigeants locaux du parti et du gouvernement, exigée par « Solidarité », tout comme la volonté exprimée aujourd'hui de contrôler le rôle de la police et de la milice, dépassent déjà largement le cadre des « tâches limitées, minimalistes » dont parlait Jacek Kuron en septembre. De même, l'espoir d'Antoni Macierewicz que « nous allions dans ce sens (celui du programme économique publié dans la revue *Głos*), lentement, tranquillement et de façon responsable », va à l'encontre

de la dynamique du mouvement dont il rend compte lui-même lorsqu'il affirme qu'elle « est explosive pour la direction du POUP. Toute réforme économique sérieuse serait une catastrophe pour ces gens, (...) ce serait la mort pour eux ! ».

C'est pourquoi, nous pensons que les auteurs des deux textes publiés dans le bulletin de discussion de « Forum Août-80 » ont raison d'affirmer que les ouvriers « veulent gouverner et en sont capables » et que le programme dont le mouvement a besoin aujourd'hui est « un programme fondé sur l'exigence de l'élargissement du pouvoir économique de manière à ce que celui-ci repose directement dans les mains de la classe ouvrière, au niveau de l'entreprise comme au niveau régional et dans tout le pays ». Ce qui pose immédiatement le problème du type de participation à la gestion de l'économie que les travailleurs doivent accepter en l'état actuel des choses. Et, là aussi, nous pensons que les auteurs des textes de « Forum Août-80 » ont raison contre Karol Modzelewski lorsque celui-ci, au nom d'une « vision réaliste sur ce qui est possible aujourd'hui d'un point de vue économique en Pologne » invoque la nécessité que « les deux parties soient raisonnables ». Car c'est ne pas comprendre que les intérêts propres de la bureaucratie, en tant que couche sociale parasitaire, sont contradictoires et incompatibles avec la bonne marche d'une économie collectivisée. Ces deux textes nous semblent plus clairs également que ceux d'Antoni Macierewicz et de Jacek Kuron sur la question du plan et de la cogestion.

Comme Jacek Kuron, ils s'opposent au principe de la cogestion de l'économie avec la bureaucratie, tout en insistant sur l'importance que le syndicat n'ait pas une position défensive mais qu'il impulse au contraire les formes démocratiques qui permettront aux travailleurs d'imposer leur point de vue en matière de gestion économique et — à terme — de prendre eux-mêmes leurs affaires en main. Mais ils vont plus loin dans la formulation des propositions concernant l'élaboration du plan à la base et des mécanismes qui permettront un véritable contrôle des travailleurs sur l'économie (ils suggèrent notamment la mise en place d'une Chambre ouvrière au sein de la Diète). Et ils mettent l'accent sur le caractère décisif de la coordination de l'autogestion à l'échelle des entreprises et des régions, ce qui va à l'encontre de la position dangereuse d'Antoni Macierewicz qui parle de la nécessité de liquider le plan central, encourageant par là-même toutes les illusions sur la possibilité de résoudre les problèmes économiques d'ensemble entreprise par entreprise.

La clarté de ces questions apparaît d'autant plus importante face aux projets de l'aile « libérale » de la bureaucratie s'exprimant au travers d'articles parus dans *Polityka* et dans *Sycie Gospodarce* (la Vie économique), deux périodiques largement ouverts aux technocrates et aux « réformateurs » du parti. Sous couvert de la défense des « intérêts suprêmes de la nation », ces derniers proposent bien à « Solidarité » de participer aux décisions, mais c'est pour mieux enfermer le syndicat dans la « responsabilité de la bonne marche de l'économie » (et donc des erreurs commises). Nul doute que, pour eux, l'économie est une chose trop sérieuse pour qu'on la mette dans d'autres mains que celles des « spécialistes »... On voit donc tout l'intérêt à ce que se dégagent rapidement des positions programmatiques claires. Mais le débat ne fait que commencer. ■

Jacek Kuron : « comment continuer ? »

Jacek Kuron, l'un des principaux animateurs du Comité d'auto-défense social — KOR, est né en 1934. Exclu du parti en 1953, il le rejoindra à nouveau pour une courte période en 1955. En 1956, il est l'un des organisateurs des « scouts rouges », formation qui cultive la tradition communiste et d'où sont sortis de nombreux militants de l'opposition d'aujourd'hui. Son activité d'oppositionnel commence réellement au lendemain de l'Octobre polonais de 1956. Animateur d'une opposition de gauche au sein de l'Union des jeunes socialistes (appellation polonaise des jeunes communistes), il représente à cette époque la lignée marxiste révolutionnaire. Il rédige en 1964 avec Karol Modzelewski la *Lettre ouverte au Parti ouvrier polonais*, qui lui vaut d'être condamné à trois ans de réclusion. Libéré fin 1967, il s'engage dans le mouvement étudiant dont il devient la figure de proue. Emprisonné après l'écrasement du mouvement étudiant de mars 1968, il ne sera libéré qu'après les grèves de décembre 1970-janvier 1971.

Avec d'autres, il commence alors à reconstituer l'opposition polonaise défaite en 1968. Il participe, début 1976, au mouvement de protestation contre le projet de la nouvelle Constitution polonaise. Lors de la répression des grévistes de juin 1976, il s'engage dans une campagne de solidarité qui aboutira deux mois plus tard à la constitution du Comité de défense des ouvriers, le KOR.

En 1977, il publie une *Réflexion sur le programme d'action*, suivie de *Principes idéologiques*, dans lesquels il

trace une voie pour l'opposition polonaise en rupture complète avec celle de la *Lettre ouverte*. Annonçant l'impossibilité de changements révolutionnaires à cause de la situation géopolitique de la Pologne, il prône le développement d'institutions sociales indépendantes du pouvoir — syndicats libres, mouvement étudiant, mouvement paysan, mouvement des consommateurs, des intellectuels, etc. — qui, par la pression qu'elles exercent sur les autorités, pourraient conduire à une démocratisation limitée en Pologne. Partisan de la « démocratie parlementaire » et de l'« indépendance nationale », il se refuse à avancer ces mots d'ordre, irréalisables selon lui en Pologne. Cette réflexion deviendra par la suite la trame programmatique d'une bonne partie de l'opposition polonaise.

En juillet 1980, avec les militants regroupés autour du KOR et du journal non officiel *Robotnik* (l'Ouvrier), il se jetera dans la popularisation des grèves et de leurs formes d'organisation les plus avancées. Il prédit alors pour l'automne 1980 d'autres mouvements, qui permettraient de s'orienter vers la constitution de syndicats libres. Arrêté avec d'autres opposants le 16 août, il ne sera libéré qu'après la signature de l'accord de Gdansk. Le texte que nous publions ci-dessous (1) a été écrit peu après cette libération. Jacek Kuron fait aujourd'hui partie de l'équipe des experts auprès du syndicat « Solidarité » de Gdansk.

« Fixer des limites à la dynamique du mouvement »

Jacek KURON

LES événements dont nous sommes les témoins ont ébranlé les fondements du système dans lequel nous vivons. Ainsi, le principe cardinal du fonctionnement de toutes les institutions de la vie sociale, le monopole de l'Etat sur l'organisation, l'information et la décision, a été remis en cause. Ce processus a été commencé par les ouvriers grévistes qui ont obligé le pouvoir à accepter l'organisation des syndicats indépendants et qui ont commencé à les mettre en place.

LA DESINTEGRATION DU SYSTEME

Imaginez que, au sein des Chemins de fer polonais (PKP), où tout mouvement dépend d'un horaire décidé centralement, on introduise d'un coup un certain nombre de trains dont l'horaire a été démocratique-

ment décidé par les cheminots ou les passagers. Les syndicats indépendants sont justement de tels trains dans un système où toute la vie sociale est dirigée par une centrale du parti et de l'Etat. Bien sûr, un système social — même totalitaire — n'aura jamais la perfection d'un horaire de trains, mais, malgré cela, il ne peut fonctionner sur la base de deux logiques complètement contradictoires.

On comprend mieux ce problème en prenant l'exemple du plan économique. Chaque année, entre septembre et octobre, les directions et les travailleurs reçoivent, pour ce qu'on appelle « consultation », les directives du plan économique pour l'année suivante. En général, ces directives se voient plus ou moins durement critiquées, et, par la suite, la centrale envoie un plan dans lequel aucune de ces critiques n'est prise en compte. Cette année, une telle situation ne peut se répéter. Les gens sont forts car ils ont leur organisation. Dès maintenant, lors de diverses réunions dans les usines, on annonce que la proposition du plan sera rejetée. Est-

ce que, dans ces conditions, le pouvoir peut élaborer un plan qui soit effectif et en accord avec les volontés sociales ?

Notons qu'il s'agit là de la question essentielle pour le système et que, plus d'une fois, on a essayé d'y apporter une réponse affirmative. En 1956 en Pologne, des économistes, des *managers* et le mouvement d'autogestion ouvrière y travaillaient. En pratique, cependant, ce problème n'a pas été résolu ni alors ni depuis. Maintenant, personne ne travaille plus la question ; mais le plan sera ou accepté par toute la société ou ne sera pas. Dans ce dernier cas, les trains obéissant à divers horaires vont se rencontrer.

Le même phénomène apparaît dans d'autres secteurs, dans lesquels l'apparition des syndicats indépendants a libéré l'activité sociale. Je connais des coopératives de loge-

1. Cet article a été publié dans *Biuletyn Informacyjny* numéro 6 (40) d'août-septembre 1980, paru à la mi-septembre.



Jacek Kuron (Photo D.R.)

ments où les membres, s'appuyant sur les statuts, ont commencé à diriger réellement la coopérative. Des tentatives analogues ont eu lieu au sein des coopératives médicales, derrière lesquelles s'engouffrera bientôt tout le secteur coopératif, y compris les coopératives de consommateurs et de paysans, les coopératives d'achat et de vente, etc. Ces dernières constituent un maillon important de l'auto-gestion paysanne, dont le programme a d'ores et déjà été proposé par les organisations paysannes qui sont en train de se constituer. Le programme de l'autonomie de l'enseignement supérieur, et donc de la science, a été pris en main par les travailleurs scientifiques organisés dans les syndicats indépendants et par le nouveau mouvement étudiant qui est en gestation.

Chacun des mouvements cités — et je n'ai pas mentionné tous ceux qui existent déjà — tend à limiter les prérogatives de décision centrales.

Chacun aggrave ainsi la désintégration du système central de direction et donc celle de son appareil. Pour empêcher cette désintégration, l'appareil doit *ou* mettre sous sa botte les mouvements sociaux autogérés — en les vidant de leur contenu —, *ou* transformer le système dans le sens de la démocratie, et cela très, très vite.

La première solution n'est pas probable. La société est déjà organisée indépendamment du pouvoir d'Etat, elle peut donc assurer une réelle démocratisation et être le garant de cette démocratisation. C'est la première fois depuis 35 ans que nous avons affaire à une telle situation d'auto-organisation de la société qui oblige le pouvoir à la réforme.

Face à la société organisée, le pouvoir ne peut rien. Il n'a pas de base sociale, il n'a pas de groupe sur lequel il puisse s'appuyer. Il ne peut utiliser que l'armée, et, dans la situa-

tion actuelle, toute armée devrait être étrangère.

Est-ce que la deuxième solution est envisageable alors ? Est-ce que l'appareil peut, d'une façon extrêmement rapide, changer de nature et changer le système ? J'ai bien peur que cela soit peu probable. Mais s'il n'y arrive pas, est-ce qu'il ne va pas tenter de manière suicidaire d'arrêter le mouvement par la force ? Une telle tentative peut très bien aboutir à une intervention soviétique. Le pouvoir a tendance à abuser de cette menace. Mais on ne peut, pour le moment, la considérer comme imaginaire. Est-ce qu'il ne faudrait pas, alors, freiner le mouvement pour repousser la menace de l'intervention ?

Pour répondre à une telle question, il faut se rendre à l'évidence que tout mouvement social a sa propre dynamique et qu'on ne peut, ni de l'intérieur du mouvement (en tant que leader), ni *a fortiori* de l'extérieur (en tant que conseiller) le diriger sans en tenir compte.

LA DYNAMIQUE DU MOUVEMENT SOCIAL

Les gens, qui depuis des années ont été privés de leurs droits, menacés et humiliés, sont aujourd'hui une force immense, mais ils n'en sont pas encore tout à fait conscients. Je ne crois pas qu'ils puissent réaliser leurs aspirations, d'autant plus qu'ils ne sont pas encore parvenus à les exprimer. Ils se révoltent simplement contre les conditions dans lesquelles ils vivent, et contre le pouvoir qu'ils considèrent responsable. Nombreux sont ceux qui ne croient toujours pas qu'on peut obtenir quelque chose, bien qu'ils agissent déjà. Pour cela, au début, on peut avancer des revendications les plus minimalistes, autour desquelles le mouvement va s'organiser. Si on avançait aujourd'hui des mots d'ordre allant plus loin comme *Indépendance nationale !* et *Démocratie parlementaire !* — ce qui est sans aucun doute en accord avec les aspirations des Polonais — ces mots d'ordre ne pourraient pas attirer les larges masses de la société. Autour d'un tel programme, le mouvement ne pourrait pas s'organiser, car, dans la conscience de tous, un tel programme est irréel. C'est pourquoi, au début, on ne peut avancer que des tâches limitées, minimalistes, qui renvoient non pas tant à ce que les gens voudraient, mais à ce qu'ils considèrent comme indispensable. Si cependant les gens se regroupent autour d'objectifs définis — même minimalistes —, et commencent à agir, alors un mouvement se crée et chaque nouveau succès de ce mouvement aide à l'expression de tâches

de plus en plus en accord avec les aspirations sociales.

On peut le voir parfaitement en observant le développement du grand mouvement de grève de juillet et août. Combien de temps a-t-il fallu pour qu'il s'empare du mot d'ordre de création des syndicats indépendants ? Quelle chemin a-t-il parcouru entre la timide mise en place de la Commission ouvrière d'Ursus, où on n'osait même pas les appeler comme ça ouvertement, et l'expression claire des revendications en ce qui concerne l'organisation, le droit d'expression, la libération des prisonniers politiques, etc.

En juillet, durant la grève, les travailleurs de chemins de fer de Lublin ont dissout l'ancien conseil d'entreprise et ont exigé de nouvelles élections. Il s'agissait à ce moment-là du programme exprimant le mieux les aspirations des travailleurs à une représentation propre et authentique. Les dirigeants de la grève, qui ont avancé cette revendication, ont été par la suite élus au nouveau conseil.

Si, par contre, durant la grève du Littoral, les comités de grève avaient reculé sur les positions de Lublin, ils auraient perdu la direction et auraient été défaits. Les élections — si elles avaient eu lieu — n'auraient pas porté ces dirigeants à la victoire. C'est justement pour cette raison que les dirigeants actuels des syndicats ne peuvent sous aucun prétexte avancer de programme limitant la démocratie à la question des salaires et des conditions de vie. Ils ne peuvent empêcher que la société polonaise ne s'empare du programme d'autogestion dans les coopératives, l'agriculture, l'économie, du programme de l'autonomie de la science et de la culture. Ils ne peuvent empêcher que les travailleurs ne rejettent les directives du plan. Cela signifie que, bien sûr, ils peuvent dire ce qu'ils veulent, mais s'ils le faisaient, ils ne seraient pas écoutés et perdraient une fois pour toutes leur autorité.

Se taire sur ce problème de la désintégration du pouvoir n'est pas une solution. Cette désintégration est un fait, et si le mouvement de démocratisation de la société n'en tient pas compte, il peut subir une défaite aux conséquences imprévisibles. Plus le pouvoir sera faible, et donc — ce qui est presque l'équivalent — moins il se montrera capable d'adapter sa politique à la situation, et plus le mouvement de démocratisation va se radicaliser. Dans cette situation, se radicaliser signifie se tourner contre les autorités et contre les structures politiques.

Chaque nouveau pas en avant — malgré les menaces — affaiblit le sens du danger. Il est vrai que les Polonais sont conscients du danger d'intervention soviétique, mais le pouvoir (et

avec lui également une partie de l'intelligentsia libérale) a abusé de cette menace. Durant la grève de Lublin, qui n'avait pas encore avancé de revendications politiques, cet argument a été utilisé ouvertement, et cela a été d'une certaine manière efficace. De nouvelles grèves ont éclaté et cette menace s'est désavouée elle-même. Durant la grève du Littoral, le pouvoir a fait tout son possible pour diffuser des rumeurs selon lesquelles les chars russes arrivaient. Quand finalement les grévistes ont gagné, indépendamment du fait que le danger était réel ou non à un certain moment, il s'est en grande partie estompé dans la conscience sociale.

Peut-on fixer des limites à la dynamique du mouvement ? Oui, c'est possible et on doit le faire. Mais la seule manière de le faire, c'est par le biais d'un programme qui permette au mouvement de se développer tout en lui fixant des limites.

Il est temps de se rendre compte

les noms de ceux qui ont prononcé ces mots il y a déjà longtemps — peuvent être dangereux. Ils auraient raison si le diagnostic présenté plus haut était tout à fait faux. C'est-à-dire si on admettait que le processus de démocratisation peut aujourd'hui se limiter aux syndicats ne s'occupant que de questions de salaires et de conditions de travail et, en plus, que ces syndicats seront capables de freiner les revendications salariales malgré la baisse du niveau de vie, sans un programme réel d'amélioration de la situation économique ou plutôt avec un programme élaboré — et ce ne sera pas la première fois — par les autorités de l'Etat.

Je considère une telle idée comme utopique et donc aventuriste. Je ne pense pas que les autorités soviétiques puissent la prendre au sérieux. En conséquence, soit elles vont accepter, dans certaines limites, la démocratisation de la Pologne, soit elles enverront leurs troupes, et cela, sans

La police en action à Gdansk en 1970 (Photo D.R.)



qu'on est entré dans l'étape du mouvement de masse, et seuls ceux qui précisent leurs buts et leurs craintes clairement, publiquement, peuvent agir avec des chances de succès. Tous les non-dits, les accords de cabinet, les pourparlers discrets ne peuvent avoir de réelle influence sur le mouvement et ne font que faciliter les rumeurs et les intrigues. Les rapports démocratiques par contre aident à faire apparaître les divergences et permettent de les dépasser. Le temps de la formulation publique des programmes de démocratisation et de leur discussion publique est également arrivé. Avant d'aboutir à un programme commun, sans doute devons-nous nous différencier. Il importe seulement que ces divergences soient claires pour tous.

La proposition d'une formulation claire des programmes et de leurs limites se heurtera sans doute à l'opposition de tous ceux qui pensent que certains mots — comme d'ailleurs

se soucier des mots que nous pourrions employer.

NOS TACHES

J'ai écrit qu'il y a une chance d'orienter les mouvements sociaux de telle sorte qu'ils puissent maintenir leurs revendications dans les limites de la sécurité nationale. Cette chance, c'est l'élaboration d'un programme de démocratisation en accord avec les aspirations des Polonais, et qui ne dépassent ces limites.

Le cadre d'un tel programme a été formulé depuis longtemps par les milieux qui coopèrent avec le Comité d'autodéfense sociale-KOR pris au sens large : le groupe formé autour du journal *Robotnik* (L'Ouvrier), les syndicats libres du Littoral de Gdansk, les comités d'autodéfense paysanne, les comités étudiants de solidarité, etc. : c'est le programme de l'auto-organisation de la société. Il s'agit-là justement des syndicats in-

dépendants, de l'autogestion ouvrière et locale, de l'autonomie de la science et de la culture — en un mot de la création de la démocratie au niveau social le plus bas.

Un tel mouvement ne peut se proposer le renversement du pouvoir politique, mais par ses institutions et par son existence il imposera au pouvoir ses revendications. D'un autre côté — et c'est en ce moment la tâche la plus urgente — il aidera le pouvoir à satisfaire ces revendications. Je pense au mouvement des experts, des hommes de science, qui a entrepris la tâche d'élaboration d'un programme de réforme économique et qui va commencer à mettre en place diverses instances d'autogestion sur le plan économique. En perspective, ce mouvement devrait toucher toute l'administration de l'Etat. Mais, dès aujourd'hui, une large autogestion ouvrière peut se développer dans la discussion sur les projets de réforme économique et du plan, et ce sera la condition et le moteur d'une telle réforme d'ensemble.

Dans ce processus de démocrati-

sation, la société prépare son avenir sans toucher aux limites de la sécurité nationale. Mais ces limites ne sont pas rigides, elles se déplacent au fur et à mesure que la situation internationale de l'URSS se dégrade, que se développent les forces centrifuges dans l'Etat soviétique et dans sa sphère d'influence, que s'accroît la dépendance économique du bloc soviétique par rapport à l'Occident, etc. La démocratie parlementaire et l'indépendance nationale sont les deux principales aspirations des Polonais. Nous ne pouvons nous fixer aujourd'hui de telles tâches, mais en même temps elles sont la perspective de toutes nos actions.

Nous avons atteint un point de non-retour. Je pense qu'aujourd'hui l'URSS tolérera la démocratisation par en bas telle que je l'ai décrite, pour ne pas être obligée d'intervenir militairement. Demain, elle peut accepter des nouveaux progrès de cette démocratisation, en échange de la garantie de ses intérêts militaires. Après demain... Nous pouvons nous passer d'un tel pronostic. Ce qui importe,

c'est que la société polonaise soit prête à profiter de toutes les opportunités. Et, pour cela, elle doit s'organiser au sein de mouvements indépendants et autogérés.

LES TACHES IMMEDIATES

Quelles sont aujourd'hui, à la lumière d'un tel programme, les tâches immédiates ?

Premièrement : il faut clairement délimiter les tâches des syndicats en construction comme celles d'organisations de travailleurs constituées pour défendre leurs intérêts. Les syndicats ne doivent pas entrer dans la sphère de l'autogestion, ils ne doivent pas mettre en place les réformes économiques ni procéder à des changements structurels ou à des changements dans le fonctionnement de l'administration, bref, ils ne doivent pas se substituer à l'administration. Il est naturel qu'une forte pression s'exerce dans ce sens, car les syndicats indépendants sont aujourd'hui la tête de pont du processus d'organisation de la société et que la société veut décider de son avenir. On le voit clairement dans l'accord de Gdansk, un accord entre les autorités et la société qui concerne toutes les sphères de la vie sociale, ou presque.

Mais les militants doivent résister à cette pression. Sans la rejeter, car cela est impossible. Les syndicats ne peuvent prendre en charge qu'une partie de ces aspirations : la défense des intérêts ouvriers clairement précisés et de leurs revendications. Par contre, ils devraient promouvoir d'autres formes de démocratie, c'est-à-dire des formes d'institutions sociales qui prendraient en main les tâches dont la société tend à s'emparer. Par exemple, divers conseils d'autogestion, en commençant par ceux qui s'occuperont de la gestion économique. De ce point de vue, deux initiatives des syndicalistes de Gdansk, militants des syndicats indépendants autogérés (2), me semblent particulièrement importantes.

La première, c'est l'idée de conseils (3) de travailleurs, que les syndi-

Stanislaw Kania (D.R.)



2. Il s'agit de *Solidarnosc* qui n'a adopté ce nom que plus tard pour se différencier des multiples « syndicats libres et autogérés » propulsés par la bureaucratie.

3. Le mot polonais utilisé, *sejmik*, signifie littéralement « petite Diète » ou « petit Parlement », et est issu du temps de la « République des nobles » polonaise, dans laquelle la noblesse avait réussi à limiter fortement le pouvoir de l'Etat central, allant jusqu'à élire le roi et gérer les affaires locales au sein de telles institutions.

cats doivent organiser, ou plus précisément dont ils doivent impulser l'organisation. Dans de tels conseils, les travailleurs prendraient en main les diverses affaires en tant que copropriétaires de l'entreprise, ou même de la branche (un projet de Conseil du Bâtiment existe) (4). La responsabilité des décisions de tels conseils incomberait à leurs participants et aux autorités avec lesquelles ils négocieraient, et non aux syndicats.

La deuxième initiative, encore plus intéressante du point de vue institutionnel, consiste à garder les actuels conseils d'entreprise (5) et d'en faire d'authentiques représentations des travailleurs. Le fonds social (6) jusqu'ici contrôlé par les syndicats, qui de ce fait doivent remplir une série de tâches administratives, serait à la disposition de tels conseils. Ces conseils, élus par tous les salariés sur la base de listes proposées par les syndicats et d'autres organisations, seraient formellement indépendants des syndicats. Ils s'occuperaient de la gestion du fonds social et de la caisse de prêts et d'entraide. Les syndicats n'auraient pas à s'occuper de toute cette administration. Ils présenteraient des candidats aux élections, veilleraient au bon déroulement de celles-ci et pourraient ensuite, par leurs membres élus, avoir une influence sur le travail des conseils, les contrôler, les aider et les défendre — mais en aucun cas ils ne se substitueraient à eux. L'intérêt immédiat est évident : on déchargerait de la sorte les jeunes militants syndicaux de nombreux problèmes administratifs. Les syndicats, ne pliant pas sous la charge de fonctions administratives, pourraient garder leur caractère ouvrier, et les militants syndicaux ne deviendraient pas des administrateurs.

De tels conseils seraient de plus une formidable école de démocratie et, en même temps, le noyau de l'autogestion. Cette dernière ne se confondrait à aucun moment avec les syndicats.

Deuxièmement : je considère la construction du mouvement de la réforme économique comme la tâche la plus urgente ; j'ai déjà parlé ici de ses tâches et de ceux qui doivent le mettre en œuvre.

Les syndicats doivent lutter pour les revendications sociales et les conditions de travail de manière conséquente et efficace dès maintenant, dès le début, au cours même de leur construction. Cependant il ne faut pas oublier que les syndicats ne représentent qu'un seul point de vue et que c'est seulement dans le cadre de la négociation que ce point de vue doit être discuté avec d'autres. On ne peut maintenant, dans l'action syndicale, adopter d'emblée le point de



Les affrontements à Gdansk en 1970. (D.R.)

vue de l'Etat. Celui-ci ne peut se forger que par la discussion des divers intérêts qui peuvent être formulés aujourd'hui.

La domination de l'Etat sur le citoyen vient du fait que personne ne représente le point de vue du citoyen. En conséquence, tous représentent l'Etat et l'intérêt de l'Etat. Cela ne détruit pas seulement le citoyen mais également — et peut être avant tout — l'Etat.

La discussion des divers intérêts, des divers points de vue, doit se faire au niveau des mouvements sociaux. En ce qui concerne le plan et la réforme économique, les négociations devraient avoir lieu entre le mouvement syndical, le mouvement de la réforme économique et les conseils de travailleurs. Mais on ne peut se limiter à cela.

Dès maintenant le mouvement d'autogestion paysanne se met en place. Il va mettre en œuvre le programme de réforme de l'économie rurale et il faut qu'il soit aidé par les scientifiques, les experts et les étudiants concernés. Il faut que ce mouvement détermine les intérêts spécifiques de l'économie rurale et des paysans avec les syndicats et le mouvement de la réforme économique.

Une autre grande tâche, que nous avons déjà mentionnée, c'est l'activité indépendante dans tous les domaines de la vie sociale. A côté de l'autogestion de la science, de la culture, de l'économie, il faut créer l'autogestion dans l'enseignement et dans l'éducation, ainsi que — et ce n'est pas le moindre — le mouvement de défense des droits juridiques, en dé-

fense de l'indépendance des tribunaux et des avocats.

Bien sûr, toutes les sphères de la vie sociale n'ont pu être citées ici. Sans aucun doute, toutes les activités possibles vont être entreprises, car l'activité sociale se développera et touchera sans cesse des problèmes nouveaux.

Devant un tel pluralisme de mouvements sociaux, toutes les tentatives de centralisation sont condamnées à l'avance. C'est un accord programmatique et non organisationnel qui est à l'ordre du jour. Pour cela, il faut que les militants des divers mouvements élaborent les programmes en commun, c'est-à-dire publiquement, se différencient, se divisent, puis se mettent d'accord et s'unifient. La tâche immense de construction de la démocratie est devant nous. Elle ne peut être menée à bien que démocratiquement. ■

Varsovie, septembre 1980.

4. Les deux initiatives citées n'ont toujours pas dépassé le stade de projet.

5. Il s'agit des conseils créés spontanément par les travailleurs en 1944-1945, à la Libération. Vidés de leur contenu par la gestion bureaucratique et par la mainmise sur les syndicats, ils ont été assimilés à une sorte d'instance de type syndical.

6. Une partie du salaire social, qui sert notamment à financer les cantines, les crèches d'entreprise, les maisons de repos, etc. Les anciens syndicats s'en étaient appropriés la gestion par le biais des conseils d'entreprise.

Une conversation à bâtons rompus

avec Karol Modzelewski

KAROL Modzelewski est, avec Jacek Kuron, l'auteur de la *Lettre ouverte au POUP* rédigée en 1964. La publication de celle-ci a paru à de nombreux marxistes révolutionnaires comme un événement essentiel durant les années soixante. Les auteurs y analysaient en marxistes la société polonaise, expliquant qu'une classe bureaucratique y domine le prolétariat, ce qui conduit à une stagnation, voire à une baisse du niveau de vie et rend explosive la contradiction entre l'idéologie affirmée (« la classe ouvrière est au pouvoir », etc.) et la situation réelle des travailleurs. Ils proposaient un renversement violent de la bureaucratie par des conseils ouvriers et paysans et appelaient au regroupement au sein d'une organisation politique d'avant-garde des militants en accord avec ces thèses. Pour imposer un rapport de forces international, ils appelaient de leurs vœux la révolution anti-bureaucratique dans les autres pays de l'Est et celle, anti-capitaliste, en Occident.

Karol Modzelewski a écrit depuis, en automne 1976, une *Lettre ouverte à Edward Gierek* qui laissait entrevoir son évolution politique (1). Il présente ci-dessous clairement sa rupture avec ses positions d'antan. Se sentant proche des positions développées par Adam Michnik dans l'article « Une stratégie pour l'opposition polonaise », il rejette la perspective révolutionnaire.

Modzelewski n'a pas accepté de nous donner une interview à proprement parler. Il est aujourd'hui délégué du Comité des syndicats indépendants autogérés « Solidarité » de la faculté des sciences de Wrocław et membre du présidium du syndicat de cette région. Il ne veut donc en aucun cas que ses propos puissent avoir un caractère officiel ou engager son organisation. Il nous a cependant autorisés à retranscrire dans un article la discussion que nous avons eue à bâtons rompus avec lui.

Inprecor : Etes-vous aujourd'hui d'accord avec l'analyse que faisiez en 1964, dans la *Lettre ouverte au Parti ouvrier unifié polonais* (2) ?

Karol Modzelewski : Non, car je suis en désaccord avec le système conceptuel qui détermine l'analyse que je faisais alors. Même si je peux avouer que ce n'est pas le problème qui me préoccupe le plus actuellement, je pense que la révolution n'est pas un but en soi et qu'il est erroné de se laisser guider par un système de valeurs au point d'y subordonner toutes les valeurs en général. Je pense, d'ailleurs, que, dans sa critique du capitalisme, le marxisme contient des éléments totalitaires, notamment dans la manière dont il aborde les problèmes culturels ou la question nationale. En fait, je pense que l'action révolutionnaire n'a pas de sens si elle doit mener un pays au bord de la catastrophe.

A mes objections portant sur le fait que, dans les pays capitalistes, c'est le système capitaliste lui-même qui engendre des « catastrophes » telles que le chômage massif, les phénomènes de pollution irréparables et touchant des régions entières ou carrément l'anéantissement des structures sociales et économiques dans le cas des dictatures comme au Nicaragua, Modzelewski répond :

— Je ne sais pas ce qui se passe au Nicaragua, mais je sais que les problèmes ne se posent pas dans les mêmes termes dans les pays capitalistes. Car

je pense qu'ici le régime est réformable.

— Et pensez-vous, à la lumière de ce qui s'est passé en Tchécoslovaquie en 1968, que l'URSS acceptera tranquillement qu'une telle réforme s'opère sans intervenir ?

— J'espère que les forces politiques en jeu seront capables de trouver une solution qui soit durable et qui évite l'intervention soviétique. L'exemple de la Tchécoslovaquie ne montre qu'une chose : c'est que l'URSS n'était pas prête à tolérer cette réforme-là, à ce moment-là, dans ce cadre-là. Mais cela ne prouve cependant pas que les choses se passeront de la même manière ici. Je pense qu'il faut faire preuve de réalisme géopolitique et compter avec toutes les données qui déterminent la situation, et en particulier l'attitude de l'URSS. Ce que la *Lettre ouverte* ne faisait précisément pas, puisqu'elle en restait à quelques considérations générales sans tenir compte de la situation spécifique qui existe en Pologne. Ce que nous voulons aujourd'hui, c'est parvenir à imposer des conditions de vie nettement supérieures et qui débordent le cadre du régime totalitaire, sans pour autant le faire éclater (grâce à l'existence de syndicats indépendants, d'une réelle liberté d'expression et de libertés civiles notamment). Dans ce sens, je suis d'accord avec la manière dont Adam Michnik aborde les problèmes dans son article (3). Ce qu'il faut, c'est que la situation sociale du tra-

vailleur se modifie profondément, que soit reconquise une véritable liberté universitaire par exemple, et que les conditions soient réunies pour qu'on aille vers un système d'autogestion.

— Mais cela vous semble-t-il compatible avec les rapports de domination de la bureaucratie soviétique à l'égard des Etats ouvriers qui restent sous sa dépendance directe sur le plan économique et politique ? Et si, comme cela semble ressortir de diverses informations parues dans la presse internationale, l'exemple de la lutte que mènent les travailleurs polonais inspire la classe ouvrière d'autres pays de l'Est, ne pensez-vous pas que cela aura des implications immédiates dans l'attitude des dirigeants soviétiques ?

— D'abord, je pense que la situation est tout à fait différente dans les autres pays de l'Est, et qu'il y a

(1) Ce document a été publié en français par l'hebdomadaire *Politique Hebdo*.

(2) Editions Quatrième Internationale, Paris, 1967 ; réédité en mars 1968 sous forme de supplément spécial à la revue *Quatrième Internationale* numéro 32 ; réédité en 1970 par la Ligue communiste, « Cahiers rouges » numéro 3, éditions Maspéro.

(3) « Une stratégie pour l'opposition polonaise » in *Pologne : une société en dissidence*, éd. Maspéro, 1978. Voir également notre encart « Lutter pour les droits de l'homme ».

peu de chances pour que l'exemple polonais fasse tache d'huile. Si on prend le cas de la Hongrie par exemple, on constate que les réformes économiques qui ont été accomplies permettent aujourd'hui au régime de s'appuyer sur les couches moyennes, ce qui n'est pas du tout le cas ici. De plus, les travailleurs hongrois n'ont pas oublié 1956 !... En ce qui concerne la Tchécoslovaquie, il n'est pas impossible que les travailleurs se réclament de l'exemple polonais si la volonté existe de chercher à concilier le système actuel avec une démocratisation des rapports sociaux. Mais, là aussi, les divers facteurs qui déterminent la situation actuelle sont très différents de ceux qui prévalent en Pologne. Bien sûr, le danger d'une intervention soviétique en Pologne restera présent durant de longs mois. Mais il faut compter également avec tout ce qui fait obstacle à cette intervention. D'une part, je pense que l'Afghanistan nous a sauvés. Non pas pour des raisons logistiques, mais à cause des implications politiques que cette intervention en Pologne aurait eu au moment où l'URSS était empêtrée dans la guerre en Afghanistan. Les conséquences d'une telle intervention sur la politique de l'URSS en matière d'armements, par rapport à l'Europe, sont également un facteur avec lequel il faut compter. Maintenant, évidemment, si la « peste démocratique » envahit le parti, la milice, l'armée, la presse, etc., et que cela se combine avec des difficultés économiques et avec une crise intérieure en URSS qui pose le problème du pouvoir, alors, bien sûr, le problème de l'intervention soviétique se posera dans d'autres termes.



Karol Modzelewski (D.R.)

— Ne pensez vous pas que la dynamique du processus d'auto-organisation qui s'étend aujourd'hui dans le pays débordera rapidement le cadre des réformes maîtrisées que vous proposez ? Et n'y a-t-il pas lieu, justement aujourd'hui, de poser la question de l'auto-organisation dans les termes mêmes où vous le faisiez dans la Lettre en 1964, à propos de conseils ouvriers et de leur centralisation, et de préparer dès maintenant des formes d'organisation qui s'imposent en cas d'intervention militaire, à savoir des milices ouvrières ?

— Je pense qu'avec le mouvement actuel, nous n'avons pas à faire aux structures de pouvoir démocratique dont il est question dans la Lettre, mais qu'il s'agit plutôt des formes sociales d'organisation dans le cadre de la dictature du POUP. Une dictature limitée, il est vrai, par la crise même qui traverse le POUP. Ce dernier n'a guère que son appareil sur lequel s'appuyer. Ses militants sont soit méfiants, soit ils participent carré-

ment à la constitution de nouveaux syndicats. La plupart d'entre eux se refuseront à participer à un projet de réforme du parti. L'appareil est d'ailleurs tellement sclérosé par trente-cinq ans de sélection négative, que ses membres ont perdu l'instinct d'autoconservation collective qui existait dans les périodes antérieures. Ils sont mus essentiellement par des aspirations individuelles et un arrivisme qui font qu'il n'est pas du tout certain qu'ils essayeront d'associer un homme comme Fiszbach (4) à l'exécutif du parti. Je ne crois pas non plus, cependant, à un retour en force de Moczar (5), qui est un peu trop marqué, même si on peut prévoir par ailleurs que les changements de personnes vont continuer.

— Mais, pour en revenir à la question de l'auto-organisation, j'ai suivi avec intérêt les termes du débat qui a eu lieu à Gdansk en septembre sur les structures de coordination et de direction du mouvement. La position que vous avez défendue contre Lech Walesa me semblait aller dans le sens d'une centralisation du mouvement — qui pour moi est décisive —, vu l'hétérogénéité des degrés d'organisa-

tion et des niveaux de conscience dans les diverses parties du pays.

— Oui, mais il faut comprendre qu'il y a de bonnes raisons derrière les objections faites par Lech Walesa à la mise en place d'une structure de direction centrale du mouvement. Car il s'agit d'un mouvement qui tire sa force de son implantation régionale avant tout. Et la Commis-

(4) Fiszbach est le premier secrétaire du parti du département de Gdansk. Il passe aujourd'hui pour le chef de file de l'aile « réformiste », qui tente de trouver un *modus vivendi* entre « Solidarité » et l'appareil bureaucratique.

(5) Moczar a été le principal artisan de la vague d'antisémitisme de 1967-1969 en Pologne et le responsable de l'écrasement du mouvement étudiant en mars 1968. Écarté de la direction du parti en 1971, il vient de réapparaître au cours d'un discours télédiffusé dans lequel il se pose en chef de file des partisans de la fermeté. Nationaliste fervent, il semble aujourd'hui bénéficier du soutien du Kremlin, et tente de regrouper les bureaucrates non hostiles à l'affrontement avec le mouvement ouvrier.

sion nationale proposée dans les statuts devra assumer une réelle représentation des structures régionales, ainsi que des branches. Ses prérogatives seront plus grandes que celles de la commission actuelle, qui n'a aucun pouvoir de décision. Cela montre que le point de vue des gens a évolué. Mais il n'en reste pas moins essentiel de préserver la dimension régionale du syndicat, ne serait-ce que parce que les positions des divers MKZ diffèrent passablement d'une région à l'autre, et ceci sur une série de points, depuis la manière d'aborder la question de l'augmentation de salaires jusqu'à l'attitude à adopter vis-à-vis du KOR.

— Il me semble que vous mettez plus l'accent sur la dimension régionale que sur la dynamique du mouvement, dont on a vu une fresque au travers de la grève du 3 octobre, qui était *forcée* d'aller de l'avant et de se donner des perspectives nationales, non seulement du point de vue des structures de coordination mais du point de vue de son programme et de ses perspectives d'action, face au refus du gouvernement de tenir ses engagements du mois d'août.

— Peut-être. Mais ce qui me semble décisif, quant à moi, c'est qu'on évite des tensions sociales à propos de n'importe quoi, qui ne peuvent que nous amener à une anarchie de l'économie. Par exemple, je pense que les premières propositions du syndicat sur les revendications salariales (proposant que chaque travailleur puisse accéder à la catégorie salariale supérieure) étaient beaucoup trop floues, car elles ne parlaient pas d'une appréciation réaliste sur ce qui est



Adam Michnik (D.R.)

possible, aujourd'hui, d'un point de vue économique en Pologne. Avec un tel système, et sans savoir de quels fonds on dispose pour procéder aux augmentations de salaires, on risque d'aboutir à des conflits à propos de chaque branche, de chaque entreprise (que ce soit à propos du niveau des augmentations ou de leur répartition). De ce point de vue, je suis d'accord qu'il faut avoir une vision globale du problème et traiter la question des augmentations de salaires en relation avec le plan. Mais ce qui importe, c'est d'y parvenir au travers d'un pacte de non-agression avec le régime, pour éviter une situation d'anarchie. Dans ce sens, je pense que les « experts », les intellectuels, ont un rôle important à jouer, pour aider le mouvement à atteindre ses objectifs. Non pas en prêchant la modération au moment où une ini-

tiative peut donner une force sociale aux syndicats — comme par exemple la grève du 3 octobre, qui pour moi était décisive — mais en mettant à la disposition du mouvement leurs connaissances théoriques et scientifiques qui lui permettront de mieux s'implanter. Je crois qu'un tel pacte est possible si les deux parties sont raisonnables. Et il faut qu'elles le soient, sans quoi c'est le destin économique et politique du pays qui sera menacé. En revanche, si le gouvernement accepte l'existence inévitable des syndicats indépendants et accepte de les considérer comme des partenaires, alors il sera possible d'aller vers une restabilisation du régime.

Octobre 1980
Propos recueillis par
Jacqueline ALLIO

« Une stratégie pour l'opposition polonaise » par Adam Michnik

Le dilemme des mouvements de gauche du XXe siècle, « réforme ou révolution », n'est pas un dilemme pour l'opposition polonaise. Postuler un renversement révolutionnaire de la dictature du parti, s'organiser dans ce but, serait aussi irréaliste que dangereux : on ne peut pas compter sur le renversement du régime tant que la structure politique de l'URSS est ce qu'elle est. Dans un pays où la culture politique et les normes démocratiques sont presque absentes, des activités conspiratrices ne peuvent qu'aggraver les maux de la société sans apporter des résultats bénéfiques. Les programmes révolutionnaires et les tentatives conspiratrices ne peuvent que servir la police en favorisant une atmosphère hystérique et en facilitant la provocation policière.

A mon avis, la seule voie à

prendre pour les dissidents des pays de l'Est est celle d'une lutte incessante pour les réformes, en faveur d'une évolution qui élargira les libertés civiles et garantira le respect des droits de l'homme. L'exemple polonais démontre que la pression exercée sur le pouvoir apporte des concessions non négligeables. L'opposition polonaise, pourrait-on dire, a choisi la voie espagnole plutôt que la voie portugaise (1). Elle compte sur des changements progressifs et partiels plus que sur un renversement violent du système en place. (...)

Aspirer à la vérité ou, d'après une phrase de Kolakowski (2), « *vivre dans la dignité* », c'est lutter non seulement pour un avenir meilleur, mais aussi pour le présent. Chaque acte de résistance sauve une parcelle de liberté, préserve les valeurs sans lesquelles une nation ne

peut exister. Chaque acte de résistance est un pas vers un socialisme démocratique qui, plus qu'une structure institutionnelle et juridique, doit être une communauté d'hommes libres, une communauté réelle.

(1) Au moment où cet article était rédigé, la « voie espagnole » de démocratisation contrôlée par les héritiers du franquisme pouvait apparaître comme « modérée » par rapport aux convulsions politiques et aux affrontements qu'avaient connus le Portugal.

(2) Leszek Kolakowski, ancien marxiste (jusqu'en 1956), passé sur des positions anti-marxistes d'un point de vue mystique, réside en Grande-Bretagne depuis 1969. Ses articles — publiés à Varsovie dans la revue non officielle *Zapis*, éditée par la maison d'édition non officielle Nowa, liée au KOR — ont continué à jouer un rôle important dans la formation idéologique de l'intelligentsia polonaise.

Entretien avec Antoni Macierewicz

ANTONI Macierewicz est un des militants qui furent à l'origine du Comité de défense des ouvriers (KOR) en 1976. Il organisera des collectes dès que la répression des travailleurs d'Ursus fut connue et sera un des premiers pétitionnaires contre la manière dont la presse calomniait les travailleurs. C'est sur ces bases que le rapprochement s'est produit avec d'autres courants de l'opposition — celui représenté par Jacek Kuron notamment — en vue de fonder une organisation capable de centraliser ce travail et de lui donner une existence officielle.

Plus radical que beaucoup d'autres militants du KOR, Antoni Macierewicz ne tardera pas à éprouver le besoin de disposer d'un moyen d'information et de dé-

bat où sa sensibilité trouverait à s'exprimer : ce sera le journal *Glos* (la Voix) créé en 1978 et auquel il participe. Ce journal publiera de nombreux articles sur le rôle de la nation polonaise, la place de la religion, les structures du pays, devenant un centre de réflexion original.

Seul à paraître durant les grèves d'août (ses rédacteurs ont pu échapper à l'arrestation), *Glos* expliquera que le mouvement ne peut que s'étendre à l'ensemble du pays, devenir une grève générale.

Après le 31 août, Macierewicz s'engagera dans la construction du mouvement qui devait devenir « Solidarité ». Il dirige aujourd'hui le *Centre de recherches sociales* de Varsovie, qui regroupe les experts du syndicat « Solidarité » de la région de Varsovie.

« Nous avons besoin de temps »

Question : Quelle analyse fais-tu de la situation actuelle ? Le Tribunal administratif de Varsovie vient de décider l'enregistrement de « Solidarité »... tout en modifiant le texte des statuts déposés. A partir de là, quels sont les problèmes qui t'apparaissent comme essentiels ?

Antoni Macierewicz : La première question, c'est bien évidemment celle de l'enregistrement. Et si le mouvement syndical réagit avec autant de détermination face à cette décision incroyable, c'est parce qu'il a évolué de manière extraordinaire ces derniers mois. A Gdansk, comme à Szczecin et à Jastrebzie, les accords signés se contentaient de donner une base légale à la création de syndicats indépendants. Or, loin d'avoir donné naissance à une multitude de syndicats, on constate aujourd'hui qu'on a affaire à un syndicat national qui est quelque chose comme une *représentation sociale alternative*.

Cela tient notamment aux structures sur lesquelles repose « Solidarité ». Plus que les syndicats par branches ou par métiers, qui ont un caractère vertical, ce sont les instances horizontales, les comités inter-entreprises locaux et régionaux qui déterminent réellement la vie du syndicat. Non seulement ces derniers rassemblent des travailleurs de tous les horizons et de toutes les professions, mais ils fonctionnent comme de véritables *structures parallèles au pouvoir*. Il est évident qu'il ne s'agissait pas au départ d'un projet conscient. Ce sont les réactions des autorités

qui ont poussé les travailleurs à se regrouper et à s'unifier dans une seule organisation. Ils ont compris que c'était la seule voie pour créer un rapport de forces. C'est la situation objective qui pousse à une telle polarisation. Car on a d'un côté l'Etat, qui est le propriétaire des moyens de production, et de l'autre des citoyens qui sont tous des travailleurs. Face au POUP qui est le représentant de cet Etat, « Solidarité » apparaît donc comme le symbole représentant 99 % de la nation. C'est pourquoi les gens considèrent moins le mouvement comme un syndicat que comme une représentation de la société en tant que telle. Cela se traduit par la manière dont Lech Walesa parle au nom de toute la nation dans les meetings, ou dans le fait qu'à Cracovie, il ait répété le serment que Kosciuszko, le héros national, avait prononcé avant l'insurrection de 1794 : « *Je n'abandonnerai jamais ma patrie et la servirai jusqu'à la mort !* » Une telle symbolique montre bien la place qu'occupe aujourd'hui le mouvement des syndicats indépendants dans la vie des Polonais.

C'est ce qui explique le refus unanime de voir le rôle dirigeant du parti inscrit dans les statuts du syndicat (même si, d'une certaine manière, cela peut apparaître comme une question formelle, puisque ce point figure déjà dans les accords de Gdansk). Car la question qui se pose clairement à tous est la suivante : Vaut-on ou non se trouver à nouveau sous la coupe du POUP ? Tout est réduit à un symbole : lequel des deux va plier ? Encore que cela ne soit pas

seulement un symbole. Il est évident que l'inscription du rôle dirigeant du parti dans les statuts pourrait fort bien se traduire un jour — non pas aujourd'hui ni dans un mois — par un retour en arrière faisant des syndicats ce qu'ils étaient il y a six mois. C'est pour toutes ces raisons qu'une telle modification du texte est inadmissible et que nous exigeons l'enregistrement de « Solidarité » sur la base des statuts non modifiés. Tant que ce ne sera pas le cas, la vie du mouvement continuera à se polariser sur cette question.

— Lors de sa tournée de meetings dans le sud du pays, Lech Walesa a insisté sur la nécessité d'organiser au plus vite les élections du syndicat — enregistrement ou pas. S'agit-il pour toi d'une décision importante et penses-tu que cela va changer quelque chose à la composition et au caractère de la Commission nationale de « Solidarité » ?

— Cette question des élections est importante, car elle va marquer un pas en avant pour le mouvement. Jusqu'ici, les dirigeants de « Solidarité » avaient tendance à dire : « *Tant qu'il n'y a pas d'enregistrement, c'est-à-dire tant que le mouvement n'a pas de personnalité juridique, on ne peut organiser les élections. Seuls peuvent exister les comités constitutifs.* » Ce qui montre que la révolution que nous menons en ce moment en Pologne, avec toute sa couleur..., a un côté très légaliste ! Les gens s'accrochent à la loi, même quand celle-ci n'a pas de fondement juridique. La



Lech Wałęsa (D.R.)

décision d'organiser les élections coûte que coûte est donc un défi vis-à-vis du pouvoir.

En ce qui concerne la Commission nationale de coordination (CNC), je ne pense pas qu'elle va changer radicalement de composition car la plupart de ceux qui en font partie ont fait preuve de leur autorité dans les comités régionaux qui les ont désignés comme délégués. Quant aux compétences de cette instance, elles ne seront pas modifiées par les élections, bien qu'elles tendent à s'élargir. Selon les statuts, la CNC n'a pas de droit de décision. Mais, de fait, son autorité est telle que ses décisions sont respectées dans tout le pays. Cependant, si quelqu'un n'est pas d'accord avec l'une d'entre elles, il peut toujours la remettre en cause en s'appuyant formellement sur les statuts. Par ailleurs, il faut souligner qu'à côté de l'autorité de la CNC, ou au-dessus d'elle, il y a l'autorité de Gdansk et de Lech Wałęsa. Lorsque le MKZ de Gdansk prend une position, elle est presque toujours approuvée par la CNC et par les régions. Du moins, aussi longtemps qu'il s'agit d'une décision allant dans le sens de la radicalisation. Si Gdansk décide d'appeler à la grève, quand bien même la CNC y est opposée, les masses obligeront les directions régionales à en faire autant. Cela vient de ce que les travailleurs, qui pour la

première fois depuis trente-cinq ans ont le sentiment qu'ils peuvent prendre leurs affaires en main, se sentent forts dans les usines. Ils ne voient pas toujours les conséquences possibles de leur action. Ils réagissent de manière plus radicale que les dirigeants, qui, eux, sont plus conscients de l'étendue des dangers qui menacent le mouvement en cas d'affrontement. Et c'est ainsi qu'on voit Lech Wałęsa se balader dans le pays pour tenter d'arrêter les grèves qui partent en ordre dispersé.

— Et tu ne penses pas que c'est une bonne chose ?

— Bien sûr, on peut toujours dire que c'est ambigu. Par rapport au modèle idéal de démocratie directe, on peut même dire qu'on a affaire à une direction de type « caudillo ». En soi, ce n'est pas un fonctionnement démocratique. Mais je crois que Lech Wałęsa sent très bien l'état d'esprit des masses. Il comprend très bien jusqu'à quel point on peut utiliser la pression pour faire reculer les autorités. De plus, il faut insister sur le fait que nous sommes engagés dans un processus révolutionnaire. Il est souvent nécessaire de prendre des décisions en cinq minutes. L'autorité de Lech Wałęsa vient du fait qu'il est reconnu comme dirigeant et qu'il n'a jamais été à l'encontre de la volonté

des masses. Jusqu'ici, on n'a jamais assisté à une manipulation quelconque. D'ailleurs, personne n'est obligé de faire quoi que ce soit s'il ne le désire pas. Toute région qui ne serait pas d'accord avec une décision est libre de dire non.

— Quels sont les problèmes qui, selon toi, vont occuper une place centrale pour le mouvement dans les mois à venir ? Penses-tu, comme Jacek Kuron, que la question du plan pour 1981 va polariser l'attention des travailleurs dans les entreprises, et quelles sont tes positions en ce qui concerne le type de réformes économiques à adopter ?

— Pour ma part, je ne pense pas que la question du plan pour 1981 soit tellement importante. Sauf si la discussion à ce propos permet de déboucher sur la question plus générale des réformes économiques à impulser. Quel type de gestion des moyens de production faut-il introduire ? Dans *Głos* (1), nous avons publié un

(1) *Głos* (la Voix), mensuel d'opinion créé en 1978 dans la mouvance du KOR. Son rédacteur le plus connu est A. Macierewicz. Il représente un autre courant d'idées que le *Biuletyn Informacyjny* ou *Krytyka* dans lesquels s'expriment les positions défendues, entre autres, par Jacek Kuron et Adam Michnik.

programme qui suppose un changement radical de la structure de gestion : liquidation du plan central ; socialisation des moyens de production, c'est-à-dire gestion des entreprises par les travailleurs en tant que propriétaires ; réintroduction des mécanismes du marché, ce qui impliquerait la liquidation des entreprises non rentables. Il faudrait donc créer une sorte de fonds d'investissement — que nous appelons « fonds de conversion » — pour financer les pertes subies par les travailleurs. Cet argent servirait à avancer des prêts aux ouvriers qui en auraient besoin, ou à payer la formation des travailleurs obligés d'acquérir une qualification pour exercer un autre métier.

— Jusqu'ici, personne n'a encore formulé de programme sur ce genre de questions. Quelle va être la position du mouvement syndical sur des problèmes aussi décisifs, d'un point de vue économique, que la répartition du produit national entre consommation et accumulation, la question du niveau de croissance ou du taux d'inflation ? Penses-tu que la tâche du syndicat soit de formuler son propre programme sur ces questions ?

— Il existe des points de vue divergents à ce propos. Les uns pensent que oui, car pour eux le syndicat doit prendre ses responsabilités dans la direction des affaires du pays, alors que d'autres estiment que sa tâche doit se limiter à défendre les intérêts des travailleurs. Pour moi, il y a une grande différence entre le fait que le syndicat donne son point de vue sur des projets émanant de structures *ad hoc* ou qu'il élabore son propre programme. Car si ce dernier est accepté de près ou de loin, il deviendra responsable de son application. Or même si « Solidarité » est une force sociale très importante qui regroupe la majorité de la population, les syndicats n'ont pas les moyens qui leur permettraient de diriger réellement. Dans ce sens, leur participation à la direction du pays signifierait qu'ils sont co-responsables, et rien de plus. C'est dire qu'ils auraient un rôle analogue à celui des anciens syndicats : pousser les ouvriers au travail. Cela, les syndicats le refusent. Et il est impensable que l'Etat leur donne les moyens de diriger réellement, car dans ce cas, c'est l'Etat lui-même qui cesserait d'exister.

Pour sa part, le programme économique formulé dans *Glos* suppose le démantèlement du système politique dans lequel nous vivons, puisque tous les moyens de production sont de fait dans les mains de l'Etat. Sa concrétisation est donc impensable dans l'état actuel des choses. Mais nous l'avons formulé pour avoir une

référence, pour savoir où nous allons. Et même s'il n'est pas possible de le réaliser aujourd'hui, je souhaite que nous allions dans ce sens, lentement, tranquillement et de façon responsable.

— Mais, compte tenu de la situation et de la dynamique du mouvement, un tel souhait ne te paraît-il pas totalement utopique ?

— Il est vrai que la gravité de la crise économique, la pénurie, les queues, sont des facteurs importants de radicalisation sur le plan politique. L'Etat est incapable de proposer un

changement permettant d'améliorer les conditions de vie, puisque toute réforme sensée est impensable dans le cadre de ce système de gestion... Les travailleurs sont donc amenés à poser des questions directement politiques, comme on l'a vu à l'occasion de toutes les grèves de ces dernières semaines. Bien que la question des salaires soit le plus souvent la cause directe de la grève, lorsque celle-ci démarre, les slogans portent en général autant sur des problèmes politiques — celui de l'enregistrement du syndicat par exemple — que sur les questions économiques.

Antoni Maciarewicz (D.R.)



Dans ce sens, la dynamique du mouvement est explosive pour la direction du POUP. Toute réforme économique sérieuse serait une catastrophe pour ces gens puisqu'elle suppose nécessairement un changement radical des structures politiques. Il n'y a donc pas à s'étonner qu'ils s'accrochent bec et ongles pour maintenir en place les structures actuelles. Une réforme économique devrait notamment liquider la *nomenklatura* (2), mais ce serait la mort pour eux ! Si tu veux bien me passer le schématisation des termes, je dirais que ce sont les intérêts de « classe » du groupe social que forme l'appareil du parti qui amène celui-ci à bloquer toute perspective de réforme économique.

— Face au caractère explosif de la situation que tu décris, comment envisages-tu le problème de l'intervention soviétique ?

— Depuis le 31 août 1980, toute activité doit être envisagée du point de vue de la possibilité d'une intervention de l'URSS. Car je crois que ce qui s'est passé ce jour-là dépassait le seuil de ce qui est tolérable pour les Soviétiques. Ceci dit, il y a une série d'éléments qui jouent en notre faveur : la situation du pays par rapport à l'Europe ; le poids numérique de la population ; les traditions de lutte de la classe ouvrière polonaise qui font que chacun s'attend, à Varsovie comme au Kremlin, à ce que les Polonais résistent jusqu'au bout. Sans

parler des implications désastreuses d'une telle intervention pour toute la politique extérieure de l'URSS... Pour ma part — mais c'est une spéculation purement personnelle — je ne pense pas qu'ils interviendront sur le plan militaire tant que nous nous situerons dans le cadre du Pacte de Varsovie. Ce dont je suis convaincu, de plus, c'est qu'une grande partie de l'armée, voire la majorité, s'opposerait à une telle intervention.

— Le KOR a-t-il une place spécifique dans le mouvement, à l'heure qu'il est ?

— Cela fait deux mois que nous discutons de la place du KOR dans la nouvelle situation, sans parvenir à nous mettre d'accord. Depuis quatre ans, le KOR, dont la vocation première était la défense des droits de l'homme et du citoyen en était venu à s'occuper d'un peu de tout : des paysans, des mineurs, de la sidérurgie, des divergences au sein du parti... Autant de questions politiques qui se trouvaient directement liées à la défense des droits de l'homme, vu le caractère du système dans lequel nous vivons.

Actuellement, il y a deux positions sur ce qu'il faut faire. La première, exprimée par Jacek Kuron, qui pense que le KOR doit continuer à mobiliser l'opinion publique sur telle ou telle question et qu'il doit élaborer son propre programme sur les questions politiques, économi-

ques, etc. La seconde, défendue par Piotr Naimski et moi-même, qui estimons que la naissance des syndicats a changé la situation de façon radicale, y compris en ce qui concerne le rôle du KOR. Car le mouvement syndical représente une force sociale authentique. C'est par lui que doivent passer les activités et le débat politique qui étaient souvent le fait du seul KOR dans la période antérieure. En revanche, contre la position de ceux qui voudraient que le KOR se dissolve parce qu'il aurait rempli les tâches qu'il s'était fixées, je pense qu'il faut le maintenir comme structure de défense des droits de l'homme, car ces droits continuent d'être bafoués.

— Tu dis que le débat politique doit passer par le mouvement syndical. Mais par quels canaux exactement ?

— C'est une question difficile. S'il s'agit de *débat*, je crois que dans l'immédiat, il peut se développer au travers des journaux indépendants — il en existe une trentaine — comme *Glos*, le *Bulletin d'informations*, *Ro-*

(2) *Nomenklatura* : appellation de la liste secrète qui prévoit quels postes dans la hiérarchie administrative peuvent être occupés par quelles personnes... Par extension, désigne tous les privilégiés qui se retrouvent sur cette liste.

...à l'usine de tracteur Ursus (D.R.)





botnik (3), etc. Sans compter les bulletins syndicaux qui sont déjà plusieurs dizaines. Pour le reste, je crois qu'il est encore trop tôt pour que se constituent des partis politiques en Pologne. Car, quelles que soient les divergences, la plupart des gens pense qu'il ne faut pas se diviser face au pouvoir et que « Solidarité » est un moyen de représenter les intérêts divers de manière unie. Et je crois que cette situation durera tant que durera la confrontation entre les deux « pouvoirs » en présence — celui du POUP et celui de « Solidarité ». Les divergences — car il y en a — doivent pouvoir s'exprimer au travers des débats qui traversent les journaux mentionnés plus haut. Il est normal que les différents courants de pensée politiques luttent pour faire prévaloir leur point de vue. Mais l'unique outil permettant d'agir à l'heure qu'il est, c'est le mouvement « Solidarité ».

— Dans ces débats, penses-tu que les intellectuels aient un rôle particulier à jouer ?

— Je crois qu'il y a un très grand changement par rapport à 1956, 1968, 1970... Le rôle des ouvriers et des intellectuels apparaissait alors effectivement comme très différent. Mais aujourd'hui, les conceptions idéologiques sont autant le fait de Lech Walesa, l'ouvrier, que de Mazowiecki (4), l'intellectuel. Je crois que ce changement est dû au travail qui a été fait, ces quatre dernières années, dans des équipes comme celle de l'Ouvrier de la Côte (5) ou du Comité constitutif des syndicats libres. Lech Walesa, qui est aujourd'hui un dirigeant cent fois plus important que Kuron, Czuma (6) ou Moczulski (7), est un ouvrier qui s'est formé poli-

tiquement, et qui a acquis sa capacité d'agir en particulier, durant cette période.

Ceci dit, je crois que les intellectuels ont un rôle à jouer en tant qu'« experts » (économistes, juristes, sociologues). Chaque présidium régional a un centre d'études socio-professionnel. Notre rôle est avant tout celui d'un service. Nous présentons diverses possibilités, diverses solutions à propos de tel ou tel problème. Les analyses que nous produisons, que ce soit à propos du type d'augmentations de salaires, des conditions de travail dans les entreprises ou des statuts, doivent permettre au présidium de débattre et d'avoir une idée claire des conséquences qui découleraient du choix de telle solution plutôt que de telle autre. Mais il existe autant de centres d'experts que de MKZ régionaux, c'est-à-dire trente-neuf, ce qui est une garantie pour qu'un réel débat ait lieu sur les diverses conceptions en présence, entre les centres d'une part, entre les présidium de l'autre. Quant aux décisions, ce sont les directions syndicales et le syndicat tout entier qui sont seuls à même de les prendre.

Je voudrais insister sur une chose pour terminer qui, me semble-t-il, n'est pas toujours comprise à l'Ouest, à lire la presse des pays occidentaux : c'est que nous avons besoin de temps pour apprendre à fonctionner de cette manière, pour construire ce mouvement. Car il faut que les travailleurs apprennent à diriger, à prendre leurs affaires en main. Cela ne peut pas se faire du jour au lendemain, après trente-cinq ans de passivité politique et sociale.

Nous voulons modifier radicalement la situation, et cela ne peut signifier que la liquidation du pouvoir

actuel. Mais il ne faut pas aller trop loin, car nous voulons que cela réussisse. Dans ce sens, je suis un évolutionniste, et non un révolutionnaire...

Propos recueillis par Jacqueline Allio.

Varsovie, fin octobre 1980.

(3) *Biuletyn Informacyjny* est le premier bulletin apparu dans l'opposition, dès septembre 1976. *Robotnik* (l'Ouvrier), bimensuel paraissant depuis 1977, destiné aux travailleurs, dont le rôle principal était d'informer sur ce qui se passait dans la classe ouvrière et de faire le lien entre divers groupes de l'avant-garde ouvrière.

(4) Tadeusz Mazowiecki : rédacteur en chef du mensuel *Wież* (le Lien), lié au Club d'intelligentsia catholique de Varsovie. Il fut présent à Gdansk durant la grève du chantier naval en tant qu'expert des grévistes. Il dirige aujourd'hui le groupe d'experts de Gdansk.

(5) *L'Ouvrier de la Côte* (*Robotnik Wybrzeza*) est le journal du Comité constitutif des syndicats libres de Gdansk fondé en 1978. D'autres comités constitutifs de syndicats libres existaient, en Silésie et à Szczecin notamment. Avec *Robotnik*, et dans une moindre mesure le journal *Ruch Związkowy* (le Mouvement syndical), ils étaient l'ossature de l'avant-garde ouvrière.

(6) Andrzej Czuma, principal dirigeant du Mouvement pour la défense des droits de l'homme et du citoyen (ROPCIO), aujourd'hui emprisonné.

(7) Leszek Moczulski, dirigeant de la Confédération de la Pologne indépendante (KPN) qui a scissionné du ROPCIO fin 1978. Il avait été l'un des fondateurs du ROPCIO en 1977. Il est aujourd'hui emprisonné.

« Quelle unité ? Quelle cogestion ? »

CONTRAIREMENT aux courants dont les textes précédents sont l'expression, « Forum Août-80 » vient à peine de se constituer. Il s'agit d'une initiative des cercles « Solidarité » de la faculté de sciences sociales de l'Université de Varsovie. Ce « Forum » se veut avant tout un lieu de discussion sur les principaux problèmes qui se posent aujourd'hui à la société polonaise. Ses réunions sont ouvertes à tous. Elles sont préparées par des articles de discussion. Les travaux du « Forum » sont dirigés par un comité d'organisation qui regroupe

des intellectuels et des militants de « Solidarité » de la région de Varsovie. Le premier bulletin de discussion de « Forum Août-80 » a été préparé sous la responsabilité d'un collectif composé de Z. Krasnodebski, W. Krzeminski, B. Markiewicz, J. Orzel, J. Wocial, W. Wypych. Nous publions ci-dessous deux des trois textes préparatoires à la première discussion qui a eu lieu le 5 novembre 1980 dans les locaux de l'Université de Varsovie avec une centaine de participants — étudiants, intellectuels et militants syndicaux d'entreprises de la région de Varsovie.

Thèses soumises à la discussion

Henryk SZLAJFER

I

Il importe aujourd'hui de déterminer quel est le rôle et la place des syndicats indépendants dans l'Etat et dans la société. C'est sans doute la question essentielle qui surdétermine aussi bien l'avenir des nouveaux syndicats que celui du pays. C'est d'autant plus important que les autorités politiques et l'Etat mènent déjà l'offensive contre « Solidarité », une offensive qui a jusqu'ici pris pour cible « l'unité politique et idéologique du mouvement » syndical et qui découle du prétendu principe du « rôle dirigeant du parti dans l'Etat ».

De plus, alors que la crise économique s'aggrave de jour en jour, on propose également à la classe ouvrière la « coresponsabilité » et la « cogestion ». Les autorités ne se contentent plus des déclarations d'« apolitisme » du mouvement. Par l'entremise de leurs porte-parole (Karol, Urban, Rakowski et consorts), elles exigent du mouvement syndical que celui-ci partage la « responsabilité » de la crise avec ceux qui en sont la cause, « au nom des raisons supérieures », sans s'interroger sur les conditions ni sur les principes d'une telle collaboration « d'égal à égal ».

Il est donc urgent que le mouvement syndical indépendant expose sa propre conception de l'unité et de la cogestion. Car les propositions des autorités sont une manœuvre visant à

acculer le mouvement à des pratiques dont le parti (« force dirigeante ») n'a pas encore fait le bilan. Et, comme cela ressort des rythmes actuels de l'« autocritique », il n'a aucune intention d'en faire un pour l'instant. Au nom de la lutte contre les « forces anti-socialistes », il tente de dénier aux ouvriers le droit de formuler leur propre conception prolétarienne de la société socialiste.

Est-ce que les ouvriers veulent vraiment le socialisme ? Pour qu'il n'y ait aucune ambiguïté à ce sujet, citons un extrait de la position commune de la Commission ouvrière inter-entreprises et du Comité de coordination de l'enseignement de Szczecin publié le 1er octobre : « *Nous sommes, comme tout le mouvement des syndicats indépendants autogérés "Solidarité", pour un socialisme progressiste, ouvrier, pour un développement équilibré et harmonieux de la Pologne, déterminé collectivement par l'ensemble du monde du travail... Nous ne voulons pas changer le système, mais nous tendons vers la réalisation d'un ordre social qui soit authentiquement ouvrier et socialiste.* »

On ne peut accepter l'unité, telle que la conçoivent les partisans du « socialisme par en haut ». Mais le mouvement syndical indépendant ne peut simplement rayer le mot d'ordre de « cogestion ». C'est une exigence trop puissante, émanant réellement de la base, pour qu'il laisse passer la chance de forger l'unité selon ses propres principes. S'il le faisait, ou s'il renvoyait la question à plus tard, le mouvement ouvrier indépendant

abandonnerait le principal objectif fixé par les grèves de juillet à septembre.

II

En juillet-septembre, les ouvriers en grève se sont posés les questions suivantes, les adressant par là-même à la société tout entière : Comment un ouvrier peut-il devenir un citoyen à part entière en Pologne ? Comment la classe ouvrière peut-elle assumer deux fonctions à la fois, celle de producteur et celle de copropriétaire du pays ? En un mot, comment et par quels moyens en finir avec l'exploitation de la classe ouvrière, avec le pillage de son travail et l'accaparement des fruits de ce travail par des privilégiés ?

Nous savons bien de quoi l'ouvrier était privé jusqu'ici. Avant il n'était pas un citoyen. La classe ouvrière était considérée uniquement comme force de travail, dont la seule fonction sociale était le travail. Les travailleurs étaient considérés comme des « saoulards » quand ils rentraient chez eux après les changements d'équipes. On les abrutissait au travail, au bureau, au travers de la radio et de la télévision en leur affirmant qu'ils « cogéraient ». Mais, pour leurs chefs, le mot « cogérer » signifiait écouter et travailler, et applaudir sur commande.

L'ouvrier ne pouvait réfléchir ni prendre part aux décisions concernant les affaires de l'Etat et de la société, car toutes ses forces étaient absorbées par un travail épuisant, les

heures supplémentaires et le « travail volontaire » pour fêter tel ou tel événement. Il ne pouvait cogérer car, aux yeux du pouvoir, il n'était qu'une force de travail sans nom et sans visage. Il ne pouvait contrôler son propre travail ni l'usage qui était fait des résultats de ce travail, puisque toute tentative dans ce sens se voyait écrasée immédiatement et sans aucun égard par des centaines de milliers de chefs.

Dès la création du Comité de grève inter-entreprises de Gdansk, il est devenu clair que le but principal du mouvement n'était pas du tout les revendications économiques. Ce but était (et reste) l'anéantissement définitif des obstacles empêchant la classe ouvrière de remplir son rôle social. C'est de cet objectif essentiel du mouvement gréviste qu'il faut tirer des conclusions lorsqu'on discute aujourd'hui du rôle des syndicats indépendants et des mots d'ordre d'unité et de gestion.

III

En luttant pour leurs droits sociaux, des millions d'ouvriers ont rejeté le modèle des syndicats étatiques, exigeant leurs propres syndicats, indépendants de l'appareil et des organisations étatiques. Une question se pose alors : outre la défense conséquente des droits des travailleurs, les nouveaux syndicats doivent-ils reprendre en charge toutes les fonctions des anciens syndicats ? Ou bien, sur la base de l'expérience et des échecs de ces derniers, ne faut-il pas redéfinir sur des bases nouvelles les relations entre les syndicats d'une part, l'Etat et le parti d'autre part ?

Le modèle précédent supposait (en théorie) que les syndicats sont « copropriétaires » des entreprises et du pays (au travers de leur participation aux Conférences d'autogestion ouvrière, au Conseil central des syndicats, au Front d'unité nationale et au... Bureau politique). Il supposait donc qu'ils soient « coresponsables » du devenir de l'économie. Les plans des entreprises, des branches et les plans centraux étaient décidés (en théorie) avec le plein accord des syndicats — en tant que « copropriétaires ». Mais en théorie comme en pratique, les syndicats étaient un instrument dirigé contre les ouvriers, contre la société.

Comment sortir de là ? Il est évident que l'indépendance des syndicats n'est pas compatible plus longtemps avec le principe de « cogestion » tel qu'il a été pratiqué jusqu'ici. La « cogestion » dans sa forme actuelle est un piège. Le mot lui-même sonne bien à l'oreille, il flatte les naifs. Mais, de fait, c'est un moyen, utilisé plus d'une fois par les au-



La classe ouvrière doit remplir son rôle social.

torités, pour détruire l'indépendance, pour corrompre et briser politiquement les dirigeants ouvriers. Ce n'est pas par hasard si Urban, le porte-parole du pouvoir, propose d'une main le principe de « cogestion » à « Solidarité », tout en menaçant les dirigeants du syndicat de l'autre.

La première solution qui vient à l'esprit serait donc que les syndicats refusent le principe de la « cogestion ». Les syndicats tendraient à adopter une position défensive : nous ne sommes pas responsables du fonctionnement des entreprises, nous défendons les intérêts des travailleurs ; la participation aux décisions ne nous intéresse pas, mais nous combattons les décisions qui vont à l'encontre des intérêts ouvriers. C'est dans cette direction que s'orienterait notamment le projet du *Programme actuel d'action des syndicats indépendants* présenté au MKZ de Gdansk, début septembre. On y trouve la formule : « *Le syndicat indépendant ne cherche pas (...) à proposer lui-même des initiatives qui empièteraient sur les compétences des directions, ni à se substituer à elles ou à prendre la responsabilité de leur activité.* » Z. Kupisiewicz expli-

quait la même chose dans le premier numéro du *Wolny Zwiastkowiec* (*Syndicaliste libre*, journal du syndicat de l'aciérie « Huta Katowice ») daté du 15 octobre 1980, mais il ajoutait : « *Nous sommes copropriétaires des entreprises.* »

La conception défensive est une solution ne manquant pas d'attraits, mais elle ne reflète pas entièrement le but principal du mouvement gréviste. Comme *programme immédiat*, quand la tâche essentielle est de mettre en place des structures organisationnelles, un tel programme n'étonne pas. Mais comme *programme pour aujourd'hui et pour demain*, il suscite des doutes. Et surtout, il ne correspond ni au potentiel de la classe ouvrière, ni à sa conscience, ni à ses ambitions. S'il ne s'agissait réellement que de la défense des intérêts matériels et sociaux, la revendication des ouvriers de Szczecin et de Walbrzych, exigeant la limitation de la consommation des biens de luxe par l'élite, serait incompréhensible. Si on ne défend que nos droits en tant que force de travail, qu'est-ce que cela peut nous faire que X ou Y soit Premier ministre ? S'ils nous payent bien, qu'ils se construisent leurs saunas,



Quelle alternative à une conception défensive du rôle des syndicats indépendants.

leurs villas ou leurs appartements ! D'où vient donc la revendication de la limitation de l'échelle des salaires, posée avec une force dramatique par la grève de la faim des cheminots de Wrocław ? Quel dirigeant syndical en Occident exige la limitation de la consommation personnelle du propriétaire de l'usine ou tente de lui demander des comptes à propos de son compte en banque ?

Dans notre pays, les ouvriers exigent ces choses extraordinaires, et elles n'ont pas du tout un caractère défensif. Ils réclament leurs droits non seulement en tant que force de travail, mais en tant que propriétaires du pays, qui ont le droit de diriger ce dernier. C'est pourquoi la conception « purement » défensive limite la signification du mouvement de cet été, réduit le but principal de ce mouvement à des questions de viande et de bon traitement de la force de travail par des chefs « éclairés ».

Nous insistons : il ne s'agit pas uniquement d'analyser la situation objective. La conception défensive ne peut rendre pleinement compte du niveau de conscience de la classe ouvrière, qui s'appuie sur trois convictions : nous sommes un mouvement fort et massif, capable de lutter et de dialoguer, capable de poser ses pro-

pres conditions. Dans la conception défensive, au contraire, on voit clairement transparaître la peur de tirer les conclusions pratiques du fait que la classe ouvrière a aujourd'hui une chance réelle de devenir propriétaire du pays, une chance réelle de mettre en pratique le socialisme ouvrier. Ce n'est pas seulement la capacité de protester et de détruire qui fait la force des ouvriers. Cette étape — si le pouvoir le permet — appartient au passé. Les ouvriers ont montré aujourd'hui qu'ils veulent et qu'ils sont capables d'organiser le processus de production en utilisant les conseils et l'aide de l'intelligentsia (et en la contrôlant). Ils ont montré qu'ils sont capables de maintenir l'ordre dans les entreprises comme au niveau régional, de protéger leur outil de travail et d'exiger que leur travail ne soit pas gaspillé, ni par l'entreprise ni par l'Etat. En un mot : ils veulent gouverner et ils en sont capables. Si ce n'était pas le cas, tout le point 5 des accords de Gdansk, concernant les questions macro-économiques et macro-sociales, serait vide de sens. En introduisant ce point, les ouvriers exigent que leur voix soit entendue au moment des décisions concernant les choix de développement du pays, et de l'établissement des plans pluri-

annuels. Ils exigent ni plus ni moins que la participation au pouvoir économique.

Quel est donc le programme qu'on peut opposer à la conception défensive du rôle des syndicats indépendants ?

IV

Dans l'article intitulé « Ce que peut faire l'autogestion et ce qu'elle ne peut pas faire » (*Zycie Gospodarcze, la Vie économique* du 12 octobre 1980), on ne nous répète pas seulement jusqu'à l'écoeurement que les compétences du « travailleur moyen » sont faibles, mais on propose également de sauvegarder l'actuel « partage des tâches » dans l'entreprise et dans le pays, en accord avec la conception défensive du rôle du mouvement. Ce qui paraît assez paradoxal, à la lumière du Projet de programme du MKZ de Gdansk cité plus haut. Citons les thèses de cet article :

Thèse 1 : « Indépendamment du degré de centralisation ou de décentralisation de la gestion, celle-ci doit rester l'affaire des spécialistes, convenablement répartis aux divers échelons de la hiérarchie administrative de l'économie. »

Thèse 2 : « *Laissons à ces spécialistes une pleine liberté d'action. Ils ont des tâches précises (le bien social) et les moyens de réaliser ces tâches (les usines, les aciéries, les champs, ainsi que nos têtes et nos mains à tous).* »

Conclusion : « *L'ensemble des travailleurs laisse la direction de notre économie aux dirigeants d'entreprises, de branches, au gouvernement, et juge ensuite si (...) ils ont accompli ces tâches.* »

L'acceptation de ces postulats, tout comme l'adoption de la conception défensive comme programme d'action à long terme, empêche la classe ouvrière de prendre part aux décisions au moment de leur élaboration, et ne lui laisse que la possibilité — éventuelle — de protester, après coup. Ce qui revient à accepter le rôle de « pompier » intervenant dans les situations difficiles, à accepter que tout ce qui touche à l'élaboration des décisions (l'activité « intellectuelle ») soit du ressort des directions syndicales, à accepter enfin comme une chose normale la passivité de la masse des militants sur le plan social. En outre, cela revient à laisser dans les mains de l'élite politico-économique le droit de définir ce qu'est le « bien social », ne laissant aux ouvriers qu'une fonction négative — celle de protester. Telles sont les conséquences objectives d'une telle conception défensive.

A cette conception, il faut opposer un programme fondé sur l'exigence de l'élargissement du pouvoir économique, de manière à ce que celui-ci repose directement dans les mains de la classe ouvrière, au niveau de l'entreprise comme au niveau régional et de tout le pays. C'est à partir d'un tel programme qu'il sera possible de développer l'unité sur des ba-

ses nouvelles et d'élaborer une conception ouvrière de la cogestion. Sans entrer dans les détails, on peut formuler comme suit les éléments essentiels de cette conception, en ce qui concerne la planification et la gestion, toutes deux étroitement liées à la manière dont les décisions sont prises :

Premièrement : les plans socio-économiques (à l'échelle de l'entreprise, de la branche et du pays) doivent être élaborés à la base, et non en fonction de décisions centrales venues d'en haut. Ce qui implique de rejeter la procédure actuelle qui part du « centre » pour revenir à ce dernier. L'adoption du système des indicateurs — un des éléments essentiels de la planification par la base — doit permettre de définir clairement les préférences sociales du moment (cela se reflètera avant tout dans le système des prix).

Deuxièmement : le fait que la planification soit élaborée par la base (et non le seul fait de l'autonomie des entreprises ou des branches, c'est-à-dire l'autonomie de leurs directions) permet de définir au niveau de l'entreprise la proportion du revenu brut devant être consacré à la consommation d'une part et à l'accumulation de l'autre, et d'établir un plan de directives pour les investissements. C'est en s'appuyant sur ces premières indications qu'il sera possible ensuite, au niveau central, de définir le taux exact d'investissement et sa répartition par branches, en choisissant parmi les diverses solutions proposées.

Troisièmement : l'extension, au niveau régional, de la coopération entre les entreprises, l'importance attribuée à la planification régionale, ainsi que l'autonomie des industries lo-

cales et des coopératives, sont autant d'éléments de la planification par la base. Nous acceptons cependant le principe des décisions centrales en ce qui concerne la répartition des matières premières stratégiques, des matériaux et des moyens de production, ainsi que l'établissement de certains modes de distribution, en accord avec les priorités adoptées pour les investissements. La répartition de ces biens doit se faire, à partir du choix entre les différentes solutions en présence et sur la base d'un calcul économique, en s'appuyant sur les résultats des directives stratégiques établies pour le développement du pays. Si les deux premières conditions sont remplies, les structures régionales du mouvement ouvrier pourront aider non seulement à satisfaire les exigences ouvrières, mais aussi à mettre de l'ordre dans la coopération industrielle.

Remarque à propos de ces trois points : le principe d'une planification fondée sur différentes propositions ne se limitera donc pas aux choix à faire au niveau central entre les solutions économiques proposées par les divers groupes d'experts, mais il s'appuiera (et sera conditionné) par les initiatives des travailleurs concernant le premier partage du revenu dans les entreprises.

Quatrièmement : l'organisation du travail et de la production sera soumise au contrôle des syndicats et d'autres organes de contrôle ouvrier. Ce postulat est extrêmement important à la lumière des expériences découlant des grèves et vu les prétentions toujours plus grandes des technocrates, non seulement à donner leur avis, mais à monopoliser les décisions sur ces questions.

Cinquièmement : les systèmes de



salaires seront soumis à un contrôle analogue. Il faut tendre à éliminer au plus vite le salaire aux pièces. Le système des stimulants matériels ne peut être grevé par la « marge » des erreurs de l'administration économique dans le cadre de la coordination industrielle.

Sixièmement : le recrutement des directions et de la maîtrise doit rester sous le contrôle des syndicats et d'autres organes de contrôle ou-

Huitièmement : pour garantir au mouvement syndical dans son ensemble de pouvoir exercer son influence sur le plan central et sur les autres questions déterminant la situation de la classe ouvrière (politique culturelle, enseignement, etc.), des changements insitutionnels sont nécessaires. Il s'agirait, entre autres, de créer au sein de la Diète une Chambre ouvrière séparée, ayant pour fonction de représenter les intérêts ouvriers, ayant le droit d'initiative

sation de l'objectif principal du mouvement gréviste : l'unité des fonctions productives et des fonctions sociales au niveau de la société tout entière.

Aujourd'hui, alors que le mouvement indépendant de la classe ouvrière est devenu une réalité, prenant par là-même une dimension organisationnelle, un programme qui serait centré sur des questions telles que le « bon salaire » ou la « réforme économique », serait un programme déjà dé-



(D.R.)

vrier. Il faut admettre le principe de contrats limités dans le temps (avec possibilité de prolongation), passés sur la base d'un concours.

Septièmement : Les travailleurs et les organisations professionnelles ont le droit de faire appel à des groupes indépendants d'experts pour préparer des propositions en ce qui concerne les questions de production et de planification, aussi bien que les questions sociales ou salariales.

sur le plan législatif et — dans des cas clairement précisés — le droit de veto.

Fondée sur de tels principes, la cogestion serait la garantie pratique de la protection des intérêts immédiats et à venir de la classe ouvrière, ainsi que la garantie matérielle du maintien de l'indépendance à long terme du mouvement syndical, puisqu'elle reposerait sur le pouvoir économique du prolétariat. Cela représenterait un premier pas dans la réali-

passé. Le programme doit être élaboré en fonction des possibilités et des aspirations du mouvement syndical indépendant. Ces dernières ne laissent qu'une seule voie ouverte pour l'action : celle du contrôle sur l'économie.

Il ne faut pas se faire d'illusions. Si cette condition n'était pas remplie, la défense des intérêts matériels des travailleurs et la démocratisation de la société ne seraient qu'un leurre.

Varsovie, novembre 1980.

« Perspectives pour une société autogestionnaire »

Wojciek WYPYCH
Henryk SZLAJFER

Jusqu'ici, le gouvernement a été incapable de présenter un programme de réformes pouvant conduire à l'amélioration, même momentanée, de la situation économique désastreuse ainsi qu'à la normalisation de notre vie sociale. Nous ne pouvons attendre passivement un tel programme. La situation exige de nous une action immédiate et décidée. La remise en marche de la République intéresse avant tout les travailleurs, et eux seuls sont capables de mettre en œuvre les réformes qui s'imposent.

Une lutte pour créer une société autogestionnaire se déroule en Pologne. Son avenir — et donc également l'avenir de notre pays — dépend de la capacité de créer de nouvelles institutions, qui permettront à la société de s'autodéterminer et qui protégeront sa souveraineté économique et politique.

Il est de la plus haute importance de développer au sein du mouvement syndical la discussion la plus large sur les réformes économiques et institutionnelles, qui permettra de parachever notre vision de la société autogérée. On ne peut permettre qu'une fois encore les projets de lois (sur les syndicats, la censure, l'autogestion, les entreprises, etc.) soient présentés à la société « par en haut », par des commissions d'experts. Le développement du pays ne peut être confié à d'autres personnes que les travailleurs.

Entamer une telle discussion exige avant tout une information pleine et complète sur la situation socio-économique actuelle. La presse syndicale doit publier des rapports sur la situation des diverses branches d'industrie et des propositions concrètes de changements. Une plus large information doit être faite sur les initiatives prises d'ores et déjà par les ouvriers et les autres milieux professionnels dans diverses régions du pays. Des commissions liées aux directions régionales et à la Commission nationale de coordination devraient être constituées, avec pour tâche de travailler à l'élaboration d'un programme d'ensemble de ré-

formes socio-économiques pour le présenter à la discussion publique.

Nous voudrions présenter ci-dessous les points les plus importants qu'un tel programme de réformes devrait prendre en compte. Nous entendons nous attacher surtout aux changements institutionnels les plus importants.

SYNDICATS INDEPENDANTS LEURS TACHES

Le but des grèves qui ont embrasé notre pays cet été était d'obtenir le droit à une organisation ouvrière indépendante, garantie institutionnelle pour que les intérêts des masses travailleuses ne soient plus jamais oubliés en Pologne. Si le syndicat « Solidarité » veut répondre à cet espoir, il ne peut limiter son activité à la se-

le défense des intérêts économiques des travailleurs ; il doit défendre également leurs intérêts en tant que producteurs. Si les syndicats indépendants limitaient leurs activités aux seuls intérêts économiques, cela conduirait inéluctablement à la renaissance de la concurrence entre les divers groupes professionnels et les divers milieux sociaux, concurrence qui détruirait notre mouvement de l'intérieur en le divisant. En conséquence, cela ne pourrait que renforcer l'appareil du pouvoir. Ce dernier pourrait se poser en médiateur face à ces intérêts particuliers, présentant en même temps son intérêt propre comme l'intérêt de l'ensemble de la société.

Le maintien de la solidarité des travailleurs et le renforcement de ses formes institutionnelles, ouvrent la possibilité d'amorcer la lutte pour la

Walesa et le vice-premier ministre.



participation à toutes les décisions importantes du point de vue social et économique, sur nos propres bases. Le maintien de cette solidarité est également la condition de la naissance d'authentiques organes d'autogestion, capables de contrôler l'administration à l'échelle des entreprises, des régions et du pays tout entier.

AUTOGESTION OUVRIERE

La structure organisationnelle de « Solidarité » a permis d'abolir l'éclatement intérieur et les particularismes maintenus jusque-là parmi les ouvriers par les vieux syndicats de branche. Cette structure a permis non seulement l'unité des travailleurs à l'échelle de tout le pays (comme l'a montré la grève d'avertissement du 3 octobre), mais elle ouvre également la voie au développement des organes d'autogestion ouvrière à l'échelle des entreprises, des régions et du pays.

Dans l'entreprise, le conseil d'autogestion doit représenter tous les

travailleurs. Bénéficiant des droits de décision et de contrôle, il devrait décider de l'ensemble des questions sociales et concernant la production, contrôlant par là-même la manière dont les directions et l'administration remplissent les tâches qui leur ont été fixées. En particulier, il doit décider de la façon dont les postes de direction sont pourvus.

Dans de nombreuses entreprises, des embryons d'une authentique autogestion ouvrière apparaissent déjà. Le mouvement syndical indépendant doit prendre en main les questions de la production, tout simplement parce que de nombreuses entreprises sont dirigées de manière incompétente. Personne, en dehors d'eux-mêmes, ne se préoccupera aujourd'hui de ce que les efforts des ouvriers ne soient pas gaspillés. De plus, dans de nombreuses entreprises, les directions s'adonnent à une espèce de sabotage économique. Elles rabaisent les résultats de la production, désorganisent la production et la coopération...

— tout cela pour rendre les syndicats responsables du manque d'efficacité dans la production.

L'ENTREPRISE

L'activité du conseil d'autogestion dont on a parlé plus haut, est conditionnée par l'autonomie de l'entreprise, fondée sur la procédure d'une planification par en bas. L'autogestion s'avérera être une illusion si elle ne trouve pas sa confirmation dans l'autonomie économique des entreprises. C'est pour cela que la question de l'autogestion est intimement liée à celle du changement radical dans le mode d'élaboration du plan central, des plans de branches et d'entreprises. Dans ce contexte, la question des coefficients permettant de juger les résultats obtenus par les entreprises, qui est largement débattue par les experts gouvernementaux, est secondaire (l'expérience de la réforme économique hongroise est, de ce point de vue, très instructive).

L'AGRICULTURE

L'autogestion des fermes d'Etat, la renaissance d'authentiques coopératives et avant tout l'autogestion paysanne, sont sans doute les problèmes principaux, lorsqu'on réfléchit non seulement aux réformes institutionnelles, mais également à la stratégie permettant de sortir de la crise.

La brèche d'août, les slogans d'indépendance et de solidarité doivent être transposés au plus tôt à la campagne. L'agriculture, ignorée dans les discussions jusque-là, traitée de manière utilitaire et sans grande connaissance des rapports sociaux à la campagne, doit devenir un thème de réflexion programmatique.

Dès aujourd'hui, il faut réorienter une bonne partie des moyens de production vers la production de l'outillage et des produits semi-finis nécessaires à la production agricole, même au prix du sacrifice d'une partie de la production des biens de consommation industriels. Il faut immédiatement entreprendre une action en vue de redistribuer les moyens de production à l'avantage des secteurs les plus rentables. Sur cette question, il faut combattre tout dogmatisme : ce qui est décisif, c'est la productivité et non le titre de propriété formel (secteur d'Etat ou paysans privés). Il faut combattre tout dogmatisme, celui des administrations comme celui qui est produit par le manque de compréhension de la situation réelle de l'agriculture. En mettant l'accent sur l'autogestion paysanne, il ne faut pas oublier les centaines de milliards de zlotys bloqués dans le secteur d'Etat. Ce capital doit être utilisé. Personne, en dehors des conseils composés par

à Gdansk.



les ouvriers agricoles, ne pourra le faire valablement.

LA DIÈTE

L'autogestion ouvrière sera incapable de jouer son rôle, et ne pourra s'opposer aux manœuvres de l'administration, si ses organes de base dans les entreprises ne sont pas capables de se coordonner à l'échelle régionale et si les organismes régionaux ne se coordonnent pas à l'échelle nationale. Une telle coordination a fait défaut en 1956 entre les divers conseils ouvriers qui se sont formés à l'époque. Il nous faut tirer des conclusions de cette expérience.

La coordination indispensable des organes régionaux d'autogestion ne peut être assurée que par la Diète, organe suprême du pouvoir législatif et de contrôle.

La Diète actuelle représente une société qui n'existe plus, une société déstructurée, atomisée et soumise à la manipulation des autorités. Une autre société est née en Pologne au cours de l'été 1980. Une société organisée, capable de défendre ses droits et sa souveraineté et ayant la volonté de le faire. La Diète a joué jusque-là le rôle de façade parlementaire d'un régime autoritaire. Durant les journées d'août, au moment où c'était l'avenir de notre pays qui était en jeu, la Diète s'est tue. Aujourd'hui, et malgré de nombreuses tentatives de lui rendre son rôle constitutionnel, les décisions importantes sont prises en dehors de son cadre.

Elle continue à tolérer la politique irresponsable des autorités face au syndicat indépendant autogéré « Solidarité » (la question de l'enregistrement) et ne proteste pas contre les prétentions à l'intervention de forces étrangères dans les affaires polonaises. Il est significatif qu'une telle protestation soit venue, non des députés, mais des quarante mille travailleurs membres de « Solidarité » des chantiers « Lénine » de Gdansk.

Le système parlementaire polonais a besoin de réformes importantes. Les millions d'ouvriers organisés « à la base » doivent exiger une représentation adéquate « en haut ». L'intégration à la Diète de représentants des syndicats indépendants est une question essentielle. Il faut procéder au plus vite à de nouvelles élections à la Diète et aux Conseils nationaux (appellation des conseils municipaux et régionaux en Pologne — NDT), sur la base d'une nouvelle loi électorale. Celle-ci devrait garantir aux syndicats le droit de présenter leurs propres candidats à la Chambre ouvrière qui doit être créée à la Diète, afin que l'institution retrouve sa représentativité et qu'elle soit prise au sérieux.

La réforme de la Diète est une question urgente, car, pour mener à bien les réformes socio-économiques, il faut voter une série de textes déterminant les nouvelles structures de la société. La voie parlementaire est une voie pacifique. Il ne faut pas l'oublier. C'est pourquoi les syndicats doivent prendre part à la préparation et au vote de ces lois.

L'introduction d'une représentation des syndicats indépendants à la Diète ne signifie pas pour autant que ces syndicats doivent jouer le rôle d'un parti politique et entreprendre avec le POUP une lutte pour le pouvoir dans l'Etat. Le fond de l'affaire est que le parti cesse de prétendre au nom de la Constitution au rôle d'un arbitre au-dessus de la Constitution, au-dessus de la Diète, en dehors de tout contrôle de la société. Il ne peut fonder son rôle dirigeant dans l'Etat uniquement sur l'inscription de celui-ci dans la Constitution ni sur le contrôle de l'appareil répressif ; il doit en faire la preuve dans la vie, dans des élections démocratiques et au sein de la Diète. Il ne peut imposer son programme à la société, comme il l'a fait jusqu'ici, par des méthodes administratives. Il ne peut le faire que par ses membres actifs dans les syndicats, les organes d'autogestion et les institutions représentatives. Aujourd'hui, le parti a en face de lui, et contre lui, le mouvement ouvrier indépendant, et le lien entre les deux camps est assuré par la masse des membres du parti, en particulier dans les grandes entreprises. C'est d'eux, de leur détermination, de leur responsabilité et de leur capacité à agir de manière conséquente que dépendra le fait que le parti soit capable de s'auto-réformer et de rejoindre le mouvement commencé en août. Non pas sur de vieux principes — pour dominer et diriger — mais pour servir. ■

Varsovie, novembre 1980.

Attachés militaires du Pacte de Varsovie : depuis le sommet de Moscou, la menace d'intervention se fait plus pesante. (D.R.)



Un intellectuel pro-kurde parle depuis les prisons turques

ISMAIL Besikci est né en 1939 à Çorum. Diplômé de l'Université des sciences politiques, il devient assistant à l'Université d'Erzurum. Il publie son premier livre, *Structures de l'Anatolie orientale, Fondements socio-économiques et ethniques* et est chassé de son poste d'assistant. Besikci publiera par la suite de nombreuses études sur la société kurde (1) et les théories racistes de l'idéologie kémaliste. Emprisonné à Istanbul

à la prison de Toptasi depuis 1979, il souffre d'un cancer et ne reçoit aucun soin, ce qui veut dire, dans les conditions de détentions qui lui sont faites, une véritable condamnation à mort. Le texte qui suit est la transcription d'une interview réalisée à la veille du coup d'Etat du 12 septembre 1980 par des militants turcs de la IVe Internationale.

Question : Depuis combien de temps est-tu en prison ?

Ismail Besikci : Je suis resté plus de trois ans en prison sous le régime issu du coup d'Etat du 12 mars 1971 (2). J'avais été condamné — pour des articles — à 13 ans et 7 jours de détention, et cette peine avait été confirmée par le tribunal militaire. Précisément, 8 ans et 4 mois pour propagande communiste et 4 ans et 8 mois pour propagande séparatiste, c'est-à-dire pro-kurde. J'ai été libéré lors de l'amnistie de 1974 (3). De nouveau en 1978, après la sortie de mon livre la *Thèse turque de l'histoire, Théorie du soleil et du langage, et la question kurde*, on m'a condamné à 1 an et 6 mois pour infraction à l'article 5618 (Loi de protection des souvenirs saints d'Ataturk) (4). Après confirmation de la peine par la Cour suprême, j'ai été arrêté le 6 septembre 1979 et incarcéré. C'est cette peine que je subis actuellement.

— Es-tu poursuivi pour autre chose ?

— En dehors de cette condamnation, je suis poursuivi pour presque tout ce que j'ai écrit. Pour les livres *l'Habitat forcé des Kurdes et les Statuts du Parti républicain du peuple* (à l'époque d'Ataturk) ; et suite à ces poursuites, pour « insultes contre l'Etat, les tribunaux et les magistrats » à cause des recours que j'ai déposés auprès des tribunaux. Bien sûr, tous mes livres ont été saisis.

— Quels sont les véritables raisons de tes condamnations ?

— En fait, la véritable raison de mon arrestation, c'est que je me suis intéressé au Kurdistan et aux événements politiques et socio-économiques de la société kurde. L'idéologie officielle en Turquie refuse de recon-

naître l'existence de la nation kurde : « Il n'y a personne considéré comme Kurde, ce sont des Turcs montagnards. » L'idéologie officielle affirme aussi qu'« il n'existe pas de langue kurde, mais que c'est un patois turc ». L'Etat turc essaye de faire accepter ce point de vue à tout le monde et à toutes les institutions. Le but de mes travaux est de monter la véritable fonction de l'idéologie officielle. C'est ce qui explique une telle réaction. On brandit la menace de condamnation. On condamne.

— Comment sont tes conditions de vie en prison, est-ce que tu peux travailler ?

— Je suis à la prison de Toptasi à Istanbul. Les conditions de vie à la prison sont extrêmement mauvaises. La crise politique et économique de la Turquie se répercute de manière aggravée en prison. L'hiver, les conditions sont très dures : pas de bois, pas de charbon, pas d'autres combusti-

bles. Les coupures d'électricité durent de plus en plus longtemps (5). Si il n'y a pas de coupures, il y a des pannes. On nous dit que les camions ne peuvent pas apporter de bois faute de carburant pour les faire avancer. De temps à autre, du bois arrive. Les poêles marchent alors un jour ou deux, puis s'arrêtent pendant vingt jours. La plus grande partie du bois est détournée par les gendarmes qui nous gardent. C'est très rare que les prisonniers en profitent. Les files d'attente, le manque de tout, la faim qui existent en Turquie sont répercutés et même amplifiés dans les prisons.

La prison est très sale. Partout des ordures, les poubelles débordent en permanence. Partout la saleté. Les restes de légumes, d'huile, de nourriture, les morceaux de papier, les pelures d'orange et de citron, les mégots, l'eau de vaisselle, les vomissures... forment une boue qui recouvre le sol des cellules collectives qui contiennent jusqu'à 150 détenus. Les

(1) Les Kurdes sont environ 10 millions en Turquie, soit 30 % de la population totale de l'Etat turc.

(2) Le 12 mars 1971, l'armée renversait le gouvernement Demirel, incapable de briser la mobilisation de la classe ouvrière et de la jeunesse ; un cabinet civil est mis en place immédiatement. La répression massive contre le mouvement ouvrier, le mouvement kurde et les intellectuels de gauche durera jusqu'aux élections d'octobre 1973 qui porteront au pouvoir Ecevit.

(3) Le gouvernement de coalition dirigé par Ecevit et soutenu par le Parti Républicain du peuple et le Parti du salut national (islamique) fera voter en juillet une amnistie générale.

(4) Mustafa Kemal, ancien général des armées du sultan, prit en 1919 la direction du mouvement d'opposition à l'occupation de l'Anatolie oc-

cidentale par les troupes grecques, qui débouchera sur la Guerre d'indépendance (1919-1923). La construction de l'Etat bourgeois turc moderne se fera sous la dictature du Parti républicain du peuple, parti unique créé par Kemal, mélange de populisme et de chauvinisme exacerbé. Les slogans comme « Un Turc vaut tout l'univers ! » ou « Quel bonheur de dire je suis turc ! », lancés par Mustafa Kemal « Ataturk » (père des Turcs) sont encore aujourd'hui affichés dans les écoles et les casernes. Les pseudo-historiens kémalistes démontrèrent, dans des ouvrages encore utilisés dans l'enseignement en Turquie, que les Turcs furent les fondateurs de toutes les grandes civilisations (égyptienne, hittite, phénicienne, etc.) de l'Orient.

(5) La température descend, l'hiver, parfois à moins 20 degrés centigrade dans le Centre et au Kurdistan.

tables sur lesquelles nous nous alimentons sont recouvertes des traces de ces mêmes détruits. Les verres, les cuillères en bois, les assiettes, la vaisselle sales traînent un peu partout. Les murs sont couverts de suie. Les chats et les rats vivent tranquillement au milieu de tout cela ; ils mènent une coexistence pacifique, trouvent leur subsistance parmi les détritus. Pour masquer toute cette laideur, on met des journaux sur les tables en guise de nappe. En prison, les journaux ne sont jamais jetés après leur lecture. Les ordures sont évacuées de la prison par une méthode primitive. On attache une vieille corde autour des poubelles, puis on traîne les poubelles à travers les escaliers dans un bruit infernal qui fait tout trembler. Ce travail se fait par roulement. A force, les poubelles se déforment, puis un jour, le fond lâche...

— On dit que les effectifs normaux sont de 240 détenus dans votre prison.

— Aujourd'hui, nous sommes 550 (6). Il y a trois dortoirs et des cachots. Nous sommes 150 à 220 par dortoir. Le bruit est terrible. On dort à trois par lit. Il ya bien un *hamam* (7) dans la prison, mais il ne marche pas à cause du manque de bois et des coupures d'eau. Cela ne fonctionne plus depuis la fin 1979. Les possibilités pour laver le linge sont très limitées mais de temps en temps, nous avons de bouteilles de gaz qui sont une marchandise très rare en Turquie. Nous réussissons à utiliser ces bouteilles pour faire du thé et pour la cuisine. Il faut souvent faire le choix entre cuire les aliments ou chauffer l'eau pour la toilette et laver le linge. On ne peut pas se servir de l'électricité qui est continuellement en panne.

Nous sommes envahis par les poux par manque d'hygiène. Nous mettons des produits insecticides dans les lits, mais ces produits provoquent des allergies et des intoxications. Les portes des toilettes ne ferment pas. Il n'y a pas d'eau. Ceux qui n'ont pas l'expérience de la prison essayent d'entrer sans frapper. Cela déclenche parfois des bagarres. Les prisonniers chevronnés frappent à la porte, pas trop fort pour ne pas l'ouvrir. Il y a quatre toilettes pour 550 détenus, dont une qui est hors d'usage depuis longtemps : elle n'a plus de porte et sert de dépotoir pour les ordures. C'est tellement sale que même les rats ont déserté cette toilette. Les lavabos sont envahis par la crasse. Il ne faut pas y poser les mains. Les tuyaux des WC du premier étage sont crevés et se déversent au rez-de-chaussée. Les autres tuyaux sont fendus et suintent. En hiver, on fait la cuisine dans les dor-



Ismail Besikci.

toirs. Les odeurs de gaillon, de linge sale, de sueur et d'ordures de 200 personnes se mélangent. Il n'y a pas d'aération parce que les fenêtres ont été colmatées avec des couvertures pour se protéger du froid. En été, on fait la cuisine dans une pièce spéciale. C'est un des endroits les plus sales de la prison. On n'y a jamais vu le sol sec, il y a toujours de la boue et des ordures. Ça ne vaut guère mieux que les toilettes. Il y a un grillage sur les fenêtres et, de l'autre côté, les grilles, comme dans les cellules collectives. Le soleil ne traverse même pas la saleté accumulée sur les grillages. De l'autre côté, les gendarmes. Lorsqu'on passe un doigt sur cette couche de crasse, ça laisse passer le soleil, un peu. Les chats et les souris sont toujours au milieu de nous.

En prison, la drogue est vendue et absorbée en grande quantité, et sans problème. L'administration ne s'occupe pas des malades. Il y a plus de 50 tuberculeux parmi nous. Il n'y a aucune prévention et aucun soin, bien que nous ayons informé l'administration de cette situation. L'Etat verse 16 lira (ce qui fait 60 centimes) par jour et par prisonnier comme budget pour la nourriture, la moitié pour le pain et le reste pour la viande, ce qui fait théoriquement 15 grammes par personne. En fait, la cuisine centrale ne peut fournir que pour 25 détenus, c'est-à-dire pour 5 % de l'effectif de la prison. C'est la

loi de jungle, seuls les plus forts voient la couleur de la viande. Mais tout le monde doit rembourser ces 16 lira par jour à la fin de sa peine. En fait, il est très difficile de survivre sans aide extérieure.

Il n'y a pas d'horaires vraiment définis pour le sommeil et le réveil. Les dortoirs restent animés comme des bazars durant toute la nuit et on continue à manger, à parler, à écouter la radio et les magnétophones. Il n'y a aucun moment de silence, c'est pourquoi les possibilités de travailler et d'écrire sont presque nulles. Nous pouvons lire des livres et des journaux s'il y a de la lumière, le plus souvent nous utilisons des bougies. Malgré tout, on ne peut pas dire que, dans cette prison, l'administration et les gardiens se livrent à une répression directe contre les prisonniers, parce que les révolutionnaires imposent un minimum de rapport de forces (8). ■

(6) Ces chiffres sont donnés avant le coup d'Etat, il faut les multiplier par deux pour l'ensemble des prisons turques aujourd'hui.

(7) *Hamam* : bain turc.

(8) Les conditions de cette prison ne se retrouvent pas partout en Turquie. Elles peuvent être meilleures ou pires en fonction de l'état des bâtiments et surtout du degré d'organisation des prisonniers.

Le procès de la « Bande des quatre »

Kang Sheng, vice-président du Parti communiste chinois (PCC) au moment de sa mort en décembre 1975, idéologue de la Révolution culturelle et immuable chef des services secrets depuis 1938, exclu du parti à titre posthume. *Xie Fuzhi*, mort en 1972, ancien vice-Premier ministre, chef de la police au début de la Révolution culturelle, exclu du parti à titre posthume.

La « clique Lin Biao » en procès : cinq des principaux dirigeants de l'armée en 1971, proches de celui qui fut un temps le dauphin désigné par Mao lui-même, le ministre de la Défense Lin Biao, mort dans des circonstances mystérieuses. *Huang Yongsheng*, chef d'état-major général de l'armée ; *Wu Faxian*, commandant de

l'aviation ; *Li Zuopeng*, commissaire politique de la marine ; *Qiu Huizuo*, chef des services logistiques ; *Jiang Tengjiao* qui fut à la tête du quartier général des forces aériennes ; *Chen Boda*, ancien secrétaire particulier de Mao, idéologue de la Révolution culturelle, jugés conjointement.

La « Bande des Quatre », en procès : *Jiang Qing*, veuve de Mao ; *Zhang Chunqiao*, *Yao Wenyuan*, *Wang Hongwen*, le « Groupe de Shanghai » monté « en hélicoptère » au faîte du pouvoir à l'occasion de la Révolution culturelle ; tous membres du Bureau politique en 1976, au moment de la mort de Mao.

Pierre ROUSSET

LE procès à grand spectacle de Pékin sanctionne une série de vastes purges menées dans tout l'appareil, ainsi que la destitution intégrale de ce qui fut connu comme le « Groupe central de la Révolution culturelle ». La majorité du Bureau politique de 1966 à 1971 — la fraction maoïste et ses principaux alliés durant une période cruciale —, sont condamnés ou en voie de l'être. Les proches de Mao — sa veuve, son neveu (Mao Yuanxin), son secrétaire politique, son garde du corps devenu membre du BP (Wang Dongxing)... — sont parmi les accusés présents ou à venir. De nouvelles purges et de nouveaux procès se préparent. Les adversaires politiques de Mao sont réhabilités les uns après les autres. Non seulement ceux de la Révolution culturelle, tel Liu Shaoqi, le « Khrouchtchev chinois », dont la personne et l'œuvre ont été spectaculairement remises à l'honneur, mais aussi ceux des années 1950, tel le maréchal Peng Dehuai et ceux des tout premiers temps du Parti communiste chinois, tels Qu Qiubai et Li Lisan. Une « réévaluation » de plus en plus officielle du rôle historique de Mao Zedong, avant et après la prise du pouvoir, et de sa « pensée », est en cours et devrait être ultimement mise au point lors du prochain congrès du Parti communiste.

Une page se tourne, celle de près de deux décennies de luttes fractionnelles successives et intenses au sein de l'appareil du parti et de l'Etat, première grande crise ouverte et générale du régime issu de la victoire de la révolution d'octobre 1949, marquée par un bouleversement des rap-

ports du PCC et des masses et par une dialectique explosive entre luttes d'appareil, luttes politiques et luttes sociales antibureaucratiques.

Un nouveau chapitre s'ouvre. Le procès de Pékin annonce tout autant de soubresauts et de luttes qu'il n'en clôt. Il manifeste avec éclat la profondeur et la violence des conflits socio-politiques sous-jacents. Il confirme à quel point la Révolution culturelle a introduit une rupture qualitative dans l'histoire de la Chine moderne.

CASSURE DE L'APPAREIL BUREAUCRATIQUE

Les conflits et règlements de comptes au sein de l'appareil dirigeant du parti et de l'Etat n'ont pas commencé avec la Révolution culturelle. Ils remontent à 1954 — cinq ans seulement après la prise du pouvoir — quand Gao Gang et Rao Shushi (tous deux vétérans du parti) et sept autres responsables sont limogés, accusés d'avoir voulu faire de la Mandchourie une province autonome « pro-soviétique ». Mais c'est probablement dans les années 1956-1959 que l'appareil se scinde profondément sous les chocs successifs de la campagne des « Cent fleurs » et du « Mouvement de rectification », de la répression des milieux intellectuels qui suivit, du « Grand Bond en avant » et de son échec économique désastreux qui a dû coûter cher à l'emprise du parti dans d'importants secteurs de la paysannerie.

Lors de la Conférence de 1959, Mao se retrouve minoritaire au sein de l'appareil effrayé des conséquences de sa ligne « gauchiste ». Il doit faire son autocritique et accepter la mise en œuvre d'une orientation plus « modérée ». Mais il obtient le

limogeage du général Peng Dehuai, le critique le plus ouvert du Grand Bond en avant, et il conserve des positions qui lui permettront de préparer une contre-offensive qui débouchera finalement sur la Révolution culturelle.

Les clivages politiques et fractionnels au sein de l'appareil du parti et de l'Etat ont donc précédé de près d'une décennie le déclenchement de la Révolution culturelle en 1965-1966. Mais ce n'est qu'alors que le PCC se brise sous le double coup de boutoir des luttes intestines et d'une vaste mobilisation de masse antibureaucratique. Les organes du parti et de l'administration sont presque intégralement détruits et devront être reconstitués à partir de 1967 ; seule l'armée échappe au naufrage et reste en mesure d'intervenir pour rétablir l'ordre bureaucratique. Le Bureau politique et le gouvernement vont être à plusieurs reprises entièrement renouvelés, seules des personnalités comme Mao et Zhou Enlai assurant la continuité jusqu'à leur mort. La base du parti se modifie : aujourd'hui, même après les très nombreuses réhabilitations, plus de 50 % des membres du parti viendraient de la période 1966-1976. La très grande majorité du personnel dirigeant a été au moins une fois au cours des quinze dernières années publiquement condamnée et limogée de façon infamante — certains par deux fois comme Deng Xiaoping. Ceux qui ont (jusqu'à aujourd'hui) échappé à une telle mésaventure n'en ont pas moins été publiquement critiqués. Mao, Hua Guofeng et même Zhou Enlai, l'indéfectible durant la Révolution culturelle.

On est entré dans l'ère des règlements de comptes sans appel au sein de la bureaucratie. Très nombreux



Une nouvelle réécriture de l'histoire du PCC. (Wiaz)

sont ceux qui ont payé de leur vie leur appartenance à une fraction momentanément défaite. Et la campagne menée contre la « Bande des Quatre » montre que rien n'a changé avec la mise en œuvre d'un nouveau Code criminel et de procédures légales : les membres de la « Bande des Quatre » ont été péle-mêle accusés d'être des trotskystes infiltrés, des agents du Guomintang de Tchang Kai-check, des anarchistes. Un procès fondamentalement politique est présenté comme un procès de droit commun qui n'offre aucune chance aux accusés de présenter leur défense en mettant directement en cause l'action propre de Mao Zedong ou celle de Hua Guofeng, par exemple, ministre de la Sécurité publique au moment de la répression de la manifestation de la place Tien Anmen en avril 1976. Et la campagne « de masse » poursuivie contre Jiang Qing en dit long sur le sexisme brutal de la bureaucratie.

L'INTERVENTION AUTONOME DES MASSES

L'éclatement au grand jour des contradictions qui minaient l'appareil et sa dislocation durant la Révolution culturelle ont eu des conséquences considérables du point de vue de la conscience du mouvement de masse, et ce, d'autant plus que l'intervention

autonome des masses dans l'arène politique s'est progressivement renforcée jusqu'à prendre la forme d'un vaste mouvement antibureaucratique.

Cette fois encore, la deuxième moitié des années 1950 prélude aux développements des années 1965-1980. Durant la campagne des Cent fleurs, notamment, un mouvement de libéralisation limitée de la vie intellectuelle, lancé d'en haut, débouche sur une remise en cause spontanée et croissante de bien des aspects du fonctionnement du régime avant d'être étouffée par la répression. Par ailleurs, bien des thèmes égalitaires du Grand Bond en avant et des communes populaires se retrouveront dans les revendications antibureaucratiques des gardes rouges de la Révolution culturelle.

Car la Révolution culturelle ne fut pas seulement une ère anarchique de conflits fractionnels violents. Ce fut aussi un vaste mouvement de débordement par des secteurs entiers des masses de toutes les fractions de la bureaucratie, à commencer par la fraction maoïste qui l'avait suscitée par ses mots d'ordre contre le « quartier général », la hiérarchie établie et le bureaucratisme. Si l'on ne prend pas en compte ce dynamisme populaire de la Révolution culturelle, on ne peut comprendre en quoi elle a profondément modifié les rapports

du PCC aux masses, c'est-à-dire le régime lui-même.

La désaffection des secteurs les plus politisés des masses — en tout cas dans la jeunesse scolarisée et la classe ouvrière — fut à la mesure de l'enthousiasme avec lequel ces mêmes secteurs avaient répondu aux appels à la révolte contre les privilégiés et la « droite » lancés par Mao. Quand ce dernier fit donner l'armée pour écraser très durement les courants radicaux de gardes rouges et d'ouvriers révolutionnaires, au nom de la bureaucratie tout entière, il se coupa de couches au sein desquelles son influence était restée grande et qui lui avaient permis de briser son isolement dans l'appareil. Le maoïsme d'après la Révolution culturelle ne sera jamais plus ce qu'il était avant : incapable de se nourrir à nouveau d'une mobilisation vivante des masses, les campagnes successives de la fraction maoïste, au début des années 1970, perdirent toute force et contribuèrent en fait à lasser toujours plus la population d'un jeu politique qui ne visait qu'à renforcer une aile de la bureaucratie contre l'autre. Sa face populiste épuisée, il ne restait que sa face répressive.

Quant à l'appareil du parti et de l'Etat dans son ensemble, il s'est reconstitué, coupé des secteurs actifs

des masses, à la différence de sa situation en 1949.

On comprend dans ces conditions que la « Bande des Quatre » ait pu être arrêtée au lendemain même de la mort de Mao sans susciter d'autres résistances que locales. Les cadres du parti étaient, dans leur majorité, traumatisés par l'irresponsabilité dont Mao avait fait preuve par deux fois. Et, aux yeux des secteurs politisés des masses, la mort politique du Grand Timonier avait précédé de près d'une décennie sa mort physique. Le procès de Pékin doit permettre d'en finir une fois pour toutes avec les fractions maoïste et linbiaoïste de l'appareil : Deng Xiaoping et les siens ont su mettre à profit leur impopularité et leur isolement, et les actes d'accusation tendent en fait bel et bien à montrer à quel point, en 1976, au moment de la mort de Mao, le Groupe de Shanghai se trouvait déjà sur la défensive.

QUELLE VOIE DE DEVELOPPEMENT ?

Les luttes de fractions qui secouent le régime depuis le milieu des années 1950 touchent à des questions-clefs. La direction du Parti communiste s'est vite rendue compte de ce que le modèle stalinien des années 1930 était impraticable en Chine. Le développement industriel trop faible du pays, l'extrême fragilité des équilibres de la production alimentaire, compte tenu du rapport entre la population totale et les surfaces cultivables, la nature des relations tissées entre les masses paysannes et le PCC au sortir de la lutte révolutionnaire, interdisaient de chercher à « éponger » le surproduit social produit dans l'agriculture au profit de l'industrialisation comme cela avait été fait en URSS avec la collectivisation forcée. Au fond, les luttes pour le pouvoir qui ont opposé les diverses fractions de la bureaucratie reflètent à la fois les conflits d'orientation que ce problème a fait naître au sein de l'appareil et le processus de bureaucratiation croissante dans lequel le régime s'est vu engagé dès sa naissance. Elles seront aiguës par la rupture des relations sino-soviétiques en 1960 et l'isolement international dans lequel la Chine s'est retrouvée.

En tentant de maintenir les liens tissés avec la population durant la guerre révolutionnaire, en faisant appel aux stimulants moraux et à la « ligne de masse », Mao a cherché à brûler les étapes de développement en dépit du bas niveau des forces productives nationales. Il a échoué, malgré des expériences d'organisation sociale riches, non seulement parce qu'il a par trop ignoré des données économiques élémentaires — comme

on se plaît à le souligner aujourd'hui —, mais aussi parce qu'il a cru que le développement de la Chine pouvait se faire dans le seul cadre national et parce qu'il a voulu à la fois faire appel à la mobilisation de masse et maintenir strictement le monopole du pouvoir d'Etat entre les mains de l'appareil — c'est-à-dire de la bureaucratie. Le Grand Bond en avant combinait des orientations de développement tout à fait hétérodoxes au regard des canons stalinien avec un autoritarisme bureaucratique qui fut pour beaucoup dans l'ampleur de l'échec.

La « voie maoïste » est aujourd'hui condamnée aux yeux des masses comme à ceux de la bureaucratie. Mais il est symptomatique de la situation qui prévaut dans le pays que Deng Xiaoping ne se tourne néanmoins pas vers une nouvelle ligne stalinienne classique et qu'il fasse de la Yougoslavie un modèle à étudier. L'objectif des « Quatre modernisations », que Zhou Enlai fut le premier à définir en ces termes, implique une profonde refonte de l'appareil de production et de l'appareil d'Etat, déformés par les luttes de fractions antérieures et pénétrés du « subjectivisme » maoïste. Pour ce faire, Deng Xiaoping veut combiner l'introduction des critères de la concurrence et des stimulants matériels avec le maintien de la planification centrale.

Il veut ouvrir le pays aux échanges internationaux et aux capitaux étrangers sans perdre le contrôle du commerce extérieur. Il veut former une nouvelle génération de cadres administratifs et techniques formés aux besoins d'une économie moderne, tout en sachant qu'il lui faut tenir compte de l'appareil actuel, le plus souvent incompetent. Il veut tout à la fois renforcer le pouvoir des directeurs d'entreprise et mettre en place des assemblées ouvrières dans les usines, de façon à forcer le renouvellement des cadres de production selon des critères d'efficacité. Il veut libéraliser suffisamment la vie intellectuelle et politique du pays pour faire pression sur une bureaucratie étouffante sans prendre le risque de relancer encore une dynamique de mobilisation de masse réellement antibureaucratique.

Dans cette entreprise, il se heurte à des obstacles socio-politiques de deux ordres. Il est d'une part probablement encore minoritaire au sein de l'appareil du parti et de l'Etat dans son ensemble, même s'il a apparemment partie gagnée dans la lutte de fraction engagée dans les sommets. Une personnalité comme Hua Guofeng peut toujours regrouper ceux qui — nombreux dans le parti, l'administration ou l'armée — se sen-

tent menacés par la tentative de rationalisation bureaucratique en cours ; ceux aussi qui craignent qu'un « aventurisme de droite » ne soit en train de remplacer « l'aventurisme de gauche » d'antan, et qui préconisent une réorientation prudente et progressive. Le procès de Pékin semble bien préparer une nouvelle offensive de la fraction Deng Xiaoping contre les positions encore tenues par Hua Guo-feng, notamment à la présidence du parti.

Deng Xiaoping doit d'autre part faire face à la menace de nouvelles mobilisations de masse autonomes. Les obscures luttes de fractions qui ont suivi la Révolution culturelle et les coups de barre répressifs régulièrement assés par Deng Xiaoping à l'encontre du Mouvement démocratique et des manifestations populaires ont fini par éloigner du parti les militants d'avant-garde formés à rude épreuve depuis 1965. L'émergence d'une couche militante politiquement éprouvée est d'autant plus dangereuse que les mobilisations de masse dans les usines, les campagnes, les universités, dans les rues des grandes villes, n'ont jamais durablement cessé, tournant même parfois ponctuellement à l'émeute. Les aspirations sociales et démocratiques des masses s'expriment toujours de façon vivace dans la Chine d'aujourd'hui. La Révolution culturelle, en modifiant comme elle l'a fait les rapports entre le parti et les masses et en initiant un lent mais profond processus de maturation politique d'une nouvelle génération de militants d'avant-garde, a mis à l'ordre du jour le combat pour une véritable révolution politique antibureaucratique. Seule une telle révolution pourrait offrir une voie de développement socialiste qui ne soit ni celle du subjectivisme autoritaire de Mao, ni celle du conservatisme d'appareil de Hua, ni celle du rationalisme bureaucratique de Deng.

Le 2 décembre 1980. ■

Hua Quofeng (Wiaz)



La mort du PAIGC

Après le coup d'Etat à Bissau

SAMEDI 15 novembre, Joao Bernardo « Nino » Vieira, chef de l'armée guinéenne et Premier ministre, prenait le pouvoir à Bissau presque sans coup férir, profitant de l'absence de la plupart des dirigeants en déplacement à Lisbonne ou au Cap-Vert. Le président Luis Cabral, frère d'Amilcar Cabral, était facilement fait prisonnier dans sa luxueuse résidence de Bubaque. Les

premières déclarations du régime furent de dire que les principes de l'OUA seraient respectés et la politique extérieure inchangée. La présence dans le Conseil de la révolution d'individus comme Vitor Freire, gouverneur de la Banque nationale de Guinée-Bissau et très lié au Fonds monétaire international montre clairement la nature bourgeoise du coup d'Etat.

Pierre OLIVIER
José PEDRO

La gauche européenne et les courants centristes qui ont toujours appuyé inconditionnellement le PAIGC ainsi que le MPLA et le FRELIMO (1) devront au moins répondre à une question : comment expliquer le recours au coup d'Etat pour résoudre les débats dans un parti qualifié de « démocratique et révolutionnaire », comment expliquer l'écroulement immédiat et total de la section guinéenne du PAIGC, « parti de masse » ? Nulle réponse satisfaisante à cette question, si l'on n'accepte pas de reconnaître ce qu'a été la politique réelle du PAIGC aussi bien en Guinée-Bissau qu'au Cap-Vert (2) : un cours ouvertement pro-impérialiste, néo-colonial et répressif.

COUPS ET CONTRE-COUPS

L'événement le plus récent qui explique le coup d'Etat est l'adoption, le 10 novembre dernier, d'une nouvelle Constitution en Guinée. Au Cap-Vert, des élections législatives devaient avoir lieu le 7 décembre, la Constitution ayant déjà été adoptée. Dans ces deux Etats dirigés par le PAIGC, cette institutionnalisation devait renforcer le pouvoir du parti unique, établir un régime bonapartiste et répressif, mais elle accentuait les prérogatives de la fraction « politique » de la bureaucratie petite-bourgeoise, rognant le pouvoir des chefs militaires : le président devenait le chef du gouvernement et de l'armée. « Nino » Vieira devait donc s'effacer. Il y a peu, « on » lui avait demandé d'aller reprendre ses études à l'étranger pour quatre ans... En ce sens, le coup d'Etat de « Nino » Vieira est en fait un contre-coup en réponse à son éloignement « légal ».

Ces batailles bureaucratiques recouvrent le vieil antagonisme Guinéens-Capverdiens, qu'il serait faux

de réduire à une lutte inter-tribale. En effet, pendant toute la période coloniale, les postes inférieurs de l'appareil d'Etat colonial furent systématiquement pourvus de métis capverdiens par les Portugais, non seulement en Guinée-Bissau, mais aussi en Angola et au Mozambique. Lors de l'Indépendance, le PAIGC réembaucha tout ce personnel, non seulement pour des tâches techniques, mais aussi pour remplir des fonctions directement politiques. C'est pourquoi, en Guinée-Bissau, une des formes d'expression du mécontentement populaire depuis l'Indépendance est restée le sentiment anti-capverdien. Il est clair que cette rivalité pour les postes au sein de l'appareil d'Etat était encore plus vive au sein de la bureaucratie et ne date pas d'hier.

En 1973, les rivalités entre Guinéens et Capverdiens recouvrirent des divergences qui s'étaient faites jour au sein du PAIGC sur la question de la nécessité ou non de négociations avec le Portugal. Il est maintenant certain que l'assassinat d'Amilcar Cabral a été planifié, avec l'aide de la PIDE (3), par les échelons supérieurs de la Sécurité du PAIGC. A cette

époque, Rafaël Barbosa, fondateur en 1949 du Parti socialiste guinéen et proche de Mamadou Dia, devenu dirigeant du PAIGC, fut présenté comme le cerveau de l'assassinat de Cabral, quoique son jugement à Bissau en 1976 n'y ait pas fait formellement allusion. Il fut condamné à mort, puis sa peine fut commuée en celle de prison à vie par Luis Cabral. Or un des premiers actes des auteurs du coup d'Etat fut de le libérer. Si le PAIGC n'a pas éclaté en 1973 entre deux clans rivaux (capverdien et guinéen), ce fut uniquement grâce à la pression de Sékou Touré (4) et de Moscou qui refusèrent leur appui aux deux fractions. Un compromis bureaucratique fut donc nécessaire mais rien n'était réglé pour autant. Au IIe Congrès du PAIGC, en 1973, pour remplacer Amilcar Cabral, il n'y eut pas l'unanimité habituelle en faveur du dirigeant suprême, certains proposant déjà « Nino » Vieira contre Aristides Pereira.

Après l'Indépendance, une tentative de coup d'Etat conduite par Malam Sanha échoua, mais son dirigeant réussit à s'enfuir au Sénégal. En 1976, Luis Cabral fut élu prési-

(1) PAIGC : Parti africain de l'Indépendance de la Guinée-Bissau et des îles du Cap-Vert, fondé en 1956 par Amilcar Cabral (assassiné en 1973), au pouvoir depuis 1974 après une dizaine d'années de lutte de guérilla.

MPLA : Mouvement populaire de libération de l'Angola, fondé en 1956 par Agostinho Neto, au pouvoir depuis l'Indépendance de l'Angola en novembre 1975.

FRELIMO : Front de libération du Mozambique, dont nombre de dirigeants ont été assassinés par les forces coloniales portugaises. Le Front mène la lutte armée à partir de 1964 dans le nord du pays et accède au pouvoir lors de la proclamation de l'Indépendance sous la direction de Samora Machel.

(2) La Guinée-Bissau est l'an-

cienne Guinée portugaise tandis que le Cap-Vert est l'ensemble des petites îles situées au large de la Guinée-Bissau.

(3) PIDE : police politique portugaise du temps de la dictature salazariste.

(4) Sékou Touré est le chef de l'Etat de la Guinée-Conakry. Il prit part en 1946 à la fondation du Rassemblement démocratique africain (RDA) et fonda en 1952 le Parti démocratique de Guinée. Il fut maire de Conakry, député à l'Assemblée nationale française (1956) et vice-président du conseil de Guinée (1957). Il préconisa le vote « non » au référendum organisé par la France et fut ainsi le promoteur de l'Indépendance de la Guinée (2 octobre 1958). Président de la République, chef du gouvernement et des armées.

dent du Conseil d'Etat contre la volonté de « Nino » Vieira qui aspirait à occuper le même poste. En 1978, la deuxième tentative de coup d'Etat dirigée par Salam Sanha échoua, mais mit en évidence les complicités dont jouissait le courant guinéen au sein de l'armée qui lui avait fourni ses armes. Luis Cabral eut bien du mal à trouver des troupes pour défendre la « légalité » et le travail fut essentiellement fait par les Cubains.

Le coup d'Etat actuel, qui a « stupéfait » les dirigeants du MPLA et du FRELIMO n'a donc rien de... stupéfiant mais reposait sur de nombreuses causes intérieures et extérieures.

L'Union soviétique a une longue pratique d'intervention dans ces conflits inter-bureaucratiques. En 1976, elle inspira directement la tentative de coup d'Etat de Nito Álvès en Angola. Il est certain que l'influence soviétique est forte au sein de l'armée. C'est là que l'aide du pays « frère » est la plus consistante, et de nombreux cadres sont formés à Moscou. Néanmoins, il ne faudrait pas en conclure à une attitude « pro-soviétique » des nouveaux dirigeants. Dans la mesure où le PAIGC s'était fortement éloigné, malgré les discours, de l'URSS — il apparaît certain qu'un traité militaire secret Guinée-Portugal-OTAN a été conclu en 1979 — Moscou essaiera de mettre à profit les nouvelles circonstances, et les putschistes en feront de même pour mieux négocier l'« aide » des Soviétiques ; c'est ce qu'indique l'arrivée à Bissau, dès le 18 novembre, d'une délégation soviétique. Mais il serait faux de voir un investissement direct de l'URSS dans la préparation du coup, l'échec de Nito Álvès en Angola incitant à la prudence.

Le soutien de Sékou Toure (Guinée-Conakry) par contre est plus évident. Le sanglant dictateur guinéen rêve depuis toujours d'une « Grande Guinée » englobant les deux Guinée et la Sierra Leone (5). Mais beaucoup plus concrètement, des conflits de frontières l'opposaient à Bissau, la frontière passant au milieu de riches zones pétrolifères. Alexandre Nunes Correia, un des dirigeants du putsch, fut un ancien ambassadeur à Conakry, si proche de Sékou Touré que Luis Cabral dut le rappeler. Récemment, une certaine agitation pro-Sékou Touré était perceptible dans certains quartiers populaires de Bissau (apparition de portraits de Sékou Touré, arrestation de certains cadres inférieurs du PAIGC), montrant l'existence bien réelle du nationalisme guinéen. Néanmoins, des tendances pro-sénégalaises existent aussi parmi les putschistes (Vitor Freire, notamment). Toutes ces influences extérieures ne manqueront pas de produire des fractions et sous-

fractions qui s'entre-déchireront à brève échéance. Mais l'existence de ce nationalisme diffus repose sur une réalité néo-coloniale renforcée.

« L'ESPRIT DE BISSAU »

La presse bourgeoise portugaise a toujours célébré l'« esprit de Bissau » (c'est-à-dire la politique portugaise et pro-impérialiste du PAIGC), avec le soutien de la gauche et des courants centristes européens qui ont sciemment caché la réalité et mythifié le PAIGC.

Au Cap-Vert, la question de la réforme agraire était explosive lors de l'Indépendance. La lente décomposition de la structure foncière esclavagiste avait amené l'existence de nombreux micro-propriétaires et micro-métayers (50 % de la population active) : la mobilisation paysanne prit donc d'emblée une dynamique anti-propriété privée, mais le PAIGC se préoccupa uniquement de freiner ce mouvement et de tendre la main aux moyens et grands propriétaires et aux commerçants ruraux.

L'économie est totalement dépendante de l'impérialisme. En 1978 et 1979, respectivement 77 et 78 % du budget de l'Etat étaient composés par l'« aide extérieure » ! Le pays produit seulement 4 % de ses besoins alimentaires, car 50 % des terres irriguées sont destinées à la production de rhum. Sur le plan industriel, face à la grande faiblesse de la bourgeoisie interne, le PAIGC s'adresse encore à l'aide impérialiste pour des projets de prestige. Les chantiers navals de S. Vicente vont engloutir 2 millions de contos (17 millions de francs français), à 99 % étrangers (Portugal, Hollande, Luxembourg). Précisons que le PNB du Cap-Vert est également de 2 millions de contos. L'adhésion à la Convention de Lomé, au FMI, au FAD, au CEDAO (6) et autres institutions néocolonialistes, complètent l'orientation pro-capitaliste du PAIGC au Cap-Vert.

En Guinée-Bissau, l'orientation a été la même. L'agriculture, qui groupe la grande majorité des habitants, reçut, en 1979, 5,3 % du budget, qui ne furent même pas utilisés à des projets de développement, mais à l'intensification des cultures d'exportation (arachide et coton) au détriment des cultures vivrières. La faim a déjà réapparu à plusieurs reprises. Plus de la moitié du budget est consacrée à la seule capitale (Bissau, la « ville des métis ») qui concentre la quasi-totalité des investissements industriels. Ceux-ci sont totalement inadéquats par rapport aux besoins du pays (comme le complexe de Cuméré) : ils sont orientés exclusivement vers l'exportation, financés uniquement par l'extérieur, disproportion-

nés. Une usine d'éponges fonctionne... 30 minutes par jour, faute de marché; une usine de jus de fruits travaille à 30 % de sa capacité; avec seulement 35 ouvriers, elle a coûté 345 000 dollars... Dépendant des emprunts extérieurs (qui devront commencer à être remboursés en 1983), le pays « doit » donc augmenter ses exportations agricoles au détriment des cultures vivrières, l'aide alimentaire est donc sans cesse nécessaire. La boucle est bouclée, le cycle classique de la dépendance est reproduit. Quant à l'aide des Etats ouvriers bureaucratiques, elle est minime, se montant en tout à 6 % du total des aides extérieures. Les dirigeants du PAIGC le disaient d'ailleurs entre eux : « Les Russes donnent seulement des armes. »

« DEMOCRATIE NATIONALE ET REVOLUTIONNAIRE »

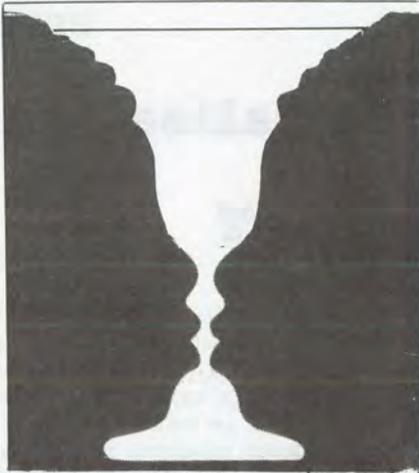
Il est clair que ce cours néocolonialiste ne pouvait pas s'accompagner d'une véritable démocratie politique. La Constitution de Guinée comme celle du Cap-Vert déclare que « le PAIGC est l'expression suprême des intérêts des masses populaires et la force politique dirigeante de l'Etat et de la société », c'est-à-dire le parti unique. Les organisations dites de masse sont totalement inféodées au parti et profondément infiltrées par la police secrète réorganisée par les Allemands de l'Est et les Cubains. L'Assemblée populaire n'a aucun pouvoir. On a déjà refusé, et on refuse toujours, du travail et des bourses à des jeunes et même à des députés pour des raisons politico-partidaires. Filatures grossières, écoutes téléphoniques, agressions (y compris par balles) se multiplient. Dans l'île de Brava, la police politique a assassiné un jeune, mais, pour couper court au scandale, toute la zone a été occupée mi-

(5) Sierra Leone : ancienne colonie britannique, indépendante depuis 1961 et située entre la Guinée-Conakry et le Liberia.

(6) Convention de Lomé : nom donné aux accords de coopération qui lient les pays en voie de développement d'Afrique, de la Caraïbe et du Pacifique (appelés ACP) à la Communauté européenne (ACP-CEE). FMI : Fonds monétaire international.

FAD : Fonds d'action et de développement, organisme d'« aide » aux pays sous-développés impulsé par les puissances européennes.

CEDAO : organisme régional qui lie un certain nombre d'Etats néocoloniaux d'Afrique de l'Ouest et qui est censé répartir l'aide impérialiste pour les grands projets régionaux et œuvrer à une division régionale du travail plus efficace.



litairement. Lors de la grève de la FRICAP, la Commission de travailleurs démocratiquement élue a été jetée en prison.

Cette répression fait sentir ses effets : de nombreux jeunes désirent « ne plus s'occuper de politique », la paysannerie est démobilisée et les ressentiments régionalistes s'en accroissent d'autant, pendant que les diverses fractions bureaucratiques cherchent à les utiliser pour se construire une base sociale. La corruption, le népotisme, la hausse des prix, sciemment organisée en Guinée par le Commissariat au Commerce, prennent des proportions sans cesse croissantes.

Le tout sur fond d'un non-alignement bien particulier en politique extérieure : le PAIGC refusa aux avions cubains le droit de faire escale dans l'archipel lors de la guerre civile angolaise ; mais ce droit est accordé aujourd'hui aux avions sud-africains ; l'intervention française au Zaïre lors de la guerre du Shaba fut qualifiée de « légale ». Les liens militaires avec le Portugal et l'OTAN se sont sans cesse renforcés. Mais les discours restaient « révolutionnaires », et permettaient à la gauche européenne et aux centristes de persister dans leur soutien inconditionnel au PAIGC.

LA MORT DU PAIGC

Un des ciments idéologiques du PAIGC était l'unité à réaliser graduellement entre les deux Etats de Guinée-Bissau et du Cap-Vert. Mais face au cours néo-colonial, cette unité, même bureaucratique, fut réduite à l'état de déclarations de propagande. Car les projets économiques furent mis en œuvre sans planification inter-étatique, souvent même en concurrence. Les deux sections du PAIGC, guinéenne et capverdienne, n'avaient en fait pas intérêt à l'unité, car celle-ci nécessitait pour le moins une redistribution des pouvoirs et des postes. Non seulement en Guinée, mais au Cap-Vert même existait une fraction hostile à l'unité : Osvaldo Lopes da Silva (ministre de l'Economie), Abi-

lio Duarte (ex-ministre des Affaires Etrangères, limogé par P. Pires) y étaient notoirement hostiles et avaient soutenu « Nino » Vieira en 1973 contre Aristides Pereira.

Néanmoins, l'objectif unitaire affirmé continuait à avoir une fonction idéologique précise : contrer les tendances guinéennes anti-capverdiennes, maintenir l'identité du parti face aux autres variantes néocoloniales possibles.

Mais la base sociale du PAIGC en Guinée et aussi au Cap-Vert s'était considérablement rétrécie, se réduisant de plus en plus à l'appareil bureaucratique et même militaro-polici-er.

Le PAIGC de Guinée-Bissau s'est écroulé en un seul jour : les putschistes n'ont nullement cherché à le maintenir en vie, même en en prenant la direction. Cela montre aussi le chemin parcouru depuis la guérilla de libération nationale. Pour se créer une base sociale minimale, le nouveau régime va probablement tenter de réorganiser un tant soit peu les circuits de ravitaillement ; il a procédé à des distributions de riz dans les quartiers populaires de Bissau immédiatement après le coup d'Etat ; il va punir quelques fonctionnaires corrompus, notamment dans les Magasins populaires ; il va exploiter à fond la fibre nationaliste guinéenne, comme le montre la libération immédiate de Rafaël Barbosa qui jouit encore d'une certaine popularité dans les milieux guinéens. Mais il est clair qu'il y a une chose que le nouveau régime guinéen ne fera pas : le démantèlement de la police politique, la « Sécurité » haïe.

Au Cap-Vert, le PAIGC continuera peut-être à exister formellement, mais l'affaiblissement de son appareil bureaucratique va entraîner une accentuation des luttes de cli-

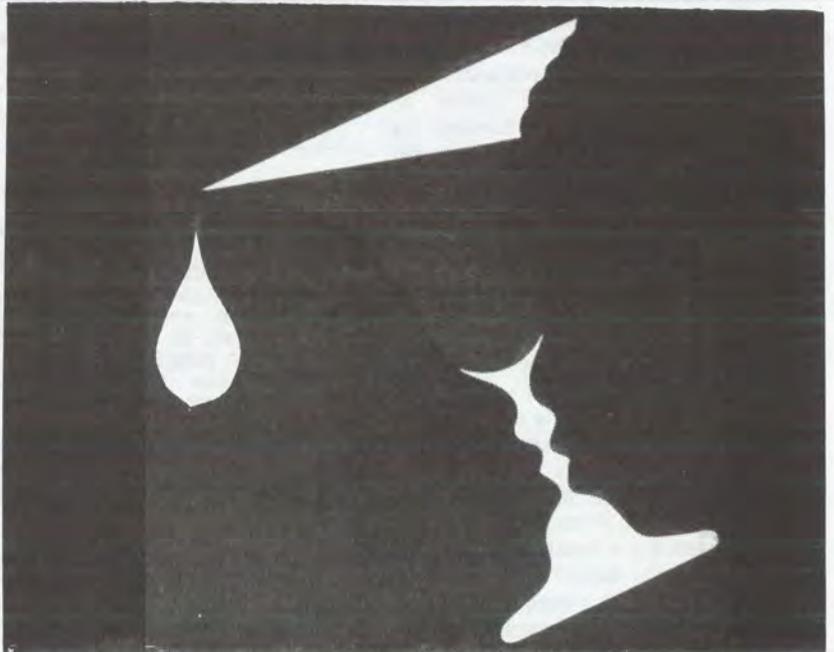
ques internes, notamment sur la question de la nécessité de maintenir ou non la fiction d'un parti capverdien-guinéen. On ne sait pas encore si les élections du 7 décembre seront maintenues. De toute manière, il s'agit d'une farce : les candidats sont tous choisis par le parti unique, il n'y a qu'un candidat par circonscription avec un bulletin « pour » et un bulletin « contre ».

Dans la situation actuelle, serait impérative la convocation d'élections libres pour une Constituante, avec liberté d'expression de tous les partis politiques, et la rupture de la dépendance des syndicats vis-à-vis de l'Etat ; il faudrait des investissements massifs pour l'agriculture et le système d'irrigation, la réforme agraire ; il faudrait promouvoir le contrôle des travailleurs sur la direction des entreprises pour combattre la corruption et le népotisme, et augmenter les salaires.

Avec ce coup d'Etat, le PAIGC est mort, 24 ans après sa création. En Guinée-Bissau, le nouveau régime ne gardera pas longtemps la petite base sociale que son nationalisme lui aura temporairement donnée. Au Cap-Vert, la direction A. Pereira-P. Pires se retrouve affaiblie aux yeux des masses capverdiennes.

Amílcar Cabral, qui avait le mérite de la franchise, avait théorisé sur le rôle historique de la petite bourgeoisie africaine, qui devait diriger la lutte de libération nationale, prendre le pouvoir, pour ensuite « se suicider en tant que classe » et remettre l'Etat aux mains des travailleurs. Il faut croire que la petite bourgeoisie n'a pas voulu « se suicider en tant que classe ». Avec la bénédiction conjointe de l'impérialisme, des grands partis ouvriers européens et des courants centristes.

Lisbonne, le 19 novembre 1980 ■



Les portes étroites de la « libéralisation » et la construction du PT

RAPPORT sur la crise de la dictature, la réorganisation du mouvement ouvrier et les tâches des révolutionnaires.

Daniel JEBRAC

I — L'envers du miracle

1. — De 1964 à 1974, l'économie brésilienne n'a pas connu un miracle, mais seulement un taux de croissance économique accéléré de 7 à 10 % par an, au prix d'une surexploitation effrénée du prolétariat, broyé sous le talon de fer de la dictature militaire. En dix ans, les travailleurs brésiliens ont vu leur salaire réel réduit de plus du tiers. Il faudrait aujourd'hui plus que doubler le salaire minimum pour qu'il retrouve son pouvoir d'achat de 1940. Malnutrition massive, propagation des épidémies, pollution et délinquance records sont parmi les sous-produits du « miracle ».

2. — Cette expansion brutale s'est traduite par un spectaculaire bond en avant de l'industrialisation et de l'urbanisation, en même temps que par une accentuation des traits de développement inégal. Depuis 1964, le nombre d'ouvriers industriels urbains est passé de 3,5 à plus de 12 millions, fortement concentrés dans les régions de Sao Paulo, Rio et Belo Horizonte. La production automobile annuelle est passée de 174 000 à 1 126 000 véhicules. La population universitaire a été multipliée par quinze. Parallèlement, a surgi une masse de 7 millions de prolétaires agricoles sans terres, les *boias frias* (1), reflétant la pénétration du capitalisme dans les campagnes. Les déséquilibres régionaux se sont encore aggravés au détriment du Nordeste (2). Cette région de 35 millions d'habitants, qui produisait il y a deux siècles la majeure part des richesses et des exportations du pays, ne fournit plus à présent que 5 % des produits industriels brésiliens. L'Etat de Pernambuco produisait encore il y a trente ans 32 % du sucre du pays, contre 28 % à l'Etat de Sao Paulo ; les pourcentages sont passés aujourd'hui respectivement à

15 % et 50 %. Pendant ce temps, les métropoles industrielles, flanquées de leurs *favelas* (3) misérables, ont connu un essor vertigineux : de 1950 à 1975, Sao Paulo est passée de 2,4 à 9,9 millions d'habitants, Rio de 2,8 à 8,3 millions, et l'escalade continue.

3. — Ce développement économique rapide est marqué par une profonde dépendance envers l'impérialisme, qu'illustre bien l'énorme dette de 52 milliards de dollars en 1979, supérieure — à elle seule — à l'endettement total des pays du COMECON (4). Grâce aux super-profits garantis par la dictature, le Brésil est devenu un paradis pour les investisseurs étrangers. Ainsi, les multinationales impérialistes contrôlaient, en 1977, 100 % de la production automobile et 90 % de la production pharmaceutique. En 1979, les investissements étrangers provenant d'Allemagne fédérale (15 %), du Japon (10 %), et de France (4,2 %), supplantent, avec un total de 29 %, les investissements américains (28 %), confirmant la tendance à la diversification des liens économiques internationaux.

4. — Cette industrialisation accélérée n'est pas le fait d'une bourgeoisie nationale forte et énergique, mais le résultat combiné de l'initiative de l'Etat et de l'apport de capitaux étrangers. L'Etat populiste (5) avait assuré une première phase d'industrialisation dans le secteur des biens de consommation. Après l'épuisement de ce cycle d'accumulation et la crise du pacte populiste, la dictature militaire prenait la relève en 1964 en faisant jouer à l'appareil étatique et militaire le rôle qu'une bour-

geoisie rachitique était incapable de remplir par elle-même. Pendant le boom de 1967 à 1973, 60 % des investissements ont été pris en charge par l'Etat. Le nombre et la part des entreprises publiques se sont accrus sans cesse. Le secteur public emploie 30 % de la main-d'œuvre et le capital d'Etat contrôle 46 % des investissements, contre 15 % seulement pour le capital privé national.

II — La radicalisation ouvrière

5. — Le développement récent du Brésil vérifie à quel point l'essor du capitalisme engendre ses propres fossoyeurs. La décennie écoulée a vu se former une classe ouvrière nombreuse, jeune et extraordinairement concentrée dans les grandes métropoles. Ce mouvement ouvrier renaissant a fait irruption depuis trois ans sur la scène politique, à travers des grèves de plus en plus fréquentes et massives. En 1979, toutes les grandes villes industrielles ont été touchées par des grèves ouvrières de masse : Sao Paulo et sa grande banlieue de l'ABC (6), Belo Horizonte (où les travailleurs de la construction ont tenu la rue plusieurs jours), Rio, Porto Alegre. En l'absence de statistiques officielles fiables, on peut estimer à 4 ou 5 millions au minimum le nombre d'ouvriers impliqués dans ces actions revendicatives : soit plus que dans les derniers mois du régime Goulart (7), et plus que jamais dans toute l'histoire du Brésil. Les 41 jours de grève des 240 000 métallos de l'ABC, en avril et mai 1980, marquent le point

(1) *Boias frias* : littéralement les « gamelles froides », il s'agit des travailleurs journaliers qui se louent à la journée, tantôt sur un domaine, tantôt sur un autre.

(2) *Nordeste* : la région Nord-Est du Brésil, qui regroupe notamment les Etats de Pernambuco, Ceara, Paraíba, Alagoas et Maranhao.

(3) *Favelas* : bidonvilles regroupant jusqu'à plusieurs centaines de milliers de personnes.

(4) COMECON : Conseil d'assistance économique mutuel entre l'URSS et les pays de l'Est, le Vietnam et Cuba.

(5) Etat populiste : régime né au début des années 1930 et marqué par la présidence de Getulio Vargas, et qui fut marqué par un développement économique et une collaboration institutionnalisée entre la bour-

geoisie paternaliste et la classe ouvrière. La loi syndicale de 1943, d'inspiration mussolinienne, est l'image même de cette collaboration. Victime d'une campagne de la droite, Getulio Vargas s'est suicidé en 1954 en laissant une lettre-réquisitoire contre la corruption. Le PTB, Parti travailliste du Brésil est l'héritier de cette tradition.

(6) ABC : la zone industrielle de Santo André, Sao Bernardo et Sao Caetano dans la banlieue de Sao Paulo.

(7) Régime Goulart : Joao Goulart « Jango », ancien collaborateur de Getulio Vargas, fut le président de la République renversé par le coup d'Etat militaire de 1964. Son court mandat fut marqué par des réformes, notamment des nationalisations et de mesures de réforme agraire.



culminant de cette vague de luttes. La reprise du travail des métallurgistes sans satisfaction des principales revendications, la mise en tutelle de leur syndicat, la répression massive contre les travailleurs les plus combattifs, montrent que tout nouveau pas en avant implique une épreuve de forces politique avec le régime et le patronat. C'est pourquoi le deuxième semestre de 1980 marque une pause et un recul relatif de la mobilisation ouvrière par rapport aux deux années précédentes.

6. — Les principaux objectifs de lutte au cours des cinq dernières années ont été l'augmentation des salaires (ou le paiement des salaires en retard), et, dans une moindre mesure, la réintégration de syndicalistes ou de travailleurs sanctionnés. Les actions les plus dures furent celles des travailleurs de la métallurgie, avec d'importants mouvements dans la construction civile, les transports, les banques. L'Etat de Sao Paulo a vu se développer, à lui seul, la moitié des actions revendicatives de l'ensemble du pays ; ce qui indique à quel point les effets du développement inégal se reproduisent au sein même de la classe ouvrière.

7. — Cette radicalisation ne s'est pas limitée à la classe ouvrière industrielle. Elle a massivement mobilisé certains secteurs d'enseignants et d'employés. A travers la participation aux associations de quartier, au mouvement contre la cherté de la vie, au mouvement féministe naissant,

elle a touché les femmes. Il y a eu en 1980 d'importantes luttes étudiantes contre les réformes universitaires. Enfin, se sont manifestés les premiers embryons d'un mouvement noir contre la discrimination raciale, qui reste une réalité omniprésente, malgré les prétentions de la société brésilienne à une intégration réussie.

8. — Bien que différenciée selon les régions, la situation à la campagne combine — dans un pays où la population rurale est encore de 55 millions — la tradition de l'oligarchie foncière et la pénétration brutale du capitalisme le plus concentré. Il y a encore un grand nombre d'immenses domaines sur lesquels règne la terreur des milices privées, réduisant le salarié agricole à une dépendance proche d'un semi-esclavage. Et il y a déjà le rachat par de grandes compagnies multinationales de terres immenses, et l'expulsion de milliers de petits propriétaires en Amazonie et dans le Mato Grosso. Le bouleversement agraire en cours, qui vise à faire du Brésil un grand exportateur de produits agricoles (soja), et à trouver des produits énergétiques susceptibles de réduire la part des importations pétrolières (Plan alcool) (8), bloque le développement d'une petite et d'une moyenne bourgeoisie agraire. Le IIe Plan de développement pour 1980-1983 reconnaît la réalité d'un « *processus massif de prolétarianisation du travailleur rural* ». Ce passage direct de la domination de

l'oligarchie à celle du grand capital se solde déjà dans certaines régions, et en particulier le Nordeste, par une monoculture quasi abolue de la canne et une aggravation des déficits nutritionnels, avec des phénomènes de déficiences biologiques et cérébrales dans la population, de baisse de la fécondité des femmes, de mortalité infantile record. Les premiers signes importants d'une résistance paysanne naissante se sont manifestés en 1980 avec des manifestations de masse des petits propriétaires producteurs de soja au Sud contre les taxes du gouvernement à l'exportation, et surtout avec la grève, en septembre, de 240 000 ou-

(8) Le Plan alcool s'efforce de remplacer progressivement l'essence, dont l'importation constitue un fardeau, par un carburant à base d'alcool. Les premières voitures à alcool ont été mises en vente en août 1980. Le litre de carburant alcool étant pour l'instant beaucoup moins cher, les ventes d'automobiles ont connu un boom spectaculaire. Le but du plan est de remplacer la moitié du carburant consommé par du carburant alcool d'ici 1985. Le Brésil a également pris contact avec d'autres pays non-producteurs de pétrole (notamment le Japon) pour envisager les possibilités d'exportation de cette technologie et d'exportation d'alcool. Cette perspective entraîne une profonde mutation à la campagne au profit d'une culture extensive de canne à sucre sur la base d'une augmentation annuelle de la production de 10 % d'ici 1985.

vriers agricoles du Pernambouc, paralyant la production de 35 usines de sucre et d'alcool de la région, en revendiquant notamment 98 % d'augmentation salariale, le paiement en argent et non en nature, la jouissance d'un lopin de 2 ha leur permettant de maintenir une culture de subsistance domestique. Cette radicalisation s'est également traduite par une participation croissante des paysans aux réunions des oppositions syndicales et à la construction du Parti des travailleurs (PT).

9. — L'extraordinaire explosivité du mouvement ouvrier au cours des dernières années révèle sa force potentielle, mais aussi sa faiblesse : elle est le corollaire de l'absence d'organisations ouvrières de masse indépendantes de l'Etat et de mécanismes légaux de concertation sociale. Les syndicats officiels sont toujours régis par une loi de 1943, directement inspirée de la Charte mussolinienne du travail, qui les subordonne directement au ministère du Travail (9). Si les dirigeants syndicaux sont élus, le ministère a le pouvoir de les destituer, de saisir les locaux, de nommer des *interventores* (10) à la place des dirigeants élus. C'est ce qu'il fit notamment en 1979 dans le syndicat des banques de Porto Alegre, et surtout en destituant et emprisonnant, en avril 1980, les représentants syndicaux élus des métallurgistes de l'ABC. La poussée de la classe ouvrière est telle cependant qu'elle s'exprime y compris à travers ces structures corporatives (11), par l'élection de directions classistes à la tête de certains syndicats et par l'apparition de dirigeants syndicaux combattifs dits « authentiques », par opposition avec les *pelegos* (12), bureaucrates serviles à la solde du régime et du patronat. L'autre faiblesse notoire du mouvement ouvrier réside dans son manque d'enracinement à la base dans les entreprises : malgré leur force et leur impétuosité, les luttes des dernières années n'ont pas donné naissance sur les lieux de travail à des structures pré-syndicales comparables à ce que furent les Commissions ouvrières, par exemple, dans les dernières années du franquisme. Jusqu'à présent, une répression impitoyable et le licenciement massif des dirigeants ouvriers apparus dans les luttes, s'oppose à l'émergence d'un tel phénomène. Mais il faut aussi reconnaître que la faible structuration organique du mouvement de masse et le caractère extrêmement personnalisé de ses directions, expriment une faiblesse subjective : le poids encore vivace du populisme et du paternalisme au sein de la classe ouvrière, le manque de tradition d'un mouvement ouvrier indépendant, l'inexistence historique de partis ouvriers

de masse indépendants de la bourgeoisie.

10. — L'écart entre une magnifique combativité et un niveau de conscience et d'organisation encore limités demeure la contradiction majeure que doit surmonter le mouvement ouvrier brésilien pour pouvoir affronter victorieusement la dictature et défendre efficacement les intérêts des travailleurs des villes et des campagnes dans les prochaines confrontations.

III — Les contradictions de la bourgeoisie.

11. — La bourgeoisie brésilienne va devoir affronter maintenant les contradictions économiques et sociales accumulées pendant un quart de siècle de croissance accélérée. La dette extérieure atteindra en 1980 les 60 milliards de dollars, pendant que les réserves tomberont de 9 à 6 milliards de dollars. L'inflation battra largement le record des 94 % atteints sous le régime Goulart, pour dépasser largement des 100 % et peut-être les 110 %. Les statistiques officielles prétendent qu'il faudrait un taux de croissance annuel de 7 % au moins pour absorber l'accroissement de 3 % de la force de travail. Or la croissance n'atteindra, dans le meilleur des cas, que 6 % en 1980 et pourrait être inférieure à 5 % en 1981. Difficile à chiffrer avec exactitude à l'échelle du pays tout entier, le chômage touche d'ores et déjà 8 % de la population active dans les grandes villes. Du fait de sa profonde intégration à l'économie impérialiste mondiale, le Brésil subira directement l'onde de choc de la crise. La bourgeoisie devra procéder à une reconversion des structures industrielles d'autant plus explosive et risquée qu'elle ne dispose pas encore des amortisseurs politiques né-

cessaires et que les lenteurs de l'ouverture démocratique promise peuvent être source d'explosions sociales brutales. D'autant plus que l'écrasement par la dictature militaire des institutions populistes a brisé les mécanismes traditionnels d'intégration des opprimés et des exploités au prétendu consensus national.

12. — En 1974, aux premiers signes d'épuisement du « miracle », la montée du mécontentement s'est d'abord exprimée par une polarisation électorale autour du PMDB (Parti du Mouvement démocratique brésilien), parti d'opposition toléré par la dictature dans le cadre du système bipartite qu'elle avait elle-même mis en place (13). Mais cette dictature n'a jamais renoncé à un processus d'institutionnalisation visant à reconstituer les mécanismes d'intégration et à restaurer la légitimité du régime. C'est à quoi s'emploie depuis deux ans le gouvernement du général Figueiredo. Jusqu'à présent, cette « ouverture lente, graduelle et sûre », ne s'est pas traduite par grand chose de concret, excepté la loi d'amnistie, une plus grande tolérance en matière de presse, et la loi sur la réforme des partis qui impose des conditions particulièrement tortueuses pour qu'un parti politique puisse accéder à l'existence légale.

13. — En revanche, les 41 jours de grève des métallurgistes de l'ABC ont suffi pour arracher le masque de la libéralisation dont la dictature entendait se parer. L'occupation des locaux syndicaux, l'emprisonnement des dirigeants régulièrement élus, les interventions policières brutales, marquent clairement les contradictions et les limites d'une ouverture qui n'a rien d'irréversible. Depuis, le gouvernement a fait ajourner jusqu'en 1982 les élections municipales initialement prévues pour l'année 1980. Il a fait

(9) La Charte du travail mussolinienne est une loi syndicale qui lie directement les syndicats au ministère du Travail. Le ministère perçoit une cotisation syndicale obligatoire prélevée à la source sur les salaires. Le syndicat gère ce fonds, principalement sous forme d'aides sociales ou d'assistance médicale. Ses directions sont élues par les travailleurs, mais susceptibles d'être suspendues et remplacées par décision du ministère du Travail.

(10) *Interventores* : ce sont les responsables directement désignés par le ministère du Travail pour remplacer une direction syndicale suspendue. Ainsi, depuis la grève des métallurgistes de l'ABC en avril 1980, leur direction syndicale est suspendue et leur syndicat est sous intervention. Les *interventores* sont par définition à la dévotion du régime.

(11) Structures syndicales corporatives : syndicats organisés par profession, verticalement, et directement placés sous la tutelle du mi-

nistère du Travail. Les regroupements interprofessionnels par ville ou à l'échelle nationale sont théoriquement interdits.

(12) *Pelegos* : littéralement des « tapis de selle » que l'on met entre l'échine du cheval et la selle. L'expression désigne les bureaucrates syndicaux jaunes directement liés à l'appareil d'Etat.

(13) PMDB : Parti du Mouvement démocratique brésilien. Le Mouvement démocratique brésilien était le parti d'opposition officiel dans le système bipartite truqué mis en place par la dictature militaire en 1964. En l'absence d'autres canaux d'expression, toutes les forces de contestation du régime s'y sont engouffrées, aboutissant en 1974 et en 1978 à des succès électoraux importants de ce Mouvement. Transformé en parti, il regroupe aujourd'hui des secteurs significatifs de la bourgeoisie d'opposition, mais aussi le PC brésilien et le MR-8, organisation d'origine guérillériste.

adopter une loi ouvertement xénophobe contre les résidents étrangers. Il a fait suspendre des parlementaires d'opposition, alors que certains dirigeants du PDS (14), la fraction parlementaire majoritaire, réclament le rétablissement de l'immunité parlementaire. Enfin, et surtout, l'essentiel des corps répressifs de la dictature, à commencer par la police et la hiérarchie militaire, demeurent en contacts et prêts à fonctionner à nouveau. Ils ont été mis en cause à propos de la campagne de terrorisme qui s'est déchaînée ces derniers mois contre les personnalités, les militants et la presse d'opposition. Il ne s'agit pas cependant d'un pur et simple retour en arrière, d'une « fermeture » succédant à l'ouverture, mais d'une volonté de contrôler plus étroitement le processus et d'exercer une pression directe sur les organisations classistes susceptibles de donner une autre dimension et un autre contenu à l'opposition. En effet, l'échéance de 1982 a été confirmée pour la tenue des élections municipales, des élections générales, et des élections directes des gouverneurs dont le principe a été adopté. Enfin, les principaux dirigeants de la grève des métallurgistes sont poursuivis en justice et menacés de peines de prison supérieures à 12 ans au nom de la Loi de sécurité nationale (15). La procédure traîne en longueur, le gouvernement ne paraissant pas savoir comment sortir du dilemme : condamner au risque d'une explosion, ou renoncer, au risque de créer un précédent à l'avantage des travailleurs. Mais le danger est grand de voir le procès aboutir à une suspension des droits politiques (et électoraux) pour les principaux dirigeants du PT, dont Lula.

14. — Si la bourgeoisie a autant de difficultés pour mener à bien le processus d'ouverture contrôlée qu'elle a engagé, c'est notamment parce qu'elle est elle-même profondément divisée. Elle ne dispose pas d'instruments politiques adéquats à cette entreprise. Le parti majoritaire à l'Assemblée, le PDS, directement sorti du fourreau de la dictature et entaché de son discrédit, ne lui permet pas de s'unifier politiquement et de surmonter le clientélisme, les particularismes régionaux, voire le gangstérisme pur et simple, qui marquent toute son histoire politique. A cette faiblesse fondamentale s'ajoutent les divergences d'intérêts au sein même de la classe dominante, du patronat et de l'armée, entre des secteurs dont les privilèges sont directement liés au poids spécifique de l'Etat et des secteurs plus intimement associés au capital multinational.

15. — L'Eglise elle-même n'assure plus complètement la cohésion

idéologique de la nation sous le sceau de la collaboration de classe. Les 80 000 communautés de base qui représentent, après l'effondrement du populisme, le seul encadrement de masse de la population pauvre, loin de constituer une garantie fiable pour la dictature, reflète la radicalisation. Elle atteint largement les prêtres qui vivent dans leur grande majorité au contact direct de la misère et des exploités, et se reflète y compris au sein de la hiérarchie ecclésiastique. Le voyage du Pape en juin 1980 a confirmé le poids considérable de l'Eglise dans la société brésilienne. Il a su garder ses distances envers la dictature et se faire l'écho des principales revendications sociales, tout en prêchant la réconciliation nationale et en consolidant l'unité de l'Eglise menacée par la polarisation politique. L'unité de l'institution religieuse est en effet très importante pour l'avenir politique du pays. Si le petit clergé peut subir directement la pression des couches sociales les plus opprimées, la hiérarchie ecclésiastique défendra en dernière instance une politique active de collaboration de classe et peut représenter un ultime recours pour la défense de la paix sociale.

16. — Si la bourgeoisie semble garder l'initiative sur le terrain politique, malgré ses faiblesses et ses divisions, ce n'est donc pas en fonction de sa vigueur et de ses ressources propres, mais bien plutôt en fonction des limites du mouvement ouvrier organisé. C'est d'ailleurs pourquoi l'apparition et l'essor du Parti des travailleurs (PT), venu perturber inopinément le scénario d'un système quadripartite imaginé par les généraux réformateurs, constitue un élément et un enjeu de premier ordre dans le développement de la crise brésilienne.

IV — Le Parti des travailleurs

17. — La classe ouvrière brésilienne n'a jamais été massivement organisée de façon indépendante par

rapport à la bourgeoisie. Les quinze années de dictature ont encore creusé ce vide : alors que le PTB, le parti populiste traditionnel (16) s'étiolait dans l'opposition et l'exil, alors que le PC se discréditait et que les organisations armées s'isolaient, un nouveau prolétariat urbain cherchait ses propres formes d'expression politique. L'idée d'un parti ouvrier indépendant, d'un parti des travailleurs, est née au cours de l'année 1978, à l'initiative de dirigeants syndicaux combattifs pour qui les limites légales du syndicat officiel devenaient une entrave insupportable aux nécessités de l'action. La *Charte des principes*, document de référence pour la constitution du PT, le définit comme un parti « *seulement des travailleurs* », dont la « *lutte pour l'autonomie et l'indépendance syndicales effectives, revendication fondamentale des travailleurs, est partie intégrante de la lutte pour l'indépendance politique*. » Elle affirme que le PT « *cherche à s'emparer du pouvoir politique et à implanter un gouvernement des travailleurs fondé sur les organes de représentation créés par les masses travailleuses elles-mêmes en vue d'une démocratie directe* ». Il s'agirait donc d'un parti des travailleurs, d'un « *parti sans patrons* », pour « *en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme* ». Enfin, « *le PT se construira en respectant le droit des minorités d'exprimer leur point de vue. Il respectera le droit de fraction et de tendance* ».

18. — Mais c'est seulement au cours de l'année 1980 que le PT a véritablement pris son essor. Plusieurs générations de militants syndicaux combattifs de la ville et des campagnes s'y retrouvent coude à coude avec des courants chrétiens et des organisations révolutionnaires d'extrême gauche. Au fur et à mesure de sa croissance, sa force d'attraction se confirme. Lors de sa Rencontre nationale du 29 mai, le PT annonçait déjà 26 000 adhérents dans 22 Etats. En octobre, il en comptait déjà près

(14) Parti démocrate social : c'est le parti de la dictature et des militaires qui a succédé à l'ARENA (Alliance pour la rénovation nationale) constituée après le coup d'Etat de 1964. Il dispose d'une majorité absolue à l'Assemblée et au Sénat. Pour assurer la pérennité de cette majorité, le régime a mis en place des « *sénateurs bioniques* », c'est-à-dire des sénateurs directement désignés et non pas élus.

(15) Loi de sécurité nationale : loi anti-grève qui permet de poursuivre arbitrairement les travailleurs pour simple délit d'opinion ou incitation à la grève.

(16) Parti populiste traditionnel : le PTB, Parti travailliste brésilien, était l'héritier de Getulio Vargas, et le parti du président Goulart

renversé en 1964. Sous la dictature, ce parti a été laminé tout en gardant quelques positions influentes, notamment dans le Rio Grande do Sul, fief de Leonel Brizola. Dans le processus de légalisation du parti, la fille de Getulio Vargas, Ivete, secondée par l'ancien président Janio Quadros, a réussi à s'approprier le sigle du parti, avec la bénédiction complaisante des fonctionnaires de la dictature, au détriment de Brizola. Brizola a été réduit à fonder son propre parti : le Parti démocratique du travail, PDT. Les deux partis, qui comptent chacun quelques élus, seront probablement légalisés, mais, très affaiblis et inégalement représentés, ils devraient venir sur la scène politique assez loin derrière le PDS, le PMDB, le PT et le PP (voir note 17).

de 70 000 et pouvait déposer devant le tribunal électoral un dossier remplissant les conditions requises pour la légalisation du parti. Si cette légalisation est enregistrée, en dépit des tracasseries administratives du régime, le PT deviendra le premier et peut-être le seul parti ouvrier à accéder à une existence légale. D'ores et déjà, il apparaît comme le troisième parti de la vie politique brésilienne, après le PDS directement soutenu à bout de bras par la dictature et le parti bourgeois d'opposition, le PMDB, dans les rangs duquel se trouve le Parti communiste.

19. — Dans le document de référence adopté lors de la Rencontre nationale de mai, le PT se définit toujours comme un parti des travailleurs, construit à partir de leurs luttes, un parti qui affronte la dictature et lutte « pour une alternative de gouvernement des travailleurs et des opprimés ». En revanche, la formule populaire d'un « parti sans patrons » disparaît, ainsi que le mot d'ordre d'Assemblée constituante. Même si elle est regrettable, la disparition de tel ou tel mot d'ordre ne constitue pas en soi un signe de capitulation ou de dégénérescence du parti. Doter la classe ouvrière d'un parti de masse indépendant du patronat et de l'appareil d'Etat, constitue aujourd'hui la tâche principale qui se pose aux révolutionnaires brésiliens. Il s'agit de faire un premier pas concret en avant sur la voie de l'indépendance politique de classe. Le PT naît du bouillonnement de la jeune classe ouvrière, avec les tâtonnements inévitables de l'inexpérience. Il n'a pas encore en son sein d'intérêts matériels cristallisés, de bureaucratie attachée à ses privilèges ou subordonnée à un appareil d'Etat international. La seule force susceptible de fournir à court terme un appareil et une orientation pour une politique de collaboration de classe au sein du PT serait l'Eglise. Mais seules de grandes épreuves et de grands événements pourraient apporter la preuve d'une dégénérescence irréversible d'un tel parti et de son passage sur des positions réformistes consolidées.

20. — Le PT doit être conçu comme un parti de classe et de masse, non comme un parti de cadres étriqué ni comme une grande machine électorale sans contours définis. Il n'est ni un tremplin pour les ambitions électorales, ni sigle-refuge pour une mosaïque de groupes, il doit être construit comme un parti militant, fondé sur un réseau de noyaux de base et non sur la structure formelle des comités électoraux. Il doit être un parti d'unité et d'indépendance de la classe travailleuse, un parti de classe et de masse, car il n'y a aucune contradiction entre les deux termes.

21. — Parti de classe, le PT doit être l'instrument de la défense intrinsèque des travailleurs sur tous les terrains. La possibilité existe de voir l'indépendance de classe du PT niée aussitôt qu'affirmée, par le biais d'une politique d'alliance avec la bourgeoisie d'opposition. Si elle ne peut empêcher la légalisation du PT, la bourgeoisie ne ménagera pas ses efforts pour faire pression sur les dirigeants du PT, afin de marginaliser en son sein les courants révolutionnaires et tenter de récupérer le parti dans les mécanismes institutionnels. Déjà, certaines personnalités en vue du PMDB ont lancé l'idée d'une opposition unifiée. Rien n'interdit d'engager avec des forces bourgeoises d'opposition des actions concrètes visant à lutter contre le terrorisme de la droite, à arracher des libertés démocratiques, à imposer une Constituante souveraine. En revanche, négocier avec le PMDB ou le PDT de Brizola un programme minimum et un front électoral permanent, ce serait faire entrer par la fenêtre les patrons que l'on a prétendu chasser par la porte, et aliéner sans coup férir l'indépendance des travailleurs si vigoureusement proclamée.

22. — Le PT doit être le plus actif et le plus combatif des partis sur le front des libertés démocratiques. Mais les révolutionnaires doivent établir clairement en son sein que cette lutte résolue ne s'inscrit pas dans la perspective illusoire de « démocratisation graduelle » de l'Etat dictatorial, mais dans la perspective de son démantèlement.

23. — Dans tous ses textes de référence, le PT s'est prononcé pour une Centrale unique des travailleurs, pour un syndicat indépendant de l'appareil d'Etat. Il ne s'agit bien évidemment pas de proclamer dès à présent des syndicats libres et une centrale, en dehors et en marge du mouvement réel de mobilisation et d'organisation de la classe ouvrière. Il s'agit d'orienter dans la perspective de la Centrale unique un processus combiné de construction qui peut embrasser aussi bien les syndicats officiels arrachés à la bureaucratie par des listes classistes, les regroupements d'opposition, que les embryons de commissions ou de comités syndicaux qui peuvent surgir dans les entreprises au cours des luttes. L'ensemble de ces composantes doivent être partie prenante, dans le cadre d'une montée généralisée du mouvement de masse, d'un congrès constitutif de la Centrale unique. A partir du courant « Unité syndicale », le courant animé par la bureaucratie modernisée et le PC, ces derniers tentent de poser les jalons d'une confédération syndicale fondée sur les syndicats dépendants, avec le consentement de la dictature. Une

Centrale unique, indépendante des patrons et de l'Etat, ne pourrait au contraire se glisser dans la camisole de force du syndicalisme vertical. Le regroupement des syndicalistes combattifs dans un courant syndical d'opposition, n'implique pas d'abandonner toute participation à « Unité syndicale » ou au Congrès national de la classe travailleuse (CONCLAT) envisagé pour l'année 1981. Il permet au contraire d'avancer pour ces initiatives des propositions concrètes et d'exiger leur préparation démocratique. Animé par des syndicalistes combattifs, le PT n'est pas pour autant un parti ouvrier de masse basé sur les syndicats. Il y a en fait un décalage entre la construction nationale du PT comme parti de masse, et la dispersion et l'hétérogénéité des oppositions syndicales. En adoptant une orientation fondamentale pour le mouvement syndical, le PT peut donc contribuer à combler cette faiblesse cruciale du mouvement ouvrier et devenir lui-même un levier pour le développement et l'unification d'une opposition classiste dans les syndicats. Le minimum serait que tous les courants et militants qui se retrouvent sous le drapeau du PT se retrouvent aussi ensemble dans les syndicats pour impulser des listes classistes indépendantes face aux listes de la bureaucratie aux ordres lors des élections syndicales. Les dernières élections syndicales montrent en effet, malgré le caractère inégal du mouvement et la fréquente division des oppositions, que les possibilités de conquête de structures syndicales sont loin d'être épuisées.

24. — Les militants révolutionnaires sont des constructeurs loyaux du PT. La condition de la loyauté de tous dans les rangs du PT, c'est que le PT respecte en retour les droits des minorités, qu'il sache tenir compte de la diversité et de l'inégalité des expériences dans un pays aussi varié que le Brésil. Pour que les courants et les groupes politiques qui participent à la construction du PT puissent le faire en toute clarté, sans chercher à imposer artificiellement l'intégralité de leurs positions ou à se constituer en fractions occultes, ils doivent pouvoir continuer à exister comme organisations séparées et à défendre au grand jour la totalité de leur programme. Inversement, considérer le PT comme un simple front de forces politiques déjà organisées ne pourrait aboutir qu'à le diviser et à le paralyser. C'est pourquoi les militants adhèrent individuellement au PT et développent l'intervention du PT en tant que militants de ses noyaux de base. Construire le PT comme instrument d'unification de la classe ouvrière ne signifie pas, pour les marxistes révolutionnaires, s'y dissoudre,



Volkswagen — Brésil, un des bastions ouvriers de l'ABC.

mais être ses meilleurs et ses plus actifs militants en même temps et parce qu'ils défendent l'intégralité de leur propre programme : car la construction d'un parti ouvrier de masse fait pleinement partie de ce programme.

25. — Le destin du PT dépendra, dans la période qui s'ouvre, aussi bien du cours concret de la lutte des classes que de l'intervention consciente d'une avant-garde marxiste révolutionnaire capable de tirer les leçons de l'expérience brésilienne à la lumière des acquis programmatiques qui sont la synthèse la plus avancée des luttes du prolétariat mondial. Les militants révolutionnaires les plus conscients doivent donc prendre toute leur place dans le PT, pour le construire et non pour y faire de l'entrisme comme dans un parti réformiste, pour contribuer à la formation de son programme au feu de la pratique et non pour lui faire ingurgiter de force un programme préfabriqué. Même s'il arrivait que des positions erronées l'emportent au sein du PT, cela pourrait signifier la nécessité d'une bataille politique ouverte en son sein, y compris sous une forme de tendance organisée, mais non la nécessité automatique d'une rupture, aussi longtemps que des tests décisifs n'auront pas eu lieu dans l'action.

V — Les tâches de l'heure

26. — Plusieurs possibilités res-

tent ouvertes devant la bourgeoisie brésilienne pour tenter d'échapper à l'étau de la crise. Mais il n'y a que des portes étroites. L'actuel gouvernement prétend ne mener qu'une politique d'austérité sélective. La nouvelle loi salariale refuse d'assurer le rattrapage des salaires supérieurs à 15 salaires minimum (environ 500 FF mensuels). Mais toute mesure de ce type aura des effets en chaîne et ne pourra qu'aggraver au bout du compte les conditions de vie déjà désastreuses de la grande masse des exploités. Le régime mène une campagne publicitaire en vantant les richesses naturelles du pays, ses capacités et ressources presque illimitées en ce qui concerne le bois, le sucre, l'énergie hydraulique, les mines de fer et même l'or (en 1985 la production atteindrait 250 tonnes par an au lieu de 40 aujourd'hui). Mais tous ces projets réclameraient une masse colossale d'investissements. Or, sur les 20 milliards de dollars de recette à l'exportation, le service de la dette en absorbe déjà près de 13 milliards (7 d'amortissement et 5 pour les intérêts). Les prévisions et enquêtes démographiques annoncent un avenir des plus sombres pour une population de 200 millions en l'an 2000, contre 120 millions aujourd'hui, avec un accroissement dramatique des disparités régionales. Dans l'hypothèse — très optimiste au vu de la situation mondiale — d'une croissance annuelle de 7% en moyenne, 14% de la population du Sud industrialisé et 55% de

la population du Nord agricole se trouveraient alors en état de sous-nutrition. Dans l'hypothèse basse d'un taux de croissance annuel de 4%, ce sont 75% de la population au Nord et 39% au Sud qui connaîtraient des problèmes de subsistance élémentaire. Or, de 1972 à 1978, la consommation annuelle par tête d'habitant est tombée de 78 à 63 kilos pour le riz, de 27 à 21 kilos pour les haricots, de 298 à 220 kilos pour le manioc.

27. — Dans ces conditions, les gouvernants brésiliens doutent de leur capacité à atteindre les objectifs politiques et économiques annoncés à grand fracas : les élections de 1982 et les 40 milliards de dollars d'exportations pour 1985. Un nouveau durcissement du régime, avec proclamation de l'état d'exception et adoption d'une politique récessionniste féroce, n'est donc pas exclu. Mais il poserait à la bourgeoisie des problèmes d'une tout autre ampleur qu'en 1964 ou en 1969. Une répression sélective ne suffirait pas à bâillonner une classe ouvrière qui s'est engagée sur la voie des luttes de masse. Une répression qualitativement supérieure dans ses dimensions serait nécessaire. D'autre part, les mesures récessionnistes n'affecteraient pas que les seuls secteurs archaïques des petites entreprises, mais toucheraient inévitablement des secteurs-clefs du capital brésilien et les entreprises d'Etat elles-mêmes.

28. — L'autre hypothèse, avan-

cée dans certains milieux politiques, est celle d'un gouvernement d'Union nationale qui échangerait une austérité négociée contre la consolidation d'un régime parlementaire. Le Parti populaire, parti d'opposition soutenu par le grand patronat (17) pourrait devenir l'axe d'une telle solution, en alliance avec le PMDB et avec le consentement actif du PC lui-même. La perspective d'une révision de la Constitution ou d'une « *Constituante avec Figueiredo* (18) » avant les élections de 1982, peuvent participer d'un tel projet.

29. — Mais les difficultés d'une telle politique sont multiples. Elles tiennent d'abord à l'extrême misère des travailleurs brésiliens, trop intolérable pour que des concessions politiques formelles puissent avoir une vertu d'apaisement. En Espagne, les pactes d'austérité sont venus après l'institutionnalisation. Au Brésil la misère préexiste et elle est terrible. Elles tiennent ensuite à l'absence d'un mouvement ouvrier organisé susceptible de négocier et de se charger lui-même de contrôler les explosions. Elles tiennent enfin à la division politique et au manque de tradition de la classe dominante elle-même. La tentative de mise en œuvre d'un tel projet n'est cependant pas exclue. Elle supposerait la restauration au moins partielle des libertés syndicales et des mécanismes d'intégration dans l'entreprise. Avec des coûts salariaux qui ne représentent que 5 % des coûts de production, les multinationales auraient les moyens d'une politique salariale pesant sur les divisions de la classe ouvrière. Après la Scania, la Volkswagen a fait la proposition d'un comité d'usine élu, avec une moitié de représentants syndiqués et une moitié de représentants non syndiqués (et droit de veto de la direction sur les élus). Ces propositions peuvent trouver l'appui des courants de la bureaucratie jaune « modernisée » et du PC regroupés dans le courant « Unité syndicale ». Enfin, malgré l'endettement du Brésil, plutôt que de risquer de tout perdre politiquement et économiquement dans un énorme *krach* brésilien, les banques internationales peuvent apporter leur concours politique.

30. — Une telle tentative impliquerait une restructuration profonde de l'économie brésilienne, le développement du secteur des biens de production et l'élargissement du marché intérieur. Elle impliquerait également une diversification des liens économiques internationaux. Le Brésil a déjà amorcé un redéploiement en direction du Moyen-Orient, de l'Afrique et des pays de l'Est (notamment la Pologne). Parallèlement, Figueiredo et Videla se sont engagés sur la voie d'une coopération nucléaire et hy-

dro-électrique poussée, et le Brésil a passé des accords nucléaires avec le Chili de Pinochet. En revanche, le projet d'un Traité militaire sud-atlantique avec l'Afrique du Sud, prôné par l'Argentine, est resté au point mort, le Brésil ne voulant pas compromettre ses positions sur le continent africain. Mais tous ces efforts restent menacés par la récession et la nouvelle contraction des échanges internationaux qui risque d'en résulter.

31. — Au sein du mouvement ouvrier brésilien, le Parti communiste, bien que réduit à des dimensions très modestes, reste le défenseur le plus conséquent d'une stratégie de révolution par étapes et d'alliance avec la bourgeoisie libérale en vue de la première étape de démocratisation et d'indépendance nationale dans le cadre d'un Etat bourgeois. Cette ligne a déjà connu plusieurs échecs historiques retentissants, dont le dernier — dramatique — en 1964. La bourgeoisie brésilienne n'est pas aujourd'hui si faible et elle est inextricablement liée à l'armée. Toute alliance avec une fraction significative de la bourgeoisie implique la subordination ouverte des intérêts des exploités à ceux des exploités. Quant au thème de l'indépendance nationale, il rencontre un écho légitime dans un pays mis en coupe réglée par l'impérialisme. Mais les liens entre l'impérialisme et le capital brésilien sont si étroits qu'il n'y a pas d'indépendance concevable sans révolution sociale. La ligne du PC se concrétise à l'heure actuelle par sa présence dans le grand parti bourgeois d'opposition qu'est le PMDB, en compagnie de l'ancienne organisation de guérilla MR-8 ; elle se concrétise également par l'alliance avec une fraction de la bureaucratie syndicale contre les oppositions classistes (le MR-8 pratiquant avec zèle les méthodes du gangstérisme syndical) et par l'acceptation du projet de « *Constituante avec Figueiredo* ». L'apparition du PT comme parti de classe et de masse, défendant au grand jour les intérêts des travailleurs, alors que le PC s'incruste dans le PMDB, a dé-

jà posé des problèmes aigus au parti stalinien, qui a déjà connu une scission entre une aile modérée majoritaire et son vieux leader historique Luis Carlos Prestes (19) désireux d'affirmer plus vigoureusement la vocation de classe du PC pour faire face à l'essor du PT. Mais chacune des ailes continue de briguer les faveurs de Moscou.

32. — L'axe des luttes demeure la construction d'un mouvement ouvrier indépendant de l'Etat et du patronat, la conquête des libertés démocratiques et le renversement de la dictature, la défense pied à pied des intérêts et des conditions de vie des travailleurs contre toute politique d'austérité :

a) Pour les libertés démocratiques : rétablissement du droit de grève sans restrictions, légalisation des partis politiques, amnistie totale et abolition de toute censure, Assemblée constituante libre et souveraine, démantèlement de l'appareil répressif, de la police politique et militaire, des services secrets. A bas la dictature !

b) Contre l'exploitation et l'oppression, contre l'austérité, pour les revendications des ouvriers et des paysans :

- un salaire minimum unique à l'échelle nationale pour les ouvriers et les paysans et une échelle mobile sur la base d'un indice contrôlé par les travailleurs. Le système actuel de salaire minimum différencié par Etat, et l'indice officiel des prix qui sert de base aux réajustements semestriels, organisent en fait la baisse du salaire réel.
- refus des heures supplémentaires ; ralentissement des cadences ; réduction du temps de travail sans perte de salaire et échelle mobile des heures de travail ; stabilité de l'emploi.
- réforme agraire radicale ; expropriation des grandes entreprises multinationales et nationales, ainsi que des *latifundia* ; plan

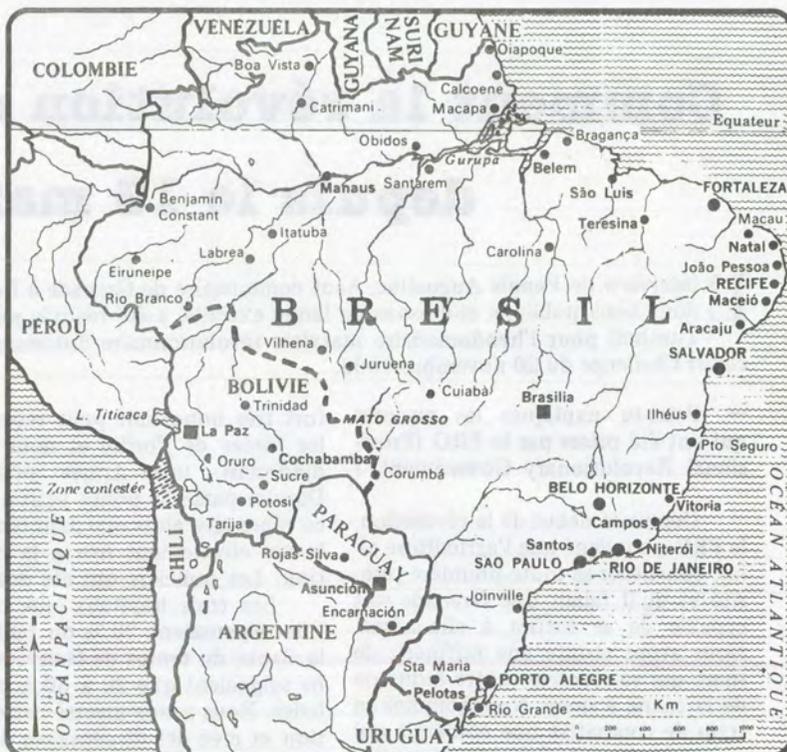
(17) PP : Parti populaire. Contrairement à ce que son nom indique, il s'agit d'un parti des banquiers et de la bourgeoisie, avec à sa tête des figures d'un âge avancé, comme Magalhães Pinto, qui fut l'un des instigateurs du coup d'Etat de 1964. Formellement dans l'opposition, ce parti est l'interlocuteur privilégié de la dictature dans le cadre du processus d'ouverture contrôlée et l'axe possible d'une formule d'Union nationale, même s'il ne vient probablement qu'en quatrième position parmi les partis susceptibles d'être légalisés. Dernièrement, le PP a paru gagner en audience au détriment du PDS dans les cercles de la bourgeoisie capitaliste et du patronat.

(18) Le général Figueiredo est l'actuel président de la République, « élu » en 1978, qui a succédé au général Geisel.

(19) Luis Carlos Prestes : le *Chevalier de l'espérance*, ancien officier révolté en 1935 puis rallié au PC dont il devint le principal dirigeant et la figure la plus prestigieuse. A son retour d'exil, en 1979, il entra en conflit avec la majorité de la direction, d'inspiration eurocommuniste. Aujourd'hui octogénaire, il a rompu la discipline du parti en publiant une *Lettre ouverte au comité central* puis un bulletin, qui équivalent à une scission minoritaire de fait.

économique ouvrier de reconversion et de production.

- contrôle ouvrier sur les prix, sur la production, sur les livres de comptes (au gouvernement qui prétendait contrôler le fonds de grève des métallos de l'ABC, les grévistes répondaient avec beaucoup d'à-propos en réclamant l'ouverture des livres de comptes de Volkswagen, Mercedes, FIAT, General Motors, Saab-Scania, Perkins, Ford, Chrysler, Toyota, etc.).
 - contre toute discrimination contre les Noirs, les Indiens, les femmes ; droit à la contraception et à l'avortement.
- c) Pour l'unité et l'indépendance de la classe :
- unité et indépendance syndicale, pour une Centrale unique des travailleurs, indépendante de l'Etat et pour la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise.
 - pour un parti ouvrier de masse et de classe, pour un parti sans patrons, pour un parti des travailleurs, pour la construction du Parti des travailleurs (PT). ■



Copyright ATLASCO

PETR UHL

Le socialisme emprisonné



Le livre de Petr Uhl occupe une place particulière parmi les analyses et les écrits qui nous parviennent des pays de l'Est. Ce n'est ni un simple témoignage sur la réalité de ces sociétés ni une simple analyse théorique générale. Petr Uhl nous présente à la fois une analyse marxiste de la réalité tchécoslovaque et un programme d'action minimum, un programme transitoire et maximum pour renverser le régime bureaucratique et instaurer une société socialiste démocratiquement autogérée. Il nous offre, en plus, un document profondément internationaliste, qui reprend à son compte la meilleure tradition de la vague révolutionnaire du début du siècle, maintenue jusqu'à nos jours par l'Opposition de gauche au stalinisme et le mouvement trotskyste.

La richesse même de ce livre vient de ce qu'il est le fruit de la combinaison entre une réflexion programmatique et d'une pratique de la lutte antibureaucratique.

Pour avoir mené cette lutte et défendu ses idées, l'auteur est aujourd'hui en prison. Nous devons faire de la diffusion et de la discussion de son livre une arme pour l'arracher au baignoire de Mirov.

Anna LIBERA (Rouge)

Comment la révolution s'est développée depuis le 13 mars 1979

L interview de Fennis Augustine, haut commissaire de Grenade à Londres, dont nous publions ci-dessous de larges extraits, a été réalisée par Clive Turnbull pour l'hebdomadaire marxiste révolutionnaire britannique *Socialist Challenge* du 20 novembre 1980.

— Peux-tu expliquer les mesures qui ont été prises par le PRG (Provisional Revolutionary Government) ?

— Depuis le début de la révolution, le PRG a souligné que l'agriculture allait constituer sa toute première priorité et qu'il fallait que Grenade soit capable de se suffire à elle-même. Nous avons monté une raffinerie de sucre qui va réactiver notre industrie de la canne à sucre. Nous sommes en train de combattre une épidémie qui a provoqué un désastre dans la culture de la banane. C'est important, car c'est un secteur qui emploie beaucoup de main-d'œuvre.

Avec l'aide des Cubains, nous sommes en train de moderniser notre pêche. Maintenant, nous traçons industriellement le poisson et nous sommes en mesure de fournir du poisson salé ou fumé, mais l'usine est encore incapable de produire en quantité suffisante pour faire face aux besoins locaux.

Nous avons également un programme qui s'appelle « la Jeunesse pour la reconstruction », où les jeunes sont éduqués aux techniques agricoles modernes. Après cette formation, ils retournent à la terre soit comme aides-agronomes, soit pour occuper des postes dans les nouvelles coopératives. Nous avons entamé une réforme agraire — sous le régime d'Eric Gairy, au pouvoir depuis 1951, 40 % des terres étaient laissées en friche — et ces terres vont être distribuées aux jeunes.

Nous avons constitué des comités d'éducation. L'un d'eux est chargé de mobiliser la population pour réparer ou reconstruire les écoles qui avaient été laissées à l'abandon. Leur but est d'élever le niveau moyen d'éducation. Nous avons maintenant un centre pour l'éducation populaire. Sous Gairy, l'analphabétisme dépassait les 70 %. Aujourd'hui des volontaires vont apprendre aux gens à lire et à écrire. Nous pensons que, pour défendre le type de société que nous voulons construire, tout le monde doit savoir lire et écrire. Tout le monde doit être capable de porter par soi-même un jugement sur la situation.

Nous avons également fait un ef-

fort très important pour réorganiser les forces de l'ordre et nous avons, désormais, une Armée populaire. Dans le passé, la police était une force répressive alors que maintenant elle est étroitement liée à la population. Les policiers ont été désarmés.

Les trois hôpitaux que compte l'île dépensaient 70 % du budget de la Santé du temps de Gairy, mais ils ne soignaient que 20 à 30 % des malades. Nous avons inversé cette situation et créé des dispensaires dans les diverses localités.

— Quand j'étais au Nicaragua, l'an passé, les sandinistes soulignaient l'importance de l'alphabétisation et de l'éducation pour que la population puisse librement décider de la répartition des ressources trop rares. C'est la seule manière pour que la population comprenne que la pénurie n'est pas due aux « sales gens » du village d'à côté ou aux sandinistes, mais qu'elle est l'héritage de l'ancien régime et du sabotage impérialiste.

— Nous pensons la même chose. Si nous voulons développer des institu-

tions démocratiques, il est important que le peuple soit capable de prendre les décisions en connaissance de cause, et non pas sur la base de fausses informations ou d'un manque d'informations, qui sont le fait des ennemis de la révolution mondiale.

Nous avons démarré au niveau des conseils municipaux. Une fois par mois, leurs représentants se rencontrent pour discuter des affaires locales, pour poser des questions aux ministres du gouvernement et pouvoir rapporter les réponses dans leurs communes. C'est un système que nous avons mis en place sur la base des expériences de Cuba et du Nicaragua.

Notre principal projet, qui devrait avoir des effets importants au niveau de la lutte contre le chômage, c'est la construction de l'aéroport international. Nous sommes le seul pays de langue anglaise de la Caraïbe qui développe un tel projet. Tous les autres aéroports de la région ont été construits par les puissances coloniales.

QUE CEUX QUI TRAVAILLENT TIENNENT LES RENES

— Comment définirais-tu la révolution qui se développe à Grenade et qu'est-ce que vous entendez par le mot d'ordre « Que ceux qui travaillent tiennent les rênes du pouvoir ! » ?

— Depuis le premier jour, nous avons dit que Grenade allait devenir une société socialiste. Nous nous sommes heurtés à des oppositions, en particulier de la part des Etats-Unis. Gairy, qui s'est établi maintenant à San Diego (Californie) près de la base navale américaine proche de la frontière avec le Mexique, a tenté de recruter des mercenaires.

Nous savons aussi que le Conseil national de sécurité dirigé par Brzezinski a discuté de l'organisation d'un blocus contre Grenade. Nous savons aussi qu'ils ont décidé d'en finir avec Grenade par leurs campagnes de propagande, la déstabilisation, voire même l'assassinat des dirigeants de notre révolution.

Nous nous rendons parfaitement compte que la révolution n'est pas très bien vue par certains gouverne-

Fennis Augustine



ments, car si nous réussissons, ce sera un coup porté à l'impérialisme. Les peuples de la Caraïbe vont s'apercevoir qu'il est possible de construire une société qui travaille et agisse dans l'intérêt de la majorité de la population. C'est cela que nous voulons dire quand nous affirmons « *Que ceux qui travaillent tiennent les rênes du pouvoir !* ». C'est ce que notre révolution veut réaliser. En fait, c'est pour cela que la révolution a été faite et c'est cet objectif que nous sommes déterminés à atteindre. C'est pour cela que les gens qui ne partagent pas ce point de vue, que les gens qui pensent toujours que seule une minorité, une élite, peut avoir le droit de prendre des décisions à la place de la population, considèrent que le processus en cours à Grenade porte atteinte à leur situation et veulent faire changer le cours des choses. Nous ne nous attendons pas à voir ce que nous cherchons à faire accepté passivement par les ennemis de la révolution.

— L'une des choses les plus impressionnantes de cette révolution, c'est son internationalisme. Peux-tu expliquer cela et aussi les rapports particuliers que vous entretenez avec les gouvernements révolutionnaires de Cuba et du Nicaragua ?

— Nous disons sans fausse honte que nous sommes du côté de la classe ouvrière internationale. Vu notre expérience et notre position, il ne saurait en être autrement. La société traditionnelle a été créée précisément pour que les travailleurs restent à leur place et fassent tout le boulot. Nous pensons que le temps est venu que la classe ouvrière occupe la place qui lui est due, et nous sommes de ce côté-là. Je suppose que cela ne nous fait pas aimer tendrement par un certain nombre de gouvernements, mais c'est comme cela que nous voyons les choses.

LES RAPPORTS AVEC CUBA ET LE NICARAGUA

Nous avons établi des relations de coopération étroites avec le Nicaragua et Cuba. En ce qui concerne les Cubains, ils sont venus nous aider dès le début de notre révolution de façon tout à fait principielle. Quand nous avons entendu dire que Gairy était en train de recruter des mercenaires aux USA, nous avons demandé à la Grande-Bretagne, au Canada et aux Etats-Unis de nous vendre des armes pour défendre notre révolution. Ils ont refusé. Aussi les avons-nous demandées à Cuba qui nous les a fournies.

Pour nous aider à organiser notre service de santé, Cuba a envoyé douze médecins. Nous avons affir-

mé vouloir développer la pêche industrielle et Cuba a envoyé des experts et nous a offert des chalutiers. Quand nous avons dit que nous voulions construire un aéroport international, Cuba nous a offert son aide. Ils n'ont pas d'argent ni de pétrole, mais ils nous ont envoyé des techniciens et des machines.

A aucun moment les Cubains ne nous ont demandé quoi que ce soit en retour. En fait, Cuba, vu le développement atteint par son industrie de la pêche, aurait pu, s'il l'avait voulu, tirer profit de la situation. Ils auraient pu nous dire : « *Nous allons vous fournir chaque année tant de tonnes de poisson.* » Ils ne l'ont pas fait. Au contraire, ils sont venus et nous ont dit : « *Nous allons vous aider à développer votre propre industrie de la pêche.* » Nous avons découvert que nous avions beaucoup de choses en commun avec le peuple nicaraguayen, car nos deux peuples ont souffert pareillement de l'impérialisme et du colonialisme. Nous avons développé d'étroites relations avec le Nicaragua. Je ne pense pas que ce soit un hasard. Comme au Nicaragua, nous avons donné la priorité aux mêmes choses.

LES ORGANES DE LA REVOLUTION

— Peux-tu nous parler des organismes qui ont été formés à Grenade depuis le début de la révolution ?

— Toutes les institutions — les conseils municipaux, les comités pour la santé et l'éducation — sont considérés comme des institutions démocratiques au travers desquelles les gens peuvent prendre des décisions et faire des recommandations au PRG sur ce qu'ils veulent. Nous avons fait une campagne de masse pour organiser les femmes dans le *New Jewel Women's Committee*. Cela a été un succès, car à Grenade les femmes prennent conscience qu'elles sont une partie importante de la population et elles se mobilisent pour résoudre les problèmes qui les touchent plus particulièrement. Le PRG a promulgué une loi autorisant l'avortement.

Une autre loi permet aussi à tout travailleur d'adhérer à un syndicat. Une fois qu'un vote a eu lieu dans une usine ou sur une plantation et qu'une majorité des travailleurs a décidé de rejoindre tel ou tel syndicat, aucun patron n'a le droit de s'opposer à leur volonté. Nous avons formé, au sein du *New Jewel Movement*, une commission syndicale qui publie son propre journal qui traite de la croissance du mouvement syndical, des conditions de travail, etc.

Nous nous occupons énormément en ce moment de l'organisation

interne de notre parti, le *New Jewel Movement* (NJM). Nous tenons nombre de réunions internes et d'écoles de formation pour que les membres du NJM soient mieux informés et prennent les décisions qui concernent l'avenir du pays en connaissance de cause. Nous avons maintenant une organisation de jeunesse du NJM qui compte 3 000 militants répartis en 78 sections locales.

TOUTE LA POPULATION EN ARMES

L'ancienne armée, la *Grenada Defence Force*, a été totalement démantelée. En ce qui concerne la police, qui était armée, elle a été désarmée et elle est en train d'être rééduquée pour l'amener à remplir un rôle différent, qui soit plus celui d'un service public que d'une force de répression. Une milice est en train d'être mise sur pied et entraînée et nous voudrions voir toute la population en armes, car c'est la seule façon de défendre notre révolution.

— Quelles sont les principales priorités pour l'aide et la reconstruction, et qu'attendez-vous de pays comme la Grande-Bretagne ?

— Nous voudrions une aide pour l'agriculture orientée vers des projets de cultures qui nous permettent de nous suffire à nous-mêmes, puis ensuite d'exporter. Nous avons également besoin d'investissements pour développer une infrastructure, telle que des routes, qui constituent un élément décisif pour exploiter les richesses naturelles du pays. Nous avons besoin d'autres investissements encore pour développer des industries autour des ressources du pays. Par exemple, nous pensons à un complexe agro-industriel capable de mettre en conserve ou en bocaux de verre les fruits et les produits alimentaires.

Nous avons des gisements de gypse (plâtre) que nous voudrions exploiter, et nous voudrions étendre et améliorer nos capacités portuaires pour faciliter le trafic maritime.

Mais nous ne sommes pas chaud pour un modèle de développement industriel où une entreprise viendrait s'établir, amènerait ses composants que nous serions chargés d'assembler pour qu'elle puisse ensuite les revendre. Cela ne serait pas lié au développement de nos ressources naturelles et nous estimons que cela ne nous avantagerait pas et que notre peuple serait exploité pour le faible coût de sa force de travail. Cela aurait aussi des répercussions tout à fait négatives sur un authentique militantisme syndical. ■

Propos recueillis par Clive Turnbull.

Les dossiers du Département d'Etat US

pour un nouveau Vietnam

Washington, DC.— Le CISPES, Comité de solidarité avec le peuple du Salvador*, vient de publier dans le numéro 2 de son bulletin *El Salvador Alert !* le texte d'une « note minoritaire » émanant de fonctionnaires du Département d'Etat des Etats-Unis, qui révèle l'étendue de l'intervention déjà en cours de l'impérialisme américain au Salvador et les plans d'une intervention bien plus massive pour un avenir rapproché.

Le *New York Times* du 1er décembre 1980 en a publié un bref résumé. Le texte intégral du mémorandum est reproduit dans l'hebdomadaire de nos camarades du Socialist Workers Party (SWP), *The Militant* du 12 décembre 1980.

Le mémorandum, après avoir noté que « l'opinion publique salvadorienne et internationale perçoit les Etats-Unis comme résolus à intervenir militairement en Amérique centrale », énumère les mesures déjà prises par l'administration Carter en faveur de la Junte au pouvoir au Salvador. Le mémorandum affirme qu'une douzaine d'agences et de départements du gouvernement des Etats-Unis sont déjà engagés dans ces activités. Les rédacteurs du document subdivisent les mesures mises en œuvre en cinq catégories :

1) des activités tendant à améliorer la situation politique et économique au Salvador, afin d'accroître la viabilité de la Junte ;

2) des mesures en vue d'améliorer et de protéger la légitimité et le prestige international du régime ;

3) le renforcement des capacités contre-insurrectionnelles des forces armées salvadoriennes ;

4) la mise au point de projets de riposte des Etats-Unis pour faire face à une détérioration éventuelle de la situation dans la région ;

5) des mesures qui tendent à assurer un appui ininterrompu du Congrès américain et de l'opinion publique à la politique suivie par l'administration à l'égard du régime salvadorien, par des relations avec la presse particulièrement destinées à concrétiser cet objectif.

Nous insisterons surtout sur les chapitres 3 et 4 concernant ces activités ; tous les passages en italiques sont des citations textuelles du mémorandum. Selon le texte, diverses agences du gouvernement des Etats-Unis sont engagées dans des activités en vue de :

— accélérer l'entraînement de sous-officiers et d'officiers de l'armée salvadorienne ;

— « améliorer l'infrastructure militaire afin d'assurer des communications urbaines et rurales plus efficaces en appui aux combats en cours, et en vue d'un déploiement plus rapide des troupes salvadoriennes » ;

— « établir des lignes de ravitaillement (logistiques) et des stocks (d'armes) adéquats pour l'armée salvadorienne, en coopération avec les alliés dans la région et extérieurs à l'hémisphère occidental » (cela désigne manifestement certaines puissances impérialistes européennes. NDLR.)

— « assurer une aide consultative pour le commandement, tant au niveau tactique que stratégique » ;

— « accroître la cohésion et la coordination des diverses structures de commandement au sein des forces armées salvadoriennes » (cela concerne manifestement la « coordination » entre l'armée régulière et les forces contre-révolutionnaires non officielles, puisqu'il n'existe par définition pas « diverses » structures de commandement au sein de l'armée régulière. NDLR.)

— « s'efforcer d'unifier sous un même commandement les unités paramilitaires qui opèrent dans le pays » ;

— « établir et (ou) améliorer les communications et la coopération avec les forces armées et les groupes paramilitaires du Guatemala, du Salvador et du Honduras » ;

— « mettre à la disposition des forces armées les informations collectées par les différents services de renseignement des Etats-Unis relatives aux développements de la situation militaire au Salvador ».

Pour le cas où la situation devrait se détériorer, du point de vue de l'impérialisme américain, le mémorandum affirme que le gouvernement des Etats-Unis prévoit d'ores et déjà :

— « des initiatives politiques et diplomatiques en vue de couvrir un engagement militaire des forces armées des Etats-Unis, si pareil engagement était nécessaire pour maintenir en place le régime actuel (au Salvador) » ;

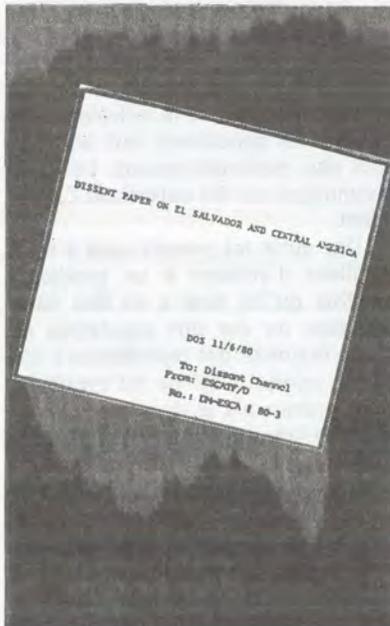
— « des plans opérationnels en vue d'une intervention militaire multilatérale ou unilatérale au Salvador comme au Guatemala » ;

— « l'estimation des coûts, en vies humaines et en durée (qu'impliqueraient de tels engagements), tant pour des scénarios de conflit favorables que pour des scénarios de conflit défavorables » ;

— « l'évaluation de l'état de préparation (des forces armées US en vue de ces opérations) et des recommandations en vue d'engager des manœuvres A (exercices) préparatoires » ;

— « la préparation de plans d'urgence pour déclencher des actions en vue de désorganiser les lignes de ravitaillement et d'appui des forces de guérilla du Salvador à partir de Cuba et du Nicaragua ».

Le document du State Department.



Les auteurs du mémorandum concluent que « cette liste partielle (sic) d'activités implique le dégagement de ressources humaines et financières dépassant tout ce qui a été fait en rapport avec une quelconque crise dans l'hémisphère occidental depuis 1965 (intervention à Saint-Domingue) ... L'administration Carter est arrivée à la conclusion que l'effondrement de l'actuel gouvernement de coalition militaro-civil au Salvador, et son remplacement par un régime de gauche, constituerait une menace pour l'ensemble de nos intérêts stratégiques dans la zone des Caraïbes ».

Ce qui est vrai pour l'administration Carter le sera d'autant plus pour l'administration Reagan. L'impérialisme américain est d'ores et déjà engagé militairement dans une opération contre-révolutionnaire sur grande échelle au Salvador. ■

Le 8 décembre 1980.

Solidarité avec le peuple salvadorien !

Déclaration du Secrétariat unifié de la IVe Internationale

La Junte militaire et les bandes contre-révolutionnaires, avec l'appui de l'impérialisme américain, multiplient leurs crimes contre le peuple salvadorien. Dix mille victimes de la répression depuis le début de l'année ; l'assassinat récent de Juan Chacon, Enrique Alvarez, Enrique Escobar, Humberto Mendoza, Doroteo Hernandez et d'autres dirigeants de différents courants politiques et organisations de masse ; des représailles sauvages contre les paysans avec destruction de villages et de récoltes ; la suppression totale des droits démocratiques les plus élémentaires ; des actions d'intimidation brutales contre tous ceux qui ne se rangent pas du côté des assassins, voilà le bilan du régime mis en place en octobre 1979 et aidé politiquement, économiquement et militairement par l'impérialisme US, des bourgeoisies « nationales » d'Amérique latine et, en Europe notamment, par des partis démocrates chrétiens et leur groupe au Parlement de Strasbourg.

Le déferlement d'une violence réactionnaire rarement égalée par les pires régimes dictatoriaux, risque d'être encouragé davantage par l'avènement à la présidence des Etats-Unis de Ronald Reagan, peu intéressé aux fictions démagogiques de son prédécesseur sur les droits de l'homme.

Toutefois, les pertes extrêmement douloureuses subies par le peuple salvadorien et les menaces de plus en plus ouvertes d'intervention par l'impérialisme et ses valets n'ont pas atteint les résultats espérés. Au contraire, la lutte des masses ouvrières et paysannes, des étudiants et des autres couches exploitées n'a cessé de s'élargir. Les organisations révolutionnaires jouissent aujourd'hui d'un soutien plus grand que jamais et, malgré les difficultés surgies à plusieurs reprises, ont réussi à réaliser leur unité à une échelle plus large contre une Junte qui se trouve de

plus en plus discréditée, même aux yeux de secteurs qui l'avaient appuyée auparavant. Les combattants se chiffrent désormais par milliers et dizaines de milliers, et des régions entières comme celle de Morazan se trouvent sous leur contrôle. De nouvelles offensives contre le régime se préparent. Elles infligeront à la Junte et à ses maîtres impérialistes des coups de plus en plus durs. La formation d'un gouvernement révolutionnaire dans les zones libérées est d'ores et déjà inscrite à l'ordre du jour.

Les dirigeants de l'impérialisme américain et leurs alliés en Europe et en Amérique latine sont parfaitement conscients de la gravité de la situation de leur point de vue. Ils savent que les masses salvadoriennes pourraient remporter une victoire historique même à une échéance relativement rapprochée. Ils savent que le Guatemala est une véritable poudrière et que le rapport de forces évolue dans ce pays aussi en faveur des masses et de leurs organisations. Ils se rendent compte que la révolution au Nicaragua s'approfondit et que la direction du FSLN, loin d'être intimidée par les manœuvres de la bourgeoisie et les opérations criminelles d'inspiration impérialiste, est décidée à aller de l'avant sans qu'aucune force puisse la contrecarrer sérieusement à l'intérieur du pays. Ils savent que l'Etat ouvrier cubain assure sa solidarité agissante aux peuples d'Amérique centrale et des Caraïbes en lutte.

L'enjeu pour l'impérialisme est capital. Si les organisations révolutionnaires salvadoriennes remportent une victoire, ses positions stratégiques dans une région cruciale, déjà sérieusement affaiblies par l'insurrection du 19 juillet 1979 au Nicaragua, risquent de s'effriter. C'est justement parce qu'ils mesurent toute la portée des événements en cours et leur dynamique possible que Washington et ses alliés ont accru sensiblement leur aide financière et mili-

taire à la Junte. Ils vont tout mettre en œuvre pour éviter une défaite qui serait encore plus catastrophique que celle qu'ils essuyèrent lors de la victoire de la révolution cubaine.

Les moyens dont ils disposent restent très considérables, ce serait une erreur de les sous-estimer. Si toutes les mesures déjà prises s'avéraient insuffisantes, ils pourraient se lancer dans une intervention militaire, par personne interposée ou même directement. Le conflit qui s'ensuivrait pourrait amener à une confrontation internationale majeure.

Le mouvement ouvrier international doit prendre conscience de toutes les implications de la crise en Amérique centrale. Il doit accomplir son devoir internationaliste en se mobilisant pour venir en aide au peuple salvadorien et à ses organisations révolutionnaires. Une campagne internationale doit être instamment mise à l'ordre du jour. Les organisations syndicales, notamment en Amérique latine, en Europe occidentale et aux Etats-Unis doivent s'y engager au premier rang. Il ne faut pas accepter sans réagir le massacre systématique d'un peuple tout entier.

Il faut organiser des actions pour que :

- la répression cesse immédiatement ;
- les droits démocratiques soient respectés ;
- les prisonniers politiques retrouvent leur liberté ;
- les coupables des crimes soient châtiés ;
- les relations diplomatiques avec la Junte des assassins soient rompues par tous les pays.

La solidarité doit se traduire en même temps dans une aide concrète financière et médicale au FFMLN et à ses organisations. Il faut alerter l'opinion mondiale sur le danger réel d'une intervention impérialiste. Il faut exprimer l'opposition la plus intransigeante à une telle intervention.

- A BAS LA JUNTE !
- SOLIDARITE INTERNATIONALE AVEC LE PEUPLE SALVADORIEN ET SES ORGANISATIONS COMBATTANTES ! SOUTIEN AU FFMLN !
- CONTRE TOUTE INTERVENTION IMPERIALISTE EN AMERIQUE CENTRALE !

- SOLIDARITE AVEC LA LUTTE DES MASSES GUATEMALTEQUES !
- BAS LES PATTES DEVANT LA REVOLUTION NICARAGUAYENNE ET L'ETAT OUVRIER CUBAIN !

IRLANDE DU NORD



La grève de la faim des prisonniers politiques irlandais

Déclaration du Secrétariat unifié de la IVE Internationale

Le Secrétariat unifié de la IVE Internationale ré-affirme sa pleine solidarité avec les prisonniers politiques irlandais actuellement détenus au Block H de la prison de Long Kesh (Maze) et à la prison des femmes d'Armagh.

Nous proclamons en particulier notre complète solidarité avec les prisonniers qui viennent d'entreprendre, dans le cadre de leur action pour être reconnus comme prisonniers politiques, une grève de la faim « jusqu'à la mort ». Cette revendication inclut : le droit pour les prisonniers de porter leurs propres vêtements ; le droit de ne pas travailler en prison ; le droit de se réunir librement entre eux ; le droit d'organiser leurs loisirs et leur instruction ; le droit de bénéficier pleinement du système des remises de peine.

Le gouvernement *tory* de Margaret Thatcher a déclaré qu'il ne ferait aucune concession aux prisonniers. Ces droits avaient été accordés autrefois, en 1972, aux prisonniers politiques irlandais. Quatre ans plus tard, ils leur ont été arbitrairement supprimés par le gouvernement britannique. Londres explique que les prisonniers en question sont des criminels « de droit commun ». C'est totalement faux. Le fait que ces prisonniers aient été jugés par des tribunaux sans jury, contrairement à ce qui se fait en Grande-Bretagne, montre leur caractère d'exception.

De plus, des organisations internationales de renom comme *Amnesty International* ont affirmé dans leurs rapports que beaucoup de ces prisonniers avaient été torturés pour signer leur « confession ». Dans 90 % des cas, ces « confessions » étaient la seule base juridique sur laquelle ces prisonniers ont été condamnés. Les prisonniers républicains irlandais ne sont en fait incarcérés que pour une seule raison : le maintien de l'occupation britannique en Irlande du Nord.

Les camps d'internement construits en Irlande du Nord par les Britanniques sont une conséquence de la résistance tenace à cette occupation. Cela fait maintenant soixante ans que l'impérialisme britannique a

imposé la partition de l'Irlande contre le souhait de la majorité du peuple irlandais. La création du mini-Etat artificiel, occupé par les Britanniques, dans les six comtés de l'Irlande du Nord-Est, constituait un affront aux principes démocratiques et au droit d'auto-détermination. En ce sens, ceux qui continuent de résister au partage de l'Irlande le font au nom de la démocratie.

Le traitement brutal infligé aux prisonniers républicains irlandais n'entame en rien cette résistance. Au contraire, la grève de la faim a déjà abouti aux plus importantes mobilisations de rue qu'ait connues l'Irlande depuis huit ans. Ils étaient 25 000 à manifester à Belfast à la veille du début de la grève de la faim et, un mois plus tard, ils étaient encore 25 000 manifestants, à Dublin cette fois.

Face à cette résistance, l'impérialisme britannique dispose en Irlande du Nord de plus de 30 000 soldats et policiers de ses « forces de sécurité » et cela pour surveiller une population de moins d'un million et demi d'habitants. La classe dirigeante britannique dispose également des bandes d'extrême-droite loyalistes, pro-britanniques, qui menacent aujourd'hui de déclencher une guerre civile contre la population de l'Irlande du Nord qui sympathise avec les républicains.

Dans ce contexte, une campagne internationale de solidarité avec la résistance anti-impérialiste en Irlande est plus que jamais nécessaire. La IVE Internationale affirme son soutien à une telle campagne de solidarité*. Saluant l'héroïsme des grévistes de la faim, elle affirme que la seule solution durable et juste au conflit irlandais réside dans le retrait immédiat et complet des Britanniques hors d'Irlande.

29 novembre 1980

* Comité de défense des prisonniers politiques irlandais, c/o Annick Monot, 3, rue Lardennois, 75 019 Paris. Pétitions et chèques à cette adresse.